

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTAT, ÉCONOMIE ET POPULATION :
DE MALTHUS À KEYNES ET MYRDAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR
ABEL BRODEUR

JUILLET 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
L'HISTOIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE	8
1.1 William Petty	10
1.2 <i>Poor laws</i> et <i>workhouses</i>	13
CHAPITRE 2	
MALTHUS : LA POPULATION	19
2.1 Vie familiale et éducation	21
2.2 Essai sur le principe de population	24
2.3 Loi sur la population	28
2.4 Lois sur les pauvres : la critique de Malthus	33
2.5 Éducation	39
2.6 Politiques de développement	44
2.7 Malthus, le précurseur de Keynes?	50
CHAPITRE 3	
KEYNES ET LE DIABLE MALTHUSIEN	52
3.1 Cours non publiés	55
3.2 La Grande Guerre	60
3.3 Malthus, malthusien et néo-malthusien	66
3.4 Changement de cap	69
CHAPITRE 4	
MYRDAL: L'ÉTAT-PROVIDENCE	75
4.1 Knut Wicksell	76
4.2 La ligue malthusienne	82
4.3 De Wicksell à Myrdal	84
4.4 Gunnar Myrdal et la démographie suédoise	85
4.5 <i>État critique du problème démographique</i>	89
4.6 Changement qualitatif	93
4.7 La démocratie	98

4.8	Enquête sur la pauvreté des nations	102
CHAPITRE 5		
LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT		
5.1	S'attaquer à la pauvreté ou à l'éducation?	112
5.2	Population optimale	123
CONCLUSION		
BIBLIOGRAPHIE		

REMERCIEMENTS

Merci à Gilles Dostaler pour m'avoir épaulé tout au long de ma maîtrise. Je ne saurais comment décrire la passion de cet homme pour son travail. Malgré une maladie sérieuse, il a su comprendre mes ambitions et m'aider à accomplir mes objectifs. Je lui suis reconnaissant de ses nombreux commentaires et d'avoir pris le temps de lire des chapitres de mon manuscrit à diverses étapes de sa rédaction. Je suis évidemment responsable des défauts du produit final.

Je désire également remercier le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) pour le soutien financier qui m'a été octroyé pendant ma scolarité. Cette aide m'a permis de me concentrer sur mes études de même que sur ce projet. À ce sujet, je tiens également à remercier Jean Soucy pour m'avoir donné l'occasion d'enseigner des laboratoires. Merci à Nicolas Morin pour son amitié et son support pendant cette longue année. Enfin, je désire souligner le dévouement de certains professeurs pour qui j'ai la plus haute estime. Je tiens donc à remercier Pierre Fortin, Stéphane Pallage, Pierre Ouellette et Matthieu Chemin pour leur enseignement ainsi que pour avoir pris le temps de me conseiller sur mes perspectives d'avenir.

Je voudrais tout particulièrement exprimer ma reconnaissance à mon amour, Stéphanie St-Pierre. Son soutien indéfectible et sa joie de vivre sont au cœur de ce mémoire. La lecture et la correction de mes écrits représentent une tâche importante à laquelle je ne peux que lui être redevable.

RÉSUMÉ

L'accroissement de plus en plus rapide de la population mondiale pousse un grand nombre de chercheurs à s'interroger sur les limites de la croissance. Dans le même ordre d'idée, cette recherche vise à comprendre la dynamique entourant l'économie et la démographie. Une analyse exhaustive des différents écrits d'économistes permet d'approfondir la connaissance sur ce sujet précis de même qu'à répondre à une question en particulier : Quelles politiques doivent être mises en place pour améliorer le sort des affamés?

Thomas Robert Malthus est l'un des premiers à avoir remis en question l'efficacité d'un accroissement de la population. Sa critique de certains des thèmes clés du courant mercantilisme marque ainsi le commencement d'une analyse privilégiant le bonheur individuel sur celui de la nation. Après s'être penché sur les différentes propositions développées par Malthus dans ses *Essais sur le principe de population*, il s'avère possible d'examiner l'influence qu'il a eue sur deux autres économistes, soit John Maynard Keynes et Karl Gunnar Myrdal.

La présente étude analyse ainsi les idées de Keynes et de Myrdal quant à la relation économie-démographie. Bien que Keynes et Myrdal aient modifié au fil du temps leur vision quant à un accroissement démographique, il n'en demeure pas moins qu'ils conservèrent un argumentaire basé sur les théories malthusiennes.

Après avoir examiné les différentes politiques démographiques proposées par ces économistes, une dernière section permet de prendre conscience des développements récents dans l'économie de la population. De plus, les politiques proposées par Malthus, Myrdal et Keynes sont analysées dans une perspective contemporaine où l'Inde et la Chine occupent une place prépondérante.

Mots clés : John Maynard Keynes, Thomas Robert Malthus, néo-malthusianisme, Karl Gunnar Myrdal, population, redistribution des revenus

INTRODUCTION

La population mondiale comptait à ma naissance 1,5 milliard d'habitants. Quand j'entrai dans la vie active, vers 1930, ce nombre s'élevait à 2 milliards. Il est de 6 milliards aujourd'hui, et il atteindra 9 milliards dans quelques décennies, à croire les prévisions des démographes. Ils nous disent certes que ce dernier chiffre représentera un pic et que la population déclinera ensuite, si rapidement, ajoutent certains, qu'à l'échelle de quelques siècles une menace pèsera sur la survie de notre espèce. De toute façon, elle aura exercé ses ravages sur la diversité non pas seulement culturelle mais aussi biologique en faisant disparaître quantité d'espèces animales et végétales (Lévi-Strauss 2008, p.16).

Ce passage est un extrait des propos tenus par Claude Lévi-Strauss lors de l'obtention du prix international de Catalogne. Sa description de l'accroissement de la population mondiale et des conséquences potentielles sur l'humanité ne peut être ignorée. Les « grèves de la faim » à travers le monde en sont l'une des illustrations. Il devient de plus en plus évident que dans les années à venir, nous devons affronter certaines réalités désagréables que vivent, tous les jours, des gens pauvres. Parmi celles-ci, la surpopulation d'un territoire qui manque gravement de ressources. L'aspect le plus inquiétant est qu'il y a plus de 6,500,000,000 d'habitants sur Terre et ce nombre augmente d'environ 200,000 tous les jours¹.

La Conférence Internationale sur la Population et le Développement ainsi que la révision partielle de 1999 analysent les conséquences de cet accroissement démographique. Le préambule du rapport final, qui fut produit au Caire en 1994, montre l'importance de se prononcer sur les problèmes actuels :

Avec la reconnaissance croissante de l'interdépendance de la population, du développement et de l'environnement à l'échelle mondiale, le moment n'a jamais été

¹ Les statistiques démographiques peuvent varier considérablement d'une source à l'autre. Par exemple, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU prévoit que la population mondiale sera probablement entre 8 et 10.5 milliards en 2050. Ceci se traduirait par un taux de fécondité mondial entre 1.54 et 2.51.

aussi propice à l'adoption de politiques macro-économiques et socio-économiques de nature à assurer une croissance économique soutenue dans le cadre du développement durable de tous les pays et à la mobilisation des ressources humaines et financières en vue de résoudre les problèmes de la planète (Organisation des Nations Unies 1994, p.6).

Ce préambule exprime adéquatement l'actualité de la question abordée. Encore de nos jours, un nombre grandissant de personnes ne mangent pas assez de nourriture pour être en santé. Le Programme Alimentaire Mondial estime ce nombre à plus d'un milliard de personnes. En 2008, 40 millions d'individus se sont ajoutés à ce total déjà trop élevé. Pire, environ un enfant décède de malnutrition ou de causes reliées toutes les six secondes².

Ce mémoire vise, tout d'abord, à rendre compte des écrits de plusieurs penseurs qui se sont intéressés à l'économie de la population. Nous nous attarderons particulièrement à trois d'entre eux : Malthus, Myrdal et Keynes. Nous analysons leurs écrits dans un champ de recherche peu traité. L'économie de la population n'est pas une nouvelle discipline comme en fait foi la liste d'auteurs déjà énumérés. La plupart des recherches faites sur ces penseurs traitent d'un des deux sujets et non de la combinaison des deux. À titre d'exemple, une littérature complète traite de l'œuvre économique de Keynes, alors qu'un seul ouvrage (Toye, 2000), à notre connaissance, s'est penché exclusivement sur le lien population-économie souvent abordé par ce dernier.

L'analyse des écrits de ces économistes nous permettra également de répondre à cette question : Quelles politiques doivent être mises en place pour améliorer le sort des pauvres? Encore de nos jours, il n'y a pas de consensus sur ce questionnement chez les chercheurs. Certains perçoivent la pauvreté comme une punition et prêchent le laissez-faire alors que, c'est tout le contraire, pour d'autres. Ces derniers expliquent que la société se doit de venir en aide aux plus démunis pour freiner le cercle vicieux de la pauvreté. Les pauvres sont dans une telle situation, non pas à cause de mauvais comportements, mais bien parce qu'ils sont sous-éduqués, sans épargne personnelle et chômeurs.

² Le Programme Alimentaire Mondial produit plusieurs études par année qui permettent de mesurer l'évolution de la situation planétaire. Les statistiques mentionnées ici, sont disponibles dans le *FAO news release* 2008-2009 de même que dans le *State of Food Insecurity in the World*, FAO 2004.

Nous avons choisi d'aborder ce sujet sous l'angle de la relation économie/population. Cette décision s'explique par le regain d'intérêt pour le courant néo-malthusien. En effet, l'écart entre les taux de natalité dans les pays industrialisés et sous-industrialisés fait craindre le pire à certains chercheurs. Le vieillissement de la population et la baisse du taux de fécondité représenteront des défis de taille pour les gouvernements européens et nord-américains. À l'opposé, les pays pauvres font faces à des taux de natalité très élevés.

Il semble donc opportun de se pencher sur les écrits de Thomas Robert Malthus. Cet économiste classique³ fut longtemps considéré comme le père fondateur de la démographie⁴. Malgré tout, il fut sévèrement critiqué par Werner Sombart et son essai de 1798 fut même jugé par Karl Marx comme une déclamation d'écolier⁵. Les critiques à l'endroit de Malthus portent principalement sur certains passages comme celui-ci :

Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. Elle lui commande de s'en aller, et elle met elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet (Malthus 1963a, pp.225-226)⁶.

Malthus fut l'un des premiers à se questionner sur la viabilité d'un accroissement indéfini de la population. Ce dernier chercha les causes du malheur des pauvres et proposa nombre de

³ La classification de Malthus dans les classiques doit être perçue dans une perspective temporelle. Smith, Ricardo, Say et Malthus sont regroupés, mais il ne faut pas croire qu'ils partageaient pour autant des vues identiques sur la valeur ou la croissance économique.

⁴ Le livre de Sabine Reungoat, *William Petty : observateur des îles britanniques*, montre que William Petty et John Graunt peuvent être considérés comme les fondateurs de la démographie en Angleterre. Ajoutons à cette liste le nom d'Anne Robert Jacques Turgot qui occupa un rôle important en France.

⁵ Voir la note de bas de page dans *Le capital: Livre premier, tome III* (1971, p.58) de Karl Marx de même que le livre de Werner Sombart, *Von Menschen* (1938). Une critique plus longue de l'œuvre de Malthus peut être obtenue dans Marx et Engels, *Critique de Malthus* (1978).

⁶ Cette citation apparaissant dans la deuxième édition de son livre a été retirée par la suite. Notons également que les traductions françaises des *Essais sur le principe de la population* sont parfois tronquées et que des expressions de ce livre sont traduites de différentes façons selon l'édition.

solutions pour les sortir de la misère. Selon lui, la cause de la pauvreté est le manque de nourriture dû à un accroissement trop grand de la population.

Malthus n'est, toutefois, pas le premier à analyser la relation économie-population. En Angleterre, dès le 17^{ème} siècle, des économistes tel que William Petty recueillaient des données démographiques dans le but de mieux comprendre les sources de revenus du gouvernement. Le premier chapitre de ce mémoire vise à montrer les positions de ce dernier en ce qui a trait à la population. De plus, dans cette section, nous expliquons les premières grandes mesures prises par le gouvernement britannique pour venir en aide aux indigents. L'historique entourant les lois sur les pauvres de même que les différentes modifications apportées sont largement décrites. Ceci permet de mieux comprendre la critique de Malthus en ce qui a trait à ces lois.

L'influence de Malthus sur le développement de la discipline économique de même que sur la démographie est important. Ce dernier souleva des interrogations auxquelles les économistes, encore de nos jours, essaient de répondre. Par exemple, comment se soucier du bien-être matériel de l'homme sans avoir en tête la taille de la population? Dans le cadre de ce mémoire, nous portons notre attention sur l'influence que Malthus a eue sur deux économistes, Gunnar Myrdal et John Maynard Keynes. Il est à noter que cette influence se borne au cadre de la relation économie-population. Bien que cela puisse paraître insolite d'analyser l'œuvre démographique de trois économistes, il n'en demeure pas moins que chacun d'eux n'estimait pas l'économie comme ayant une prédominance sur les autres disciplines sociales.

Il ne fait pas de doute qu'une immense documentation est disponible sur John Maynard Keynes. Malgré cela, peu de chercheurs se sont interrogés sur les idées de ce dernier quant à la démographie. À l'exception de Toye (2000), peu de choses ont été écrites sur ce thème qu'il a souvent abordé. En plus d'analyser les positions de Keynes sur la démographie, il insère en annexe les cours non-publiés de 1912 de Keynes (Toye 2000). L'apport de ses écrits permet de mieux comprendre le lien unissant Malthus et ce dernier. La relation entre ces deux penseurs est beaucoup plus grande qu'elle n'y paraît. Le concept de la demande effective,

développé par Malthus, est un élément important de l'argumentation défendue par Keynes dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*⁷. La réhabilitation de la pensée de Malthus au début du 20^{ème} siècle est due en grande partie à ce livre (préface de Semmel dans Malthus 1963, p.3). Comme nous le démontrerons, les positions démographiques de Keynes présentent une affiliation avec le néo-malthusianisme.

En ce qui a trait à Gunnar Myrdal, la reprise des idées de Malthus touchant la démographie n'a pas été aussi directe. C'est grâce à Knut Wicksell, néo-malthusien et économiste engagé sur la place publique, que Myrdal s'intéressa à l'œuvre démographique de Malthus. La publication en 1934 du livre *État critique du problème démographique*⁸ avec comme co-auteur, sa femme Alva, marqua une césure à l'endroit de certains des postulats de Malthus. À l'époque, les politiques natalistes défendues dans ce livre furent mal perçues par plusieurs néo-malthusiens. Le programme myrdalien défendait le désir des familles d'avoir des enfants et voulait s'assurer que le cas échéant, leur niveau de vie ne baisse point. Il ne faut pas croire pour autant que les Myrdal contredisent les concepts malthusiens. La peur de la disparition du peuple suédois explique la mise en place de telles politiques démographiques. Notons que même dans les études ultérieures de Gunnar Myrdal, l'influence de Malthus est ressentie.

Plusieurs livres de Myrdal se consacrent exclusivement à l'analyse de pays sous-industrialisés. Que ce soit dans *Le drame de l'Asie* (1968) ou dans *The Challenge of World Poverty* (1970), l'analyse privilégiée par Myrdal n'est pas la même que lorsqu'il écrivit sur son pays d'origine. Les différences existant entre ces nations sont décrites dans la section traitant de l'œuvre de Myrdal de même que dans le cinquième et dernier chapitre. Dans celui-ci, nous nous penchons particulièrement sur le cas de l'Inde et de la Chine. Ces deux nations, par leurs différences, présentent une opportunité d'étudier les réussites et les échecs des politiques antinatalistes. Ceci nous permet de traiter d'une autre théorie de plus en plus

⁷ L'apport de la théorie économique de Malthus à la *Théorie générale* est discutable. Bien qu'il soit évident que Keynes privilégia l'approche de la demande de Malthus à celle de l'offre de Ricardo, il faut relativiser l'importance des idées de Malthus dans ce livre.

⁸ Traduction personnelle de Kris I befolkningsfrågan (1934).

populaire auprès des différents chercheurs, soit la révolution démographique⁹. Le terme révolution démographique sert à décrire une série d'étapes ou de périodes permettant de passer d'une forte natalité/mortalité à une faible natalité/mortalité. L'analyse d'études de l'Organisation des Nations Unies (ONU) nous permettra de déterminer l'optique favorisée par cette institution internationale, soit la transition démographique ou le néo-malthusianisme. Ce chapitre est également l'occasion d'aborder la question de la limite de la croissance et d'observer sous un angle pratique les théories élaborées par Petty, Malthus, Keynes et Myrdal.

Les cinq chapitres de notre mémoire couvrent deux axes de l'économie de la population. Le premier axe traite des penseurs. Les contributions de Malthus, Myrdal et Keynes dans ce domaine sont soit connues, comme c'est le cas des deux premiers, soient ignorées, sauf des spécialistes. Comme cela a été expliqué préalablement, le premier chapitre de ce mémoire se penche sur les écrits de Petty de même que sur les différentes lois mises en place en Angleterre pour aider les pauvres. Nous décrivons en détail ces lois qui forment la première série de mesures servant à éliminer la pauvreté dans ce pays. Le chapitre suivant traite exclusivement de l'œuvre de Malthus. Divisé en sept sections, ce chapitre contient plusieurs éléments biographiques et historiques. Il ne s'agit pas de proposer une biographie de Malthus, mais bien de familiariser le lecteur au contexte de son œuvre. Nous avons aussi inséré une section traitant des *Essais sur le principe de population*. Celle-ci permet de mieux comprendre la critique de Malthus concernant les lois sur les pauvres. L'approfondissement des politiques qu'il privilégie est essentiel afin de mieux saisir le lien entre Malthus et Keynes. L'influence qu'a subit Keynes se situe à deux niveaux : l'économie et la démographie.

Les deux chapitres subséquents portent sur les écrits de Keynes et de Myrdal. Le premier se concentre sur les idées de Keynes quant à l'économie de la population. Nous présentons d'abord ses positions de jeunesse dans lesquelles le courant néo-malthusianisme jouait un

⁹ Le terme transition démographique a vu le jour en 1945 sous la plume d'auteurs américains. C'est le français Adolphe Landry, en 1934, qui fut le premier à décrire ce phénomène. Il le nomma la révolution démographique. Ce dernier influença Alfred Sauvy qui fut notamment l'auteur de l'expression Tiers monde. Voir la section 5.1 pour une description des différentes étapes.

rôle important. À cette époque, il est membre de plusieurs organisations faisant la promotion de l'avortement et du contrôle des naissances. Avec le temps, ses positions changèrent et il quitte son poste de la plupart de ces institutions antinatalistes. Le chapitre suivant s'intéresse au développement de la pensée de Malthus en Suède. Nous examinons d'abord les idées de l'iconoclaste Knut Wicksell. Néo-malthusien, ce dernier est responsable du débat public concernant la population. C'est Myrdal qui reprendra le flambeau dans les années 1930. Les positions de Myrdal sont, malgré tout, à l'opposé de celles de Wicksell et de Malthus. Myrdal craint que le déclin de la natalité en Suède conduise à la disparition de son peuple. Il propose ainsi des politiques économiques et sociales pour augmenter la fécondité. Ce quatrième chapitre traite aussi de l'eugénisme et des différentes organisations néo-malthusiennes dans lesquelles Keynes était présent. Ce premier axe n'est donc pas linéaire. À titre d'exemple, les idées de Malthus sont élaborées en profondeur dans le deuxième chapitre, mais il en demeure pas moins que nous faisons référence à ce penseur dans tous les chapitres de ce mémoire.

Nous avons réservé pour la fin une analyse de la situation actuelle en ce qui a trait à la pauvreté et à la famine. Ce second axe est assez court. Débutant ce mémoire avec la présentation des contributions de certains auteurs, nous traitons ici des différentes politiques démographiques mises en place à travers le monde. Dans ce cinquième et dernier chapitre, nous ajoutons enfin une mise en perspective des différentes propositions faites par Malthus, Keynes et Myrdal qui ont été expliquées dans ce mémoire.

CHAPITRE I

L'HISTOIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Avant d'examiner différents textes de penseurs, il paraît nécessaire de décrire l'environnement dans lequel ils ont évolué. Le point de départ est la Grande-Bretagne puisque les trois premiers économistes sur lesquels nous nous penchons dans le cadre de ce mémoire sont originaires de cet endroit. Nous proposons donc, dans ce chapitre, de donner un aperçu de l'évolution des différentes lois mises en place par le gouvernement pendant la période 1600-1834 afin de venir en aide aux pauvres. Nous dressons également un portrait succinct du mercantilisme et d'un des auteurs parfois associé à ce courant de pensée, William Petty. Ce n'est que dans les deux prochains chapitres que nous traiterons en détails de Malthus et de Keynes.

Bien que des penseurs de la Grèce antique et du Moyen-âge se soient questionnés sur la taille de la population, les premières tentatives sérieuses de recensement se firent en Angleterre¹. C'est au 17^{ème} siècle que des auteurs tels que John Graunt, Edmund Halley, William Petty et Gregory King commencèrent à recueillir des données démographiques. Ces informations permettaient aux différents monarques d'imposer un plus grand nombre de sujets et, par la même occasion, donnaient un meilleur estimé des forces militaires à leur

¹ Le premier recensement national en Angleterre date de 1801. La publication de l'*Essai* en 1798 par Thomas Robert Malthus encouragea le gouvernement anglais à faire le décompte des sujets. Malthus utilisa les données de ce recensement pour les éditions subséquentes. Malgré tout, plusieurs auteurs comme William Petty avaient déjà estimé le nombre d'habitants de grandes villes telles que Londres.

disposition : « La population fournissait à la monarchie force de travail et soldats et, de là, le prince était fondé à intervenir pour maximiser le taux d'accroissement de la population et pour limiter l'émigration » (Caselli, et al. 2006, T.7 p.155). Cette époque est essentiellement marquée, sur le plan politique et économique, par la doctrine mercantiliste. Il ne faut pas croire pour autant que tous les auteurs écrivant pendant cette période avaient des opinions communes. En fait, aucun d'eux ne s'associait à ce courant de pensée puisque le terme mercantilisme apparut beaucoup plus tard.

Nous devons l'appellation *mercantile system* à Adam Smith (1776). Ce dernier utilisa cette expression afin d'opposer cette vision de l'économie à la sienne. Il n'y a toutefois pas de véritable définition ou de liste exhaustive de caractéristiques précises permettant d'inclure ou non un auteur dans la dénomination mercantiliste. À titre d'exemple, l'économiste allemand Gustav Schmoller regroupe sous le chef mercantilisme le processus de centralisation et la poursuite d'intérêts économique afin de stimuler la puissance nationale. Malgré tout, cette caractérisation ne fait pas l'unanimité. Il s'avère plus aisé d'appeler mercantilistes les auteurs ayant des vues communes sur des thèmes précis². Parmi ces thèmes, la gestion des finances publiques, le protectionnisme, l'expansion territoriale et la balance des paiements sont les plus importants. Dans cette perspective, l'enrichissement de l'État et la puissance de la nation sont les deux buts à atteindre. Pour ce faire, le Prince³ peut favoriser une balance commerciale positive ou encore acquérir des colonies outremer. Il est possible d'associer des gens tels que Jean Bodin, Barthélemy de Laffemas, Antoine de Montchrestien et Thomas Mun au mercantilisme. La plupart de ces penseurs concevaient que le peuple représentait une richesse précieuse. Une population plus nombreuse permettait à la nation d'employer une main-d'œuvre plus abondante dans l'industrie. La production de biens industriels, lorsqu'exportés, accroît favorablement la balance commerciale. Cette technique, de même que la guerre, représentent la cible à atteindre pour l'État et les marchands. Les colonies représentent ainsi une opportunité en or pour acheminer à faible coût les ressources

² Voir le livre de Lars Magnusson, *The tradition of free trade* de même que l'*Histoire de l'analyse économique* de Schumpeter (1983).

³ Voir le livre *Le prince* de Nicolas Machiavel à ce sujet. Selon lui, la puissance du gouvernement permet de rompre l'anarchie et la corruption régnant au sein du peuple. Il affirme également que la richesse d'une nation passe par un État riche et des citoyens pauvres.

nécessaires à la métropole. De grandes compagnies étatiques telles que la Compagnie des Indes Orientales sont le produit de cette idéologie politique et économique.

Les mercantilistes sont favorables à l'augmentation de la population dans un pays. Leur raisonnement est, avant tout, axé sur la puissance étatique. La taille du territoire, de la main-d'œuvre industrielle et de l'armée sont quelques uns des éléments composant la puissance nationale. Un accroissement démographique est utile puisque l'un des facteurs influençant la force militaire d'un pays est la taille de l'armée. Une population nombreuse peut fournir plus de soldats tout en abaissant les salaires versés aux fonctionnaires. Le souhait d'une main-d'œuvre abondante s'explique également par la peur d'une pandémie provoquant la mort d'une forte proportion de la population. Au 14^{ème} siècle, la peste noire avait tué plus de 30% de la population européenne⁴. Cet épisode tragique fut suivi de plusieurs autres de moindres importances. La crainte de voir se reproduire cet événement de même que la présence d'un très faible accroissement de la population donnent une explication supplémentaire aux positions pro-natalistes des auteurs associés au mercantilisme. Bien qu'ils aient eu des idées distinctes sur la population, nous pouvons porter notre attention sur les écrits d'un d'entre eux, William Petty.

1.1 William Petty

L'appartenance de William Petty à ce regroupement d'écrivains, de marchands et d'employés du Roi⁵ ne fait pas l'unanimité. Parfois considéré comme un précurseur du libéralisme, il n'y a pas de consensus quant à sa place de disciple dans un courant de pensée économique. Ses positions concernant les grands thèmes du mercantilisme ne font pas de lui un classique de cette branche comme peut l'être Thomas Mun. L'importance de la population

⁴ Les chiffres varient d'une source à l'autre variant généralement entre 20 et 50%. La grande peste ou encore la peste noire commença en 1346 et se termina en 1351. Elle sévit différemment d'un pays à l'autre touchant d'abord la France, l'Italie et les Balkans.

⁵ La plupart d'entre eux avaient un emploi dans la fonction publique ou étaient simplement des marchands. Ceci explique en partie pourquoi ils portaient une attention singulière à l'importance de l'État et des marchands dans le système économique.

dans son œuvre et les vues qu'il a sur celle-ci font de lui un représentant orthodoxe du mercantilisme sur ce sujet. L'apport de William Petty à la démographie fut inestimable. Fondateur de cette discipline, avec notamment John Graunt, en Angleterre, leurs techniques et calculs utilisés pour leurs recensements furent critiqués ou acclamés par plusieurs collègues.

Petty se prononça en faveur d'un accroissement démographique pour des raisons financières. Comme le mentionne Reungoat, ses positions sur la population se justifient par les bénéfices financiers dont un État peut jouir : « Ses arguments sont tous, une fois de plus, d'ordre financier [...] Il fait également valoir que l'administration d'un territoire densément peuplé est proportionnellement moins coûteuse que celle d'un territoire peu peuplé [...] » (Reungoat 2004, p.24). Il s'intéresse aux différents éléments pouvant accroître les revenus de l'État. L'augmentation de la population permet d'atteindre cet objectif. Encore faut-il connaître le nombre total des habitants du royaume et dénombrer leurs actifs. Petty pense que la connaissance de telles informations permettrait de changer une croyance populaire selon laquelle le territoire anglais est peuplé convenablement. L'expansion territoriale est donc une option politique qu'il critique puisqu'elle utilise inefficacement les ressources nationales (Reungoat 2004, pp.24-25)⁶.

Le désir d'imposer plus lourdement certaines classes sociales et par la même occasion, alléger le fardeau financier des plus pauvres apparaît dès les années 1660 en Angleterre. Cette imposition, la *Hearth tax*, était impopulaire auprès du peuple qui se voyait imposer une taxe qui, jusque-là, était réservée aux propriétaires terriens. L'impopularité était due également aux privilèges accordés aux moins nantis. Petty se fait l'un des défenseurs de cette législation facilitant la collecte d'impôts. Son *Treatise of taxes* paraît en 1662, soit la même année que l'introduction de la *Hearth tax*. Dans ce traité, il se positionne en faveur d'une Angleterre peuleuse: « Fewness of people, is real poverty; and a Nation wherein are Eight Millions of people, are more then twice as rich as the same scope of Land wherein are but Four » (Petty

⁶ Petty n'a donc pas le même point de vue que les auteurs associés au mercantilisme. Les colonies et l'expansion territoriale revêtirent une importance quant à la puissance du gouvernement dans le mercantilisme. Petty considère que la population anglaise doit d'abord s'accroître afin d'habiter convenablement le territoire de la Grande-Bretagne.

1963, T.1 p.34). Ce dernier sépare la population en deux catégories, active et inactive. Dans la population inactive, on retrouve des impotents, des voleurs et des chômeurs (Reugot 2004, p.112). Comme le souligne Montchrestien, un dénombrement permettrait d'identifier les personnes oisives de la société. Petty s'avère en parfait accord avec cette affirmation. Il faut absolument contrôler la gestion des ressources humaines afin d'affecter efficacement les chômeurs à des emplois dans l'industrie. Une meilleure connaissance des caractéristiques de la population permet de connaître le nombre optimal de médecins, de prêtres ou de policiers.

Les inactifs ne doivent pourtant pas sombrer dans la pauvreté. L'État se doit de les prendre à sa charge. Certains individus ne sont tout simplement pas aptes au travail alors que d'autres ne réussissent pas à en trouver. Pour les travailleurs, un salaire minimal⁷, fixé par l'employeur, semble raisonnable. Il faut promouvoir le travail et offrir un emploi à toute personne pouvant être employée. Quant aux voleurs et aux mendiants, ils doivent être secourus par ceux qui les ont conduits dans cette situation: « Those who are unable to work, through the devil Education of their Parents, ought (for ought I know) to be maintained by their nearest Kindred, as a just punishment upon them » (Petty 1963, T.2 p.474). Il ne faut pas croire que tous les économistes de cette époque étaient en faveur d'un système venant en aide aux plus démunis. Petty se distingue ainsi de certains de ses collègues. Sa prise de position en faveur d'une aide aux inactifs marque un contraste important avec les économistes classiques. C'est sur ce point qu'il y a, sans doute, le plus grand désaccord entre Petty et Malthus.

Selon Petty, un recensement permet également de dénombrer le nombre d'habitants travaillant sur des terres agricoles comparativement à la population totale. Plus ce rapport est grand, explique-t-il, moins le pays est puissant. Il faut calculer la quantité de nourriture pouvant être produite de même qu'estimer combien d'hommes sont nécessaires pour la production de cette nourriture. Dans le cas où tous les individus devaient travailler la terre, alors le pays serait très faible (Petty 1963 T.1, p.46). Petty souhaite que la population anglaise soit la plus nombreuse possible afin d'employer des gens dans l'industrie. La baisse des salaires résultant de l'augmentation du nombre de travailleurs dans le marché est souhaitable

⁷ Le salaire minimal ne doit permettre aux travailleurs d'obtenir que le nécessaire pour vivre. La pauvreté ne doit donc pas exister, mais la richesse non plus. Un travailleur trop payé est paresseux et réduira probablement ses heures de travail.

pour la plupart des mercantilistes. Petty justifie cette faible rémunération en expliquant qu'un employé trop payé perd sa motivation à travailler : « quand les salaires étaient élevés, on travaillait peu et mal tellement ceux qui travaillent pour manger ou plutôt pour boire montrent de licence » (cité dans Heilbroner 1971, p.22). La nation accroît donc la production de biens manufacturés en diminuant les salaires. La croissance économique dépend ainsi de deux facteurs : le travail et la terre.

Il se prononce aussi en faveur d'un contrôle du prix du blé. Lors d'une période d'abondance et de bonne récolte, le prix devrait être maintenu élevé. Ceci empêcherait les travailleurs de diminuer leurs heures d'ouvrage compte tenu du faible coût de la vie. Pour encourager la procréation, Petty propose des allègements fiscaux pour certains individus. La *poll tax*, introduite en 1660, est l'une des premières taxes touchant le peuple anglais. Ce sont les enfants, les femmes pouvant procréer et les personnes âgées qui devaient être moins touchés par cet impôt. Pour balancer ce manque à gagner, les nobles et les officiers, entre autres, pourraient payer une somme supplémentaire. Les politiques proposées par Petty permettent de croire qu'il recherche un accroissement indéfini de la population. Le problème de surpopulation du monde est esquivé par celui-ci. Comme la plupart des auteurs que l'on associe au mercantilisme, il pense que la surpopulation de la Terre ne se produira pas avant au moins un millénaire⁸. À titre d'exemple, il annonça à plusieurs reprises que l'Irlande souffrait d'un sous-peuplement. Il vaut mieux se préoccuper de peupler convenablement le territoire que de s'attarder à une problématique future.

1.2 *Poor laws* et *workhouses*

Dès le 16^{ème} et 17^{ème} siècle, en Angleterre, plusieurs lois sont mise en place et constituent le commencement de l'État-providence⁹ anglais. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'une

⁸ Voir la critique que Malthus fait concernant des commentaires similaires de la part de Condorcet, chapitre II, section 3.

⁹ Le terme État-providence (*welfare state*) est généralement utilisé pour exprimer la mise en place de protections sociales par le gouvernement. Dans le cas des lois sur les pauvres, il s'agit plutôt de prendre en charge seulement une partie ciblée de la population. De plus, les lois sur les pauvres

couverture sociale offerte à toute la population comme c'est le cas de nos jours. En Angleterre, il faut attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour voir les premières allocations familiales. Dans le reste de l'Europe, l'Allemagne est probablement le pionnier dans ce domaine. Le chancelier Bismarck met en place dans les années 1880 une série de mesures visant à généraliser une protection sociale.

Les lois sur les pauvres (*poor law*) constituent tout de même une première forme d'interventionnisme étatique visant une redistribution des revenus. Une aide paroissiale était allouée à toutes personnes dans le besoin et des maisons de travail (*workhouses*) étaient construites par les paroisses. L'objectif d'éliminer la pauvreté ne fut toutefois pas atteint. Bien au contraire, ce système d'assistance aux pauvres devait venir en aide à de plus en plus de malheureux. L'accroissement démographique que connut l'Angleterre est la principale raison expliquant l'échec de ce système.

La première loi importante sur les pauvres est celle de 1601 sous le règne d'Élisabeth¹⁰. Cette législation obligeait les paroisses à récolter auprès des habitants de celles-ci un impôt appelé la taxe des pauvres. Cette taxe devait, par la suite, servir à nourrir et à aider les infirmes et les invalides. Un objectif sous-jacent fut de réduire le vagabondage et d'attacher les pauvres à leur lieu de naissance¹¹. Pour s'en assurer et pour organiser la collecte de l'impôt, des inspecteurs nommés *overseers* étaient désignés. Le rôle des inspecteurs changea avec le temps. Par exemple, sous les Stuart, ils avaient le pouvoir d'emprisonner les pauvres refusant de travailler, de fixer le montant de la taxe ou même de recouvrer les impôts non payés (Fischel 1864 V. 2, p.46). Il est important de spécifier que cette première loi voit le jour dans un contexte économique précaire. De 1590 à 1604, il n'y a que très peu de bonnes récoltes ce qui provoque une hausse du prix du blé (Wolff 1973, p.143).

devaient être mises en application par les paroisses et non par une autorité centrale. Voir l'ouvrage d'Esping-Andersen, *Les trois mondes de l'État-providence* pour une description des différents types d'État-providence existants actuellement de même que pour un historique sur le sujet.

¹⁰ La loi de 1601 est une extension de celle de 1597. Cette dernière forçait les paroisses à s'occuper des sans-abris et des plus démunis sous le joug de leur juridiction.

¹¹ Voir la section 2.4 pour la critique de Malthus et de Smith à ce sujet de même que le livre de Crowther (1983 p.12).

Le financement nécessaire pour subvenir aux besoins des impotents et des nécessiteux est, sans contredit, le plus grave problème relié aux lois sur les pauvres. À titre d'exemple, à la fin du 17^{ème} siècle, près de un vingtième de la population demandait de l'aide aux pauvres. Un montant d'environ 700 000 livres sterling par année était récolté par la taxe des pauvres (Fischel 1864 V. 2, p.47). Pour remédier à la situation, une loi en 1722 permit aux paroisses de louer des bâtiments permettant d'occuper les pauvres aptes au travail. Avec ce système, les gens bénéficiant de l'aide aux pauvres devaient travailler dans ces endroits¹². La qualité de vie est exécrable dans ces maisons de travail : « Les *workhouses* sont des bagnes infâmes et le secours à domicile, en attachant le pauvre à une paroisse déterminée, le prive des libertés élémentaires » (Denis 1999, p.300). Ces maisons de travail servaient surtout à décourager les pauvres qui recevaient de l'aide à leur domicile. Les lois sur les pauvres viennent ainsi en aide aux pauvres de différentes façons. Comme l'explique George Boyer, six méthodes étaient utilisées par les paroisses et celles-ci se décomposent en deux catégories :

[...] allowances-in-aid-of-wages, payments to laborers with large families, payments to seasonally unemployed agricultural laborers, the roundsman system, the labor rate, and the workhouse system. The first five methods are forms of "outdoor" relief, while the workhouse system, which forced relief recipients to enter workhouses, is referred to as "indoor" relief (Boyer 1990, p.10).

La méthode la plus populaire au sein des différentes paroisses est celle du revenu minimal (*allowances-in-aid-of-wages*). Ce revenu devait permettre à un ouvrier (ayant un travail ou non) de pouvoir faire vivre sa famille et cela, peu importe la grosseur de celle-ci. La somme donnée était proportionnelle au prix du blé de même qu'au nombre d'enfant.

C'est dans le district de Speenhamland que ce salaire minimum fut instauré pour la première fois en 1795. Il fut rapidement propagé dans plusieurs autres comtés. Les guerres napoléoniennes avaient provoqué une hausse du prix des denrées de base ce qui a poussé les

¹² Nous pouvons ainsi distinguer une maison de travail d'une maison pour les pauvres. Comme l'explique Margaret Crowther, une maison de travail est un lieu réglementé où les gens devaient travailler. En contre partie, une maison pour les pauvres était un endroit pour les démunis, les vieillards et les handicapés. La difficulté de différencier les deux expliquent le peu de données fiables sur le nombre exact de *workhouses*.

magistrats du Berkshire à mettre ce système en place. Le système de Speenhamland visait également à remplacer l'*Act of Settlement* de 1662. Cette loi avait pour objectif d'établir le cadre légal du servage paroissial. En l'abrogeant en 1795, il était possible de croire qu'un marché du travail était créé. Ce n'est malheureusement pas le cas. Comme l'explique Karl Polanyi, la loi de Speenhamland, introduite la même année, va dans la direction contraire : « elle visait à un puissant renforcement du système paternaliste de l'organisation du travail tel que l'avaient légué les Tudors et les Stuarts » (Polanyi 1983, p.114). Cette nouvelle législation élargit l'aide octroyée aux gens ayant un salaire insuffisant pour vivre. Un travailleur reçoit maintenant son salaire de même qu'un revenu des paroisses afin d'être en mesure de se nourrir convenablement. Ce complément de salaire est calculé selon le revenu familial et la taille de la famille. Les travailleurs perdent ainsi la motivation de se forcer au travail poussant la productivité à la baisse. De leur côté, les employeurs ont maintenant le pouvoir d'abaisser les salaires sans grande opposition des employés puisque ceux-ci obtiendront un revenu compensatoire.

Ce système a, néanmoins, plusieurs failles. La taxe des pauvres quintuple de 1750 à 1800 alors que la population ne croît que de 50% sur la même période (Wolff 1994, p.85). L'opposition aux lois sur les pauvres est de plus en plus importante. Dans cette mouvance, deux personnages se doivent d'être mentionnés. Thomas Robert Malthus, auquel nous reviendrons ultérieurement, ainsi que Jeremy Bentham¹³. Bien que les deux s'opposent à ce système, leur argumentaire est fort différent. Les idées de Bentham furent mises, en partie, en application par Edwin Chadwick. La critique de Bentham quant aux différents montants offerts dans les paroisses mena aux modifications apportées par une commission d'enquête en 1834. Les lois sur les pauvres étaient aussi critiquées pour leur trop grande « générosité ». Il fallait dissuader, en réduisant les offrandes, toute personne étant apte au travail de profiter du système.

¹³ Nicholas Edsall présente, dans le premier chapitre de son livre *The anti-poor law movement*, comment Bentham, Malthus, Senior et Chadwick ont influencé les lois entourant l'acte de 1834.

Une commission d'enquête menée par William Nassau Senior et Edwin Chadwick est chargée de trouver des solutions pour remédier aux maux liés aux lois sur les pauvres¹⁴. Cette commission aboutit à un rapport proposant plusieurs modifications au système déjà en place. C'est en 1834 qu'un amendement met en place leurs propositions. Il s'agit du *Poor Law Amendment Act*. Parmi les points mentionnés dans le rapport, l'un d'eux vise à faciliter les mouvements de la main-d'œuvre. Senior et Chadwick expliquent, dans leur commission d'enquête, que la mobilité du travail permet d'éviter la baisse des salaires. L'une des réformes de l'amendement a ainsi pour but de regrouper les paroisses pour réduire les problèmes liés à la répartition inégale des pauvres (Wolff 1994, p.86)¹⁵. Malgré cela, l'objectif principal de l'acte de 1834 est, sans aucun doute, la création du *poor law board*, c'est-à-dire une agence centrale qui a pour but de gérer les unions de paroisses de même que l'abrogation du système de Speenhamland.

Les résultats suivant la mise en place de la réforme de 1834 sont nuancés. La dégradation des conditions de vie dans les maisons de travail a permis de diminuer radicalement le nombre d'indigents valides qui y était installés. En quelques années, plus de la moitié d'entre eux auraient quitté ces lieux (Wolff 1994, p.86). Quant à la peur d'un accroissement démographique surpassant la quantité de nourriture disponible, il semble que ce n'est pas été un élément important lors de l'écriture de l'acte de 1834. Senior et Malthus avaient échangé quelques lettres avant la commission de 1832. Senior a commenté et recopié certaines d'entre elles dans des notes personnelles en 1828. Elles furent publiées trois années plus tard et parurent sous le titre *Two Lectures on Population*. Dans l'introduction de ce texte, il remercie Malthus de lui avoir permis de montrer au public leur correspondance et ajoute que ce dernier est le plus éminent des écrivains philosophiques encore en vie. Il ne faut pas croire pour autant que les opinions de Malthus concernant l'abolition de la Loi sur les pauvres eurent une grande influence sur Senior. Ce dernier n'était pas en accord avec certains des postulats de

¹⁴ Voir les ouvrages suivants pour une explication des différences entre le rapport de la commission et la loi de 1834 : Webb et Webb (1963 T. 2, n.1) et Finer (1980).

¹⁵ La Loi sur les pauvres de 1834 est, en fait, un acte du parlement qui généralisait les dispositions de deux autres actes lui précédent. Le premier était celui de Gilbert et autorisait l'Union de paroisses (l'acte de 1834 rendit obligatoire ces regroupements) alors que le second, l'acte de Sturges Bourne, permit l'élection des *overseers* (Fischel 1864).

Malthus et considérait que l'accroissement des subsistances surpassait celui de la population dans les civilisations avancées (voir la section 2.3). Notons que ses positions sur la population changèrent avec le temps.

Il faut attendre en 1798 avant qu'une œuvre originale change la perception du public face à la population. Il y a évidemment plusieurs autres auteurs qui se sont intéressés à l'économie de la population entre la mort de Petty en 1687 et la parution de l'*Essai sur le principe de population* de Malthus. Pendant le 18^{ème} siècle, des économistes tels que Richard Cantillon et David Hume ont traité de différentes façons cette discipline. La portée de ce texte nous oblige à passer sous silence ces penseurs. Le prochain chapitre nous permettra d'expliquer pourquoi l'œuvre de Malthus est si centrale dans le questionnement de la répartition de la richesse au sein d'une société. Malthus est également l'un des responsables du changement de perception quant à l'accroissement de la population. Certes, il ne fut pas le premier à s'opposer aux idéaux mercantiles¹⁶, mais aucune autre publication sur la population n'eut pareille réputation. Il dénonça les politiques pro-natalistes exercées à l'échelle nationale. Le système de répartition des revenus perdait en légitimité puisque l'objectif n'était pas atteint. La pauvreté grandissait et atteignait de plus en plus de gens. Pour Malthus, le bonheur de la société ne devait plus se mesurer en termes de production nationale, mais bien en termes de production par habitant. Longtemps considéré comme le père de la démographie, il demeure, encore de nos jours, méconnu et caricaturé.

¹⁶ Bien avant les mercantilistes, les scolastiques de même que Thomas d'Aquin avaient proposé une vision tout autre de l'économie. La qualité de vie de la population était prise en compte et devenait un élément beaucoup plus important que la puissance étatique.

CHAPITRE II

MALTHUS : LA POPULATION

I have seen enough for my purpose, and what I have seen has disgusted and astonished me beyond all measure. I mean to strike the heaviest blow in my power for these unfortunate creatures, but whether I shall do so in the "Nickleby", or wait some other opportunity, I have not yet determined.

Charles Dickens écrivant à Mr. Edward Fitzgerald sur l'utilisation du travail des enfants dans les usines, 1838. *The Charles Dickens Museum*.

La révolution industrielle en Angleterre eut des conséquences importantes sur le peuple anglais. L'extrait de la lettre de Dickens reproduit en exergue décrit la misère des ouvriers et ce particulièrement pour les enfants. L'urbanisation qu'a connue l'Angleterre au 18^{ème} siècle est certainement l'une des causes de cette pauvreté. Les travailleurs agricoles représentaient environ 70% de la population active en 1700 contre environ 37% en 1800. Entre ces deux dates, la population totale de l'Angleterre et du Pays de Galles est passée de 5 800 000 à 9 100 000. Le taux d'accroissement décennal a été de l'ordre de 7% entre 1750 et 1770. Il passa à 9% pour la période 1781-1791, et à 16,9% pour la période 1811-1821 (Niveau 1976, p.21-22).

Ces chiffres poussent bon nombre de gens à discuter, analyser ou même écrire sur le sujet. C'est le cas du révérend Thomas Robert Malthus puisque ce dernier étudie les conséquences sociales reliées à ces bouleversements. Il publie anonymement en 1798 un

premier pamphlet¹ sur la perfectibilité de l'homme et de la société. Le titre est assez révélateur du contenu : « Essai sur le principe de population : En tant qu'il influe sur le progrès futur de la société, avec des remarques sur les théories de Mr Godwin, de M. Condorcet et d'autres auteurs ² ». Ce texte vise donc à répondre à deux auteurs de même qu'à exposer les vues de Malthus en ce qui a trait aux causes de la pauvreté. La renommée de l'œuvre, bien qu'inattendue, permet à l'auteur de raffiner ses propos à cinq reprises.

On pourrait, de prime abord, penser que Malthus, voulant se protéger, a délibérément omis de reconnaître qu'il était l'auteur de l'essai³. Les bonnes raisons de le faire ne manquaient pas puisque la critique fut sévère. D'ailleurs, plus tard, les termes malthusianisme et néo-malthusianisme apparurent et furent employés de façon péjorative (voir la section 3.3). Pourtant, il suffit de relever certaines informations sur le personnage pour comprendre l'attaque qu'il voulait porter contre des auteurs de l'époque des Lumières. D'une part, Malthus ne s'attendait pas à une telle polémique autour de ses écrits (Malthus 1817, p.61). Être tranquille, préférant l'air de la campagne à celui de Londres, il n'avait nullement le tempérament flamboyant qui caractérise nombre d'auteurs de son époque. D'autre part, plusieurs analystes le présentent comme ayant écrit avec un désir de revanche contre les idéaux de son père. Il aurait discuté des deux ouvrages en question (*The enquirer* de William Godwin ainsi que *L'esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* de Nicolas de Condorcet) avec ce dernier et ensuite, aurait tout simplement écrit plus de 50 000 mots sur le sujet. Quoique ceci demeure une explication plausible, il paraît plus sage d'affirmer que les idéaux défendus par le fils étaient dans l'air du temps.

¹ Malthus a écrit, en 1796, un petit opuscule intitulé : *The crisis, a view of the recent interesting state of Great Britain by a friend to the constitution*. Il n'existe malheureusement pas de copie disponible de ce texte. Nous citons plus loin des passages repris par son ami Bishop Otter.

² Les ouvrages utilisés pour les citations et références des essais de Malthus sont respectivement : *Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société avec des remarques sur les théories de M^r Godwin, de M. Condorcet et d'autres auteurs* (1980), de même que *Essai sur le principe de population* (2 t., 1992). La notation (Malthus 1798) est utilisée pour le premier ouvrage alors que celle-ci (Malthus 1803, 1806, 1807, 1817 ou 1826) est associée au second.

³ Notons qu'il était fréquent, à l'époque, de publier anonymement ses écrits. Malthus conserva également l'anonymat lorsqu'il fut publié à sept reprises dans l'*Edinburgh Review* et dans le *Quarterly review*. À ce sujet, voir Semmel (1963).

Le caractère pessimiste de l'essai ne surprend guère. La présentation de la problématique dans l'ouverture de son premier chapitre montre bien le fossé existant entre sa perception et celle d'auteurs qu'il nomme les *Speculative philosophers*. La Révolution française étant à l'origine de la création de ce groupe, ceux-ci croient que l'Homme s'élancera vers un progrès sans limite. L'opinion qu'il porte à leur égard n'est pas des plus flatteuses : « [...] soit une bande de coquins artificieux et intrigants, qui prêchent une ardente générosité et brossent des tableaux enchanteurs d'une société plus heureuse, afin de se mettre en meilleure position pour saper les institutions actuelles [...] » (Malthus 1798, p.22). Malgré tout, il ne faut pas douter de ses intentions. Il souhaite ardemment la perfectibilité de la société, mais ne peut simplement pas la concevoir. La raison en est que des difficultés obstruent le chemin menant à celle-ci. La plupart des points abordés dans ce pamphlet se trouvent répétés en grande partie dans les versions suivantes. Certes, le ton utilisé, l'ampleur de la recherche ainsi que l'argumentation ont bel et bien changé, mais le pessimisme et l'ardente volonté de présenter la vérité sous son vrai jour ne changèrent à aucun moment. Sous cette apparente confiance de détenir la vérité se cache tout de même un être calme et peu sûr de lui.

2.1 Vie familiale et éducation

Thomas Robert Malthus (1766-1834) naquit en février⁴ à Wotton dans le Surrey. Sixième enfant (deuxième garçon) de Daniel et Henrietta Malthus, cela affectera autant son caractère que son mode de vie. Il fut accablé d'un bec-de-lièvre qui nuisit à sa prononciation⁵. Sa famille vécut dans la prospérité grâce à la réussite financière de son arrière-grand-père Daniel Malthus. Son grand-père, Sydenham Malthus, augmenta la richesse de la famille. Il acheta notamment une terre en tant qu'investissement près de Cambridge⁶. Son père, Daniel Malthus

⁴ Jeudi le 13 selon le Wotton parish register.

⁵ Avery (1997, p.56) décrit brièvement la vie de Malthus. Il expose également le débat qui opposa les utopistes (Condorcet et Godwin) à Malthus concernant l'inévitable misère humaine.

⁶ Voir l'ouvrage de Patricia James, *Population Malthus: his life and time* pour l'une des seules biographies de cet économiste. La préface de la seconde édition des *Principes d'économie politiques*, écrite par un ami de Malthus, Bishop Otter, de même que l'analyse de James Bonar, *Malthus and his work*, sont les autres sources les plus sérieuses pour obtenir des informations sur la vie de Malthus. Il

II, fut à même d'en tirer des bénéfices. Il fit un passage au Queen's College à Oxford, mais repartit bredouille, sans obtenir de diplôme. Il abandonna également la pratique du droit pour des raisons tout aussi obscures. Il passa beaucoup de temps à l'étranger et eut le plaisir de rencontrer Jean-Jacques Rousseau ainsi que David Hume parmi d'autres⁷. Il aima, de ce fait, la littérature tout comme la philosophie qui occupa une place prédominante chez les Malthus. Robert (Bob), son nom d'usage, en ressentit l'influence. Il conserva toute sa vie un amour pour le théâtre et la campagne. Ses connaissances linguistiques lui permirent de lire quantité de livres dans diverses langues. Malheureusement, peu de renseignements sont disponibles sur la relation qu'il entretint avec sa mère.

Son père s'occupait, avec l'aide de tuteurs, de l'éducation de son fils jusqu'à l'âge de 16 ans. Richard Graves, ami de la famille, fut l'un d'eux. Bien qu'il y ait peu de documentation sur la relation qu'ils entretenaient, Graves décrit la personnalité de son élève dans une lettre adressée à Daniel Malthus II: « [...] though most peaceably inclined, and seeming even to give up his just rights, rather than to dispute with any man, yet, paradox as it may seem loves fighting for fighting's sake, and delights in bruising [...] » (Bonar 1924, p.405). Par la suite, son père prit la décision d'envoyer Malthus à Warrington, avec Gilbert Wakefield. Wakefield est un disciple de Rousseau et un grand défenseur de la révolution française. Il est emprisonné en 1799 pour trahison contre l'Angleterre⁸. Il est à noter que l'idéologie politique de Wakefield ne fut pas une grande inspiration pour son élève. La relation tuteur-élève ne dura que deux ans puisque Malthus prit la direction de *Jesus College*, Université de Cambridge. Le père de Malthus avait opté, à cet âge, pour Oxford. Ce changement ne doit pas être perçu comme un refus de suivre les traces de son père. Gilbert Wakefield est le « grand

ne faut pas non plus négliger la biographie de Malthus faite par Keynes en 1914 qui fut présentée au *Oxford Political Philosophy and Science Club*. La version finale de cette biographie a été publiée en 1933 dans *Essays in Biography*.

⁷ Daniel Malthus II était passionné de l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau. Il lui proposa, à maintes reprises, de venir passer la nuit à son domicile lorsque ce dernier visita le Surrey avec Hume. Rousseau dormit ailleurs et ne prévint pas Malthus de son départ le lendemain. Il rencontra, tout de même, le philosophe à d'autres occasions.

⁸ Voir l'ouvrage de Poursin et Dupuy (1972, p.10) pour plus de détails. Wakefield avait critiqué ouvertement (dans des pamphlets) l'Angleterre pour la guerre contre la France. Son éditeur Joseph Johnson fit également un séjour en prison. Wakefield était un grand défenseur de la révolution française, mais il semble qu'il n'ait pas été en mesure de transmettre cette passion à Malthus.

manitou » derrière cette décision. En effet, celui-ci étudia au même endroit et fit les arrangements nécessaires pour que Malthus puisse également y étudier. En tant que deuxième garçon de la famille, il ne faut pas être surpris de son choix d'entrer dans ce type d'institution. À cette époque en Angleterre, beaucoup de cadets décidèrent d'opter pour cette carrière.

Robert put approfondir ses connaissances dans les langues étrangères, les sciences et les mathématiques à *Jesus College*. Comme il le précise dans une lettre à son père, les mathématiques prirent une importance prépondérante dans son cheminement académique : « The chief study is mathematics, for all honour in taking a degree depends upon that Science, and the great aim of most of the men is to take an honourable degree » (Bonar 1924, pp.407-408). Il se distingue dans cette matière terminant parmi les meilleurs de sa classe. Un élément capital qui eut des effets considérables sur les écrits de Malthus fut la présence de William Frend, son tuteur, à *Jesus College*. Contrairement aux autres tuteurs mentionnés précédemment, il transmet à son élève des valeurs dont Malthus ne dérogea pas. Frend fut très critique à propos de la tolérance pour les non-conformistes dans sa patrie (Knight 1971). Il devint même unitarien et perdit son poste à *Jesus College*. Notons que Frend, après son exclusion de Cambridge, se tourna vers la vocation d'actuaire. À ce propos, deux de ces écrits portent sur l'économie et la démographie : *Les effets du papier monnaie sur le prix des subsistances* et *Tables pour les assurances ordinaires de la vie*. Malthus lui envoya une copie de *l'Essai sur le principe de population* en gardant l'anonymat sur l'auteur du traité (Frida 1971). Ce n'est que trois semaines plus tard, dans une seconde lettre à Frend, qu'il avoua être l'auteur de l'œuvre.

Notons également la lecture, de sa part, du livre *Principles of morality and politics* de Paley. Le lien entre Paley et Malthus est étroit puisque William Frend fut le *pupil* du premier et le tuteur du second. Malthus et Paley se sont intéressés aux taux de croissances de la population et des subsistances. Comme l'avait indiqué Malthus dans *The crisis, a view of the recent interesting state of Great Britain by a friend to the constitution*, le bonheur d'un peuple ne peut nullement être mesuré par le nombre d'habitants :

I cannot agree with Archdeacon Paley, who says, that the quantity of happiness in any country is best measured by the number of people. Increasing population is the most certain possible sign of the happiness and prosperity of a state; but the actual population may be only a sign of the happiness that is past⁹ (Cité par Emson dans Malthus 1963, p.181).

On remarque chez Malthus, dès 1796, une attention particulière pour l'accroissement de la population.

2.2 Essai sur le principe de population

Comme il l'annonce dans sa préface, c'est une discussion avec un ami¹⁰ qui le poussa à l'écriture. Il faut mentionner que la population est un sujet qui n'était pas inconnu de l'auteur. Certains analystes se trompent en affirmant que Malthus découvrit son principe de population pendant l'écriture de son essai. Bishop Otter affirma que la tendance qu'a la population à toujours augmenter plus rapidement que les subsistances fut le sujet de plusieurs conversations entre le père et le fils. C'est le *fellowship* de Cambridge que Malthus recevait qui lui permit de répondre à son père. Jusqu'à son mariage en 1804, cette source de revenu lui fut d'un grand secours. Même la parution de l'*Essai sur le principe de population* ne lui rapporta pas une somme suffisante pour subvenir, à elle seule, à ses besoins. Ce n'est qu'en 1805 qu'il se trouva un emploi digne de sa renommée. Il devint et ce, jusqu'à sa mort, le premier professeur d'histoire et d'économie politique en Angleterre au Collège de la Compagnie anglaise des Indes Orientales (maintenant connu sous le nom d'Haileybury).

Voyant l'attention qu'il laissa sur la scène publique, il se proposa d'approfondir ses recherches et de développer un aspect qui manquait gravement à son essai de 1798, les faits empiriques. Il avoua lui-même dans la courte préface de cette même publication les raisons entourant cette lacune : « [...] une longue et presque totale interruption due à une activité très

⁹ Propos repris par John Maynard Keynes dans *Essays in Biography* (1933). Il cite des extraits d'Otter et Emson qui ont lu l'essai de Malthus *The crisis*. Peu de pamphlets de ce premier écrit de Malthus ont été mis en circulation.

¹⁰ Il s'agit de son père selon Otter (James 1979, p.61).

accaparante, jointe au désir (imprudent peut-être) de ne pas différer la publication [...], empêcha l'auteur de consacrer à son sujet toute l'attention requise » (James 1979, p.19). Pour remédier à cet obstacle, il voyagea en Europe continentale à deux reprises et mis cinq années pour publier une version améliorée de son œuvre. Une autre édition (la troisième) suivra en 1806¹¹ qui s'avère être une simple continuation de l'analyse descriptive et statistique qu'il fit précédemment. En ce sens, les onze derniers chapitres de l'édition de 1803 de même que les dix premiers de l'édition suivante s'intitulent presque tous : « Des obstacles à la population en/chez ... ». C'est grâce à une large littérature englobant *Göttliche Ordnung* de Süßmilch, le recensement de 1801 en Grande-Bretagne et ses notes de voyages qu'il réussit à écrire ces chapitres qui s'avèrent être, selon Malthus, la preuve empirique de sa loi de la population. Son carnet de voyage lui permet de s'étendre longuement sur la description de ce qu'il vit de ces pays. Il s'attarda à comprendre les obstacles entourant la progression de la population et par la même occasion, à valider les postulats qu'il a énoncés dans ses éditions de 1798 et de 1803.

Nonobstant les quelques modifications insérées dans la seconde édition (1803)¹², l'objectif demeurait le même pour Malthus. Comment améliorer le bonheur des hommes? Pour ce faire, il chercha à répondre à une interrogation :

[...] si l'homme va désormais s'élancer, à une allure accélérée, vers un progrès sans limite, encore inimaginable, ou bien s'il est condamné à osciller perpétuellement entre le bien-être et la misère, tous ses efforts le laissant toujours à une distance incommensurable du but poursuivi. (Malthus 1807, p.21)

Sa réponse est pessimiste et paraît, de prime à bord, ne pas révéler de solutions aux problèmes. Pour le révérend, un obstacle majeur empêche le bonheur des hommes. Le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance de l'homme (Malthus 1807, p.25). Malthus apprend à sa stupéfaction que d'autres, notamment Franklin, étaient arrivés avant lui à une telle

¹¹ Nous commençons la numérotation des *Essais* à partir de celle de 1798. La deuxième étant en 1803, suivie de celle de 1806, 1807, 1817 et la sixième en 1826.

¹² Malthus admit un nouvel obstacle à la population, adoucit quelques traits de la première édition et ajouta quantité de références absentes dans l'édition de 1798.

affirmation. Il discerne l'importance de poursuivre ses recherches pour deux motifs : l'actualité du sujet ainsi que la pauvreté de la littérature traitant de celui-ci. Il dénote également des différences notoires entre les règnes animaux et végétaux et humains¹³.

Le progrès des hommes est, certes, bouleversé par la cause mentionnée précédemment, mais il ne faut pas oublier la nature des conséquences. Le manque relatif de nourriture provoque des effets tragiques et ce, principalement pour les couches les moins aisées de la société¹⁴. La pauvreté est due à un déséquilibre entre le ratio subsistances/Hommes, mais le mécanisme entourant cette catastrophe est d'ordre économique. Comme le précise Jean-Marie Poursin : « Ses préoccupations l'entraînent vers l'économie politique et les problèmes de population ne l'intéressent que dans la mesure où ils constituent des données primordiales du problème économique dans son ensemble » (Poursin 1972, p.16). Contrairement aux règnes animal et végétal, la société ne se base pas uniquement sur la capacité de chacun à se nourrir convenablement pour assurer sa survie. La spécialisation des tâches permet à certains de s'employer au développement de l'industrie alors que d'autres s'occupent de nourrir les précédents.

Le travail occupe évidemment une place importante dans l'analyse du système de production de Malthus. Ceci ne le différencie pas de ses prédécesseurs. Pour Petty, la croissance économique d'une nation dépend essentiellement du type d'activité exercée par la population. Rappelons qu'il mentionnait que la proportion de gens travaillant dans le commerce et l'industrie se devait d'être la plus élevée possible. Il est même possible de classer par importance les différentes professions. Le salaire obtenu par un cultivateur est, selon les calculs de Petty, trois fois moins élevé que celui du marin. De sorte qu'un marin vaut trois cultivateurs. Ce point de vue est à l'opposé de celui du révérend Malthus. Sa position ecclésiastique est aussi utile pour la production, sinon plus, que celle d'un marchand. Les travailleurs improductifs, par leur consommation, permettent une demande effective. Il faut donc « dans tout État un corps d'individus voués à différents genres de services

¹³ Malgré tout, il est à noter que l'œuvre de Malthus fut une inspiration pour Darwin. Voir Serre (1984) à ce sujet de même que la section 3.3 et 4.6.

¹⁴ L'auteur le précise à plusieurs reprises.

personnels [...] des hommes d'État pour gouverner, des soldats pour défendre le territoire, des juges et des avocats [...] » (Malthus 1820, p.335).

Pour David Ricardo, c'est la quantité relative de travail nécessaire à sa production qui en détermine la valeur. Il adopte également la loi des débouchés formulée par Jean-Baptiste Say en 1803. C'est sur ce point qu'il y a le plus grand désaccord entre Malthus et Ricardo. La loi des débouchés (ou encore la loi de Say) postule que l'offre crée sa demande. En d'autres termes, la production ouvre des débouchés à la production. Il ne peut donc y avoir de crise de surproduction puisque la création de produits augmente les revenus et ainsi, une dépense. L'épargne ne sert qu'à investir pour produire à nouveau (Say 1803, p.138).

Autre élément à ne pas oublier, une monnaie permet aux différentes personnes de s'approprier les biens de nécessité. Comme le mentionna Malthus, le prix monétaire du blé varie par l'effet de la demande (Malthus 1806, p.82). Il est donc compréhensible que les salaires réels soient affectés par ces variations. Qui plus est, une proportion plus grande du revenu est accordée aux subsistances dans les classes sociales moins nanties¹⁵. Le marché du travail se voit, pour Malthus, réserver une place prépondérante dans la recherche du bonheur. Il est à noter que le bonheur ne dépend pas du nombre d'habitants, mais bien de la quantité de nourriture. Des précisions économiques apparaîtront avec les éditions subséquentes. Entre la première et la seconde édition, le révérend a étudié le prix des comestibles. Entre la quatrième et la cinquième, il s'est intéressé à la dépréciation du papier monnaie, aux métaux, aux lois sur les céréales et finalement, à la rente. Toutefois, ce n'est qu'en 1820 qu'il publie, en réponse à Ricardo, les *Principes d'économie politique*. Une autre précision, cette fois-ci, sur le bonheur matériel, ne fut pourtant révélée que bien plus tard dans un autre ouvrage à teneur économique. C'est dans les *Définitions en économie politique* qu'il nous révéla sa définition de la richesse. Celle-ci étant l'ensemble des objets matériels nécessaires, utiles ou agréables à l'homme, qui ont demandé un effort de l'industrie humaine pour être appropriés à ses besoins ou produits. Il précise sa pensée en affirmant ceci dans le premier tome des

¹⁵ Le statisticien allemand Ernst Engel popularisa la Loi portant son nom qui présente une similitude avec les propos de Malthus. La Loi d'Engel postule que lorsque le revenu d'un individu augmente, la part consacrée à l'alimentation et à l'habillement diminue et celle consacrée aux autres dépenses augmente.

Principes d'économie politique : « Un pays sera donc riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté des objets matériels dont il est pourvu, relativement à son territoire; et un peuple sera riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté de ces mêmes objets, relativement à la population » (Op. cit., p.14). Cela étant dit, nous pouvons désormais entreprendre l'analyse de l'obstacle majeur au bonheur.

2.3 Loi sur la population

Comme le fit remarquer Robert Malthus, il est inutile de retourner à la première édition de l'essai pour comprendre l'essence de ses propos (Malthus 1803, p.58-59). L'ensemble de son raisonnement fut presque textuellement répété dans la seconde édition (1803) ce qui permet, sans perdre la moindre objectivité, de ne pas s'attarder à l'original. Ensuite, il est facile de suivre sa pensée puisqu'il l'expose clairement. Tout d'abord, il cherche à répondre à deux questions :

- 1) Quelles sont les causes qui ont arrêté jusqu'ici les progrès des hommes, ou l'accroissement de leur bonheur?
- 2) Quelle est la probabilité d'écarter, en tout ou en partie, ces causes qui font obstacle à nos progrès? (Malthus 1803, p.67)

Sachant pertinemment qu'aucune cause n'est responsable à elle seule des malheurs de la société, il choisit de porter son attention sur une en particulier qui fut, selon lui, trop souvent négligée et mal comprise par ses prédécesseurs :

L'objet de cet Essai est principalement d'examiner les effets d'une grande cause, intimement liée à la nature humaine, [...] La cause que j'ai en vue est la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce, plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée (Ibid., p.67-68).

Deux voies sont empruntées par l'auteur dans le but de justifier son affirmation. L'une étant de parcourir différentes périodes historiques et d'y observer les sociétés de ces époques. Pour l'autre, il s'agit de comparer deux ratios intimement liés au bonheur.

Comme le fait Malthus, attardons-nous tout d'abord à la deuxième. Les ratios en question sont, tout simplement, celui de la population de même que celui de la production agricole. Sa démarche est la suivante : il essaie de trouver en combien d'années un doublement de la population pourrait se produire s'il n'était pas gêné dans sa progression. Il arrive au résultat que la population doublerait tous les vingt-cinq ans dans de telles circonstances. De plus, il ajoute que de période en période, celle-ci croîtrait selon une progression géométrique. En ce qui a trait à la nourriture, la quantité disponible ne peut progresser qu'arithmétiquement pendant ce laps de temps. Avec les circonstances les plus favorables, les subsistances ne peuvent connaître un accroissement supérieur à un doublement de leur niveau tous les 25 ans. Si les bonnes terres pouvaient être en abondance, un doublement pourrait être envisageable. Toutefois, les bonnes terres sont rares et ne peuvent que se raréfier avec les années. L'accroissement de la nourriture ressemblera-t-il de plus en plus à un ratio arithmétique ou au contraire, connaîtra-t-il une baisse de période en période? La réponse de Malthus n'est pas si évidente qu'elle n'y paraît. Les auteurs se prononçant sur l'état d'esprit du révérend à ce sujet sont nombreux et se contredisent¹⁶.

Bien que Malthus ne soit pas convaincu du réalisme de l'hypothèse précédente concernant l'accroissement des subsistances, il compare tout de même les deux ratios. Le résultat des deux rapports est troublant. Un déséquilibre est inévitable et ce, après seulement quelques périodes. Les aptitudes qu'il développa à Cambridge lui furent d'une grande utilité pour expliquer son raisonnement. L'exemple utilisé pour le démontrer est le suivant; il part de l'hypothèse que la terre est habitée par un milliard d'habitants. La population terrestre double à chaque vingt-cinq ans et, après trois siècles, se retrouve à être plus de 4096 milliards. Les moyens de subsistances, quant à eux, ne peuvent nourrir qu'un milliard d'habitants à la première période. À la deuxième, il n'y en a assez que pour deux milliards. À la troisième que pour trois et ainsi de suite si bien qu'après trois siècles, le déséquilibre est immense. Il y a 4096 milliards d'habitants et seulement des vivres pour 13 milliards. Il faut bien comprendre que Malthus est conscient de l'irréalisme de cette situation. Selon lui, cet écart ne peut s'avérer être soutenable puisqu'une loi encore plus puissante fait obstacle à ses

¹⁶ Voir Hollander (1997, p.15-16) pour une comparaison des points de vues sur les rendements marginaux décroissants.

taux de croissance (Malthus 1807, p.74). Le résultat est que le grand obstacle à la population est le manque de nourriture. Néanmoins, c'est rarement celui-ci qui est le responsable direct de l'égalité des taux de croissance des subsistances et de la population (sauf en cas de famine ajoute-t-il). Des obstacles immédiats (*immediate check*) sont plutôt responsables de maintenir une parité des niveaux. Il est possible de classer ces freins en deux catégories, privatif et destructif (*preventive* et *positive*).

Les freins privatifs agissent volontairement pour prévenir l'accroissement de la population. La capacité d'anticiper étant particulière à l'être humain, il peut prévoir les conséquences à venir. Ses moyens de subsistances étant fixés, il sait combien de bouches il aura à nourrir. Il éprouve une juste crainte de ne pouvoir faire alimenter les enfants qu'il aura fait naître. Malthus ajoute ceci : « Tel doit être l'objet de son inquiétude dans une société fondée sur un système d'égalité, s'il peut en exister de pareilles. [...] Ne court-il point le risque de perdre son rang, et d'être forcé à des habitudes qui lui sont chères? » (Ibid., p.76). D'autres considérations sont également énoncées telles que l'emploi qui sera à sa portée, l'imposition d'un travail plus pénible, l'impossibilité de donner la même éducation qu'il a reçue à ses enfants ou même subvenir à leurs besoins et pour finir, devoir recourir aux dons et à la charité. L'argumentation est simple et se base, en fait, sur une prémisse : le coût d'opportunité d'avoir un enfant doit être pris en compte dans la décision d'en vouloir un. Il ajoute que dans toute société civilisée, la contrainte morale (*moral restraint*) prévient les mariages précoces, et s'oppose à cet égard au penchant de la nature (Idem.). En tant que révérend, Malthus considère le mariage comme étant responsable du lien naturel poussant un homme et une femme à procréer. On a trop souvent affirmé que Malthus était un avocat du célibat. Il n'en est rien de notre point de vue. Sa position ecclésiastique ne peut corroborer une telle affirmation. Comme cela sera expliqué ultérieurement, Malthus désapprouve certains mariages des classes défavorisées qu'il juge précoces. Subséquemment, il croit que la privation d'élever un enfant (ou peut-être un de plus) crée une souffrance, mais que celle-ci n'équivaut en rien à celle des autres obstacles à la population.

Le deuxième frein à l'accroissement est destructif. Il englobe les occupations malsaines, les travaux pénibles, l'extrême pauvreté, la mauvaise nourriture des enfants, l'insalubrité des

grandes villes, les guerres... Il ne fait aucun doute que le mode de vie de Malthus influença ses exemples. Rappelons que ce dernier porta un amour inconditionnel à la campagne. Après la mort de son père, en l'an 1800, il vécut à Londres pour quelque temps. Ce séjour dut l'influencer grandement. Le taux de mortalité de cette ville, en ce début de siècle, était insoutenable. L'insalubrité des fabriques de même que les infections et maladies sont des obstacles que Malthus désigne par le terme malheur (*miser*). À l'opposé, les guerres et autres obstacles propres à l'humain représentent le vice. Des obstacles de la première catégorie, privés, sont également des conséquences du vice. Il est possible de ranger sous ce chef le libertinage et la violation du lit nuptial. L'ajout de la contrainte morale dans son argumentation est rendue possible grâce aux observations qu'il fait des peuples anciens. Tout comme les animaux, la population des vieilles civilisations n'avait pas cette faculté de pouvoir anticiper l'avenir. Malthus voit un progrès dans certains États plus civilisés. La contrainte morale peut s'avérer partiellement efficace pour la population de ces pays. Il s'ensuit que la souffrance, due au mouvement stabilisateur des subsistances et de la population, est moindre.

Comme ce fut mentionné précédemment, Malthus utilise un autre outil pour nous convaincre de la véracité de la loi de la population. Il ajoute l'aspect empirique, omis dans l'essai de 1798, à cette fin. Cet ajout est possible pour deux raisons. Les voyages en Europe d'abord, et ensuite une lecture assidue d'une quantité impressionnante de manuscrits. Des commentaires élogieux de deux de ses biographes, Otter et James, reflètent ce sentiment :

I (P. James) have pored enough, however, to realise the truth of Otter's statement that Malthus "read in a better spirit, reflected more freely and more usefully and acquired more general information than any of his contemporaries" at Cambridge, [...] Here is a man with tremendous powers of assimilation and intellectual metabolism [...] (Ibid., p.93)

Son éducation pré-Cambridge lui fut certainement bénéfique. La lecture, avec son tuteur, Richard Graves, de textes en latin lui permit de lire d'anciens ouvrages dans cette langue. Il réussit à intégrer des connaissances de ces livres dans deux chapitres portant sur la Grèce antique et l'Empire romain. La structure de son argumentation se présente comme suit. Que ce soit par le biais des différences culturelles, de la quantité de nourriture accessible de même que des modes de vie, Malthus montre qu'il s'avère possible d'estimer le nombre d'habitants

selon ces critères. Ces critères sont les mêmes que ceux dont il était question précédemment. Le vice, les souffrances ainsi que la contrainte morale sont les régulateurs fixant la population aux moyens de subsistances. Par exemple, dans les États les moins élevés de la société humaine (Nouvelle-Hollande, Nouvelle-Zélande), le vice est si grand qu'il arrive parfois que les moyens de subsistances excèdent le besoin du nombre d'habitants (Ibid., p.88). Cela s'explique, selon lui, par la violence envers les femmes, la mortalité infantile et les coutumes barbares de ces tribus. Un dernier commentaire sur ces peuples est intéressant. S'il advenait une saison plus rude ou toute autre intempérie de ce genre, les conséquences immédiates seraient catastrophiques. L'abondance des vices fragilise l'égalité entre la nourriture disponible et demandée. Une simple variation peut conduire à la famine (Ibid., p.91). Malthus émet des commentaires semblables à l'endroit des Nations indigènes de l'Amérique de même que pour les habitants de l'Asie septentrionale. Son exposé sur les nombreuses migrations en Europe, en utilisant des exemples de l'Empire romain, lui permet d'ajouter cet élément à son analyse. La compétition que se font les peuples par la guerre pousse les souverains à encourager le mariage et les familles nombreuses. Auguste et Trajan mirent en place diverses lois à ce sujet.

Pendant ses deux voyages, Malthus est consterné de voir que, tout comme en Angleterre, les habitants des autres pays ne connaissent pas le principe de population. Pendant son périple en Scandinavie, en Russie et en Allemagne avec Clarke, Otter et l'un des élèves de ce dernier, il ne retrouve qu'un pays où le gouvernement fit la promotion du frein préventif. Le gouvernement de la Norvège est, en effet, le seul qui soit conscient de la loi sur la population (Bonar 1966, p.128). Contrairement à la Suède qui possède sensiblement les mêmes caractéristiques en ce qui a trait à la terre et aux saisons, la Norvège met en place des politiques favorables au frein préventif. Parmi celles-ci, l'absence de grandes villes manufacturières, l'enrôlement militaire des jeunes adultes et la faible population expliquent le peu de mariages précoces. La faible population en Norvège ajoutée à une quasi absence de division du travail nuisent à la recherche d'un emploi. Malthus nous dit que dans un pays largement peuplé par rapport au territoire, chaque homme croit avoir de bonnes chances d'être employé. S'il ne trouve pas de travail à un endroit, il en trouvera certainement dans un autre (Malthus 1906, 258). En plus de confirmer les lois qu'il avait énoncées, Malthus ajoute

implicitement deux commentaires à la loi sur la population. Tout d'abord, il faut comprendre que les États les moins civilisés ne peuvent avoir recours aux obstacles privatifs. Ensuite, les civilisations anciennes n'avaient pas la capacité d'utiliser la contrainte morale (Bonar 1966, p.119). Cette faculté absente chez les espèces animales l'est également chez les civilisations anciennes. Il y a donc une évolution de l'espèce humaine qui la conduit à anticiper les conséquences futures de ses actes présents. La contrainte morale est peut-être la solution aux maux de la société.

2.4 Lois sur les pauvres : la critique de Malthus

L'Angleterre, bastion de la révolution industrielle, fut l'un des premiers champs de bataille pour la redistribution des richesses. L'établissement en 1601, des lois sur les pauvres ne fut pas une grande réussite (voir la section 1.2). La pauvreté ne disparut point en Angleterre. La révolution industrielle propagea même cette pauvreté à plus de gens. Il y eut des opposants à ce système. Il faut savoir que l'application de la loi était laissée à la discrétion des communautés/paroisses. L'aide que l'on octroyait aux pauvres variait d'un lieu à l'autre. La flexibilité des critères de sélection fut un autre problème. Qui pouvait recevoir et enfin, quel devait être le montant accordé? La conséquence directe fut que les gens dans le besoin se promenaient de village en village à la recherche de l'endroit offrant le plus aux pauvres. À première vue, on pourrait croire que cette situation est un bel exemple du mouvement de la main-d'œuvre, mais ce n'est pas le cas. Comme l'indique Adam Smith, les lois sur les pauvres empêchent le déplacement de celle-ci (Denis 1999, p.300). Les travailleurs sont attachés aux paroisses et ne peuvent se diriger là où l'emploi est disponible¹⁷. Des inégalités salariales sont inévitables, ce qui va à l'encontre de l'intérêt des pauvres. Qui d'autre qu'un révérend pouvait mieux comprendre ce phénomène. En effet, ce sont les révérends qui offraient, au sein de leur paroisse respectives, les offrandes aux démunies¹⁸.

¹⁷ Voir les conséquences du *Poor Law Amendment Act* de 1834 à la section 1.2.

¹⁸ Bien que Malthus partage l'opinion de Smith, quant à la libre circulation de la main-d'œuvre, il avoua dans une lettre à Thomas Chalmers que le système attachant les pauvres à une paroisse avait probablement permis de réduire l'accroissement de la population. Cet argument, bien qu'il soit en

Malthus devint le catalyseur à travers lequel la critique se fit entendre sur la scène publique. La première critique ouverte, de sa part, à l'encontre de la législation paroissiale d'Angleterre fut à propos de l'affaiblissement graduel de la liberté que celle-ci causa (Malthus 1798, p.46). Le frein préventif à la population est présent, bien qu'avec une force différente, dans toutes les classes de la société. Le désir de se marier et de ce fait, d'avoir une famille, peut être affecté par la futilité de renoncer à certains plaisirs matériels. Subséquemment, une personne nantie peut s'abstenir ayant peur de devoir perdre les privilèges auxquels elle s'était habituée. Les mêmes considérations, bien que dotées d'une légitimité, s'appliquent pour les travailleurs à faible revenu. Vivant relativement à son aise étant célibataire, doit-il courir le risque d'avoir une famille? Un questionnement, quant à la capacité qu'il aura de nourrir ses enfants, est tout à fait justifié. Le concept de liberté entre en jeu lorsque ce dernier nécessite l'aide de la paroisse. En effet, la perte de ce sentiment doit être évitée à tout prix selon le révérend : « Heureusement, il y a encore chez les paysans quelque répugnance à recourir à l'assistance. C'est un sentiment que les lois sur les pauvres tendent à effacer » (Malthus 1807, p.67). La honte de demander de l'aide est essentiel pour la société. Celle-ci demeure la meilleure technique pour encourager les gens au travail. La paresse et la dissipation doivent être combattues pour améliorer le bonheur de l'ensemble de la population.

Les maisons de travail (*work houses*) ne sont pas plus utiles à la société. Le fardeau que les travailleurs doivent supporter est d'autant plus grand qu'un meilleur traitement des gens logeant à cet endroit serait grotesque¹⁹. Cette institution abrite des individus nuisibles pour la société. Les richesses dépensées, pour subvenir aux besoins de cette partie de la société, seraient mieux utilisées par d'autres personnes plus aptes au travail. Les travailleurs de la classe moyenne sont, de ce fait, les plus à plaindre. Certains d'entre eux tomberont également

contradiction avec son désir d'abolir la loi sur les pauvres, montre l'ouverture d'esprit de Malthus. Voir la section 2.5 à ce sujet.

¹⁹ Avec le *Poor Law Amendment Act* de 1834, les conditions dans les maisons de travail devaient être encore plus misérables qu'elles l'étaient auparavant pour décourager les gens de demander de l'aide. Richard Oastler, William Cobbett et Charles Dickens sont quelques-uns des écrivains et politiciens s'étant opposés à cet amendement. Voir la section 1.2 pour plus de détails.

dans la misère et n'auront d'autre choix que de recourir aux soins de la paroisse. Le plus grand nombre de pauvres ne peut que faire diminuer la somme du bonheur de la société qui se trouve à être l'indice de référence pour Malthus (Malthus 1807, p.67). Dans le même ordre d'idée, Malthus affirme que les lois sur les pauvres ont cette tendance à accroître la population. De leur côté, rien ne laisse présager que les subsistances connaîtront une augmentation. Il n'écarte pas l'option dans laquelle la production agricole augmenterait à la suite de la stimulation de la demande de subsistances. Dans un tel cas, la croissance de la population doit être prise en compte. Le frein préventif ayant moins de puissance, il se pourrait que le nombre de bouches à nourrir s'accroissent davantage que ne l'ont fait les subsistances.

Malthus renchérit en affirmant que si le montant d'argent que les paroisses donnent aux pauvres est trop élevé, il se pourrait que ceux-ci décident de diminuer leur nombre d'heures de travail. La production connaîtrait des difficultés énormes ce qui, au bout du compte, dégraderait la situation économique de tout le pays (Ibid., p.49). Si l'accroissement de la population se traduit en une hausse de la demande de subsistances, celle-ci n'a pas les mêmes effets que pour les autres biens. En effet, la demande de nourriture ne doit pas être comparée à celle des biens manufacturés, une différence cruciale les sépare : « [...] les produits manufacturés dont les matières premières sont très abondantes [...] Pour ceux-ci, la demande ne peut manquer d'en créer autant qu'on en voudra. La demande de nourriture n'a en aucune façon le même pouvoir créateur » (Malthus 1798, p.53). Ce court passage est vital à plusieurs égards. En peu de mots, il a su, dès 1798, identifier le moteur de la croissance économique (selon lui). Il est à noter que les nombreuses lettres, qu'il échangea avec David Ricardo, portèrent sur ce sujet de même que sur l'épargne, la loi de Say ou encore, la question de la valeur.

De plus, tout comme les physiocrates, il remarque qu'une analyse semblable entre les produits agricoles et manufacturés ne peut être faite²⁰. Il y a, dans les vieux pays, une tendance à accroître l'espèce plus que ne le comporte la quantité de nourriture. En ce sens,

²⁰ Il ne faut pas croire que Malthus s'identifie aux Physiocrates pour tout ce qui a trait à l'agriculture. Un rejet de leur perception de la rente est signalé par le révérend dans les *Principes d'économie politique*, p.101.

une progression de la production agricole devrait être observée en tout temps. Afin de connaître un accroissement dans la production de nourriture, Malthus affirme que le seul moyen plausible d'y arriver est de cultiver de nouvelles terres : « Dans un pays où tous les endroits fertiles sont exploités, il faut offrir des prix élevés pour encourager l'agriculteur à répandre son engrais sur une terre dont il ne peut attendre un rendement rémunérateur avant plusieurs années » (Malthus 1807, p.47). Il n'écarte pas l'option dans laquelle la production augmenterait à la suite de la stimulation de la demande. Dans un tel cas, la nouvelle activité productive serait plus que compensée par l'effet de population. Un plus grand nombre d'acheteur, certes, fait croître la sollicitation, mais divise également le butin entre plus de personnes (Ibid., p.53).

Bien qu'il soit conscient que la mortalité infantile est beaucoup plus élevée chez les pauvres, il ne change pas sa position. Il admet que l'aide peut être bénéfique individuellement, mais que celle-ci répand chez d'autres le malheur touchant les démunis. En d'autres termes, peu importe le montant accordé par les paroisses, le nombre de pauvres ne saurait diminuer grâce à cette méthode de redistribution (Ibid., p.48). Pourquoi en est-il ainsi? Selon Malthus, la quantité de nourriture étant donnée, la concurrence entre acheteurs, dans le cas où le produit est rare, ne peut conduire qu'à une augmentation du prix de celui-ci. Il s'avère erroné de croire qu'un don en argent puisse aider la société. La personne le recevant est évidemment gagnante par rapport à ses compatriotes, mais ce gain relatif d'un individu ne renforce en rien la richesse nationale. Bien au contraire, plusieurs personnes n'ayant pas reçu de dons de la paroisse se trouveront obligées de solliciter un soutien financier eux aussi : « [...] il est probable qu'en diminuant un peu les maux individuels, on a répandu la souffrance sur une surface beaucoup plus étendue » (Ibid., p.52). Le révérend joint une distinction à ce commentaire. Un don de nourriture n'a pas toujours les mêmes conséquences que l'offrande monétaire octroyée par la société ou individuellement par charité : « Si je fais un retranchement sur la nourriture de ma famille, et que je donne à un pauvre ce dont je me prive; en le mettant à l'aise, je n'impose de privation qu'à moi-même et aux miens; et peut-être sommes-nous en état de la supporter aisément » (Ibid., p.54). La dichotomie est intéressante, mais l'analyse est incomplète. Il est dommage que Malthus n'ait pas vu que l'argent et la nourriture avaient les mêmes propriétés. Si une personne fait un don monétaire à

quelqu'un d'autre et qu'il retranche de sa consommation ce montant, il se peut qu'il n'y ait aucune conséquence. Malthus ajoute toutefois ceci : « Or, il est évidemment impossible qu'il reçoive cette augmentation, sans diminuer la portion des autres » (Idem.). Les deux personnes effectuant ce transfert (le donnant et le recevant) doivent respectivement réduire et augmenter leur consommation d'un même produit. Il complète son analyse avec ce commentaire : « Il est donc bien démontré qu'on ne peut accroître pour les uns la valeur du titre (somme d'argent qu'il sera en état d'offrir), sans qu'elle diminue aussitôt pour les autres » (Idem.). Il faut comprendre qu'il n'est d'aucune utilité pour qui que ce soit de transférer de l'argent des riches vers les pauvres si les premiers ne réduisent pas leur quantité de nourriture consommée. Les moins nantis consacrent une grande part de leur revenu à l'alimentation ce qui n'est pas le cas des mieux nantis. Il en résulte qu'un don de monnaie des riches vers les pauvres fait augmenter la consommation de subsistances. Une répercussion à la hausse sur les prix est inévitable. Le geste de compassion effectué pour aider son prochain ne remplit pas son objectif. À l'échelle nationale, le système paroissial floue de la même façon les plus pauvres, leur faisant croire qu'on se préoccupe de leur bien-être.

Il y a donc une rupture entre l'analyse de Malthus et celle des mercantilistes. Malthus affirme que l'intérêt des dirigeants et même des riches de la société peut s'avérer en contradiction complète avec le destin des gens du peuple. L'accroissement de la population engendre la pauvreté par la baisse des salaires, mais également, comme il le souligne, une baisse des coûts de la marine, de l'armée et des entreprises exportatrices. Le révérend n'accuse pas les gouvernements anglais (notamment celui de M. Pitt) d'avoir délibérément mis en place les lois sur les pauvres. Il exhorte néanmoins les « amis des pauvres » à surveiller et combattre ces lois qui sont supposés venir en aide à ceux-ci (Ibid., p.69). On peut observer que Malthus préconise une vision libérale au détriment du mercantilisme. La priorité accordée à la puissance étatique ou à la balance des paiements laisse la place au bonheur individuel. Les thèses de David Hume tout comme celles de Jean-Jacques Rousseau, que son père défendait, ont certainement dû avoir un effet sur son jugement.

Dans de telles circonstances, que propose le révérend pour améliorer un tant soit peu le bonheur des gens? Combattre des fléaux tels que la prostitution est concevable, mais plutôt

difficile. Plusieurs autres raisons peuvent être données pour irradier ce mal. La chasteté est un moyen plus à la portée d'une société évoluée comme l'Angleterre de cette époque. Il ne faut pas croire que le révérend était contre les mariages. Lui-même se maria et fut le père de trois enfants. Malgré tout, des accusations de cette nature furent portées contre lui. Il se défendit ouvertement sur la question dans le quatrième essai : « [...] si un individu voulait se marier sans avoir une espérance légitime d'être en état d'entretenir sa famille, il devait avoir la plus pleine liberté de le faire [...] » (Ibid., p.86). Sa proposition est d'une tout autre nature et vise simplement à légitimer la chasteté. Cette valeur, comme l'explique Malthus, n'est pas le produit d'un établissement de la société (Malthus 1817, p.209). Retarder le moment de l'union et de ce fait, prolonger le célibat pourraient réduire le nombre d'enfants tombant à la charge de la société. Le bonheur en profiterait également et ce, même à courte échéance puisque l'attente du mariage est une bénédiction en soi. Une relation d'amitié, dans la chasteté, pourrait permettre la formation d'attachements durables. Il ne s'agit pas d'une loi restrictive sur l'âge d'une union matrimoniale, mais bien d'encourager la chasteté et d'en faire la promotion.

La mesure la plus concrète qu'il propose pour diminuer la pauvreté et ainsi, améliorer le bonheur des hommes est la suivante : l'abolition des lois sur les pauvres. Bien qu'il prône l'abolition complète dès la première édition de l'essai (Malthus 1798, p.209), il raffine son argumentation par la suite. La suppression est incontestable, mais elle doit se faire progressivement. Elle ne devrait pas impliquer les individus déjà né de même que ceux qui naîtront dans l'année suivant son entrée en fonction. Pour leur part, les enfants illégitimes ne seraient pas concernés s'ils devaient naître dans les deux premières années. Afin d'expliquer au peuple pourquoi il est dans son intérêt d'abroger les lois sur les pauvres, les ministres de la religion seraient invités à lire des instructions (Malthus 1817, p.257). Ces dispositions²¹ permettront aux gens de bien incorporer la nouvelle législation et de comprendre le but ultime sous-jacent. Cet objectif étant de faire comprendre aux différentes classes sociales que les conséquences de la loi de la population ne peuvent être atténuées par un système de

²¹ Bien que Malthus influença les politiciens dans leur décision d'abolir la loi sur les pauvres, ceux-ci n'écoutèrent pas ses conseils en ce qui a trait à la manière de procéder. Voir la section 1.2 à ce sujet.

redistribution. Les seuls résultats pouvant être obtenus par l'application de telles lois sont la baisse du prix réel du travail et la hausse du prix des subsistances. Il ajoute ceci :

[...] si quelque homme jugeait à propos de se marier, sans avoir l'espérance de pouvoir nourrir sa famille, je pense qu'il devrait être laissé à lui-même et jouir à cet égard de la plus entière liberté. Bien qu'à mon avis un tel mariage soit une action manifestement immorale, elle n'est pas du nombre de celles que la société doit se charger de punir ou de prévenir d'une manière directe. La raison en est que la peine qui y est attachée par les lois de la nature retombe immédiatement sur le coupable, et que cette peine est d'elle-même sévère (Ibid., p.257-8).

La punition à laquelle il fait référence est la honte des parents devant Dieu et devant les hommes. Les conséquences du péché du père incombent aux enfants. Une référence à l'article du Décalogue permet à Malthus d'expliquer en quoi le père et l'enfant sont aux prises avec les mêmes défauts. Un père ne se souciant plus de son bien-être, peut, parfois, encore se soucier du malheur de sa progéniture. Un tel individu peut se sortir de la misère pour éviter le même sort à ses enfants. Le même constat est fait pour les bâtards. S'il advenait que les deux procréateurs abandonnent leur enfant à la paroisse, celle-ci ne devrait pas s'occuper du bambin. Seule la charité et la bonté des gens pourraient le sauver d'une mort certaine. Malthus reprend la pensée de F.M. Eden (Ibid., p.259) selon laquelle le nombre d'enfants abandonnés diminuerait grandement si la société ne les entretenait plus. Il se réfère également à la nature qui prescrit que la garde d'un enfant doit être laissée à ses parents biologiques : « S'il [enfant] a une grande valeur, c'est parce qu'il est l'objet de l'une des passions les plus délicieuses dont le cœur humain soit susceptible [...] » (Idem.).

2.5 Éducation

Pour Malthus, il n'y a qu'un seul moyen d'améliorer l'état du pauvre qui soit entre les mains de l'Homme : L'éducation. Des trois freins présentés pour stabiliser les subsistances et la population, la restriction morale est de loin celui qui cause le moins de préjudice moral (Wolff 1976, p.108). L'abaissement des salaires résultant de la hausse de la population est un mal immensément supérieur à l'abstinence. Un problème demeure puisque cet obstacle

privatif, bien que propre à l'être humain, est tout à fait volontaire. Il s'exerce donc avec plus ou moins de force dans les différentes nations (il est à considérer que nous avons déjà présenté la pensée de Malthus sur le sujet qui, pour sa part, croit que cette restriction est caractéristique des États modernes). Des encouragements pour raffermir le pouvoir de la restriction morale doivent être mis en place. Pour ce faire, le révérend propose un système d'éducation paroissiale sur un plan semblable à celui d'Adam Smith (Malthus 1817, p.268). L'instruction se trouve, en effet, lésée par les offrandes des paroisses (Wolff 1976, p.111). À quoi bon prévenir les gens des dangers d'avoir une famille dit Malthus, si la société les prendra en charge dans le besoin. Il s'agit, en fait, d'une institutionnalisation, et non pas ce que nous concevons de nos jours comme de l'éducation. Par le biais d'un système paroissial, les opinions erronées sur la population pourraient être corrigées. Ce système s'adresse principalement aux classes modestes de la société. Bien que ce puisse être utile pour tous, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de l'abondance des mariages dans les classes supérieures. De plus, la maxime suivante devrait être prônée par tous les moyens possibles : « [...] de ne point avoir une famille sans être en état de la nourrir » (Malthus 1817, p.267-8). Une famille ayant plus d'enfants qu'elle ne peut en nourrir ne doit pas chercher des raisons de se plaindre.

Selon Malthus, il faut combattre l'idéal que la société projette en faisant croire aux gens que la naissance d'un enfant est utile en soi : « Le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances » (Ibid., p.237). Il faut comprendre que la naissance d'enfants conduit, un jour ou l'autre, à une main-d'œuvre supplémentaire. La fraction de nourriture à chaque individu diminue tout comme les salaires. Malthus désapprouve les idéaux mercantiles visant à accroître la population nationale dans le but de diminuer les salaires et d'agrandir l'armée du Roi. Certes, cette mentalité est bien ancrée dans l'esprit populaire, mais elle ne doit plus être encouragée. Il sera possible de critiquer les personnes poussant délibérément leurs enfants dans la pauvreté une fois que ceux-ci seront prévenus. Il désavoue de la même façon les défenseurs des lois sur les pauvres affirmant établir un geste de compassion à l'échelle nationale. Ce système de taxe n'a, en aucune manière, les traits distincts de la charité et de la pitié. Le sentiment émanant d'un geste volontaire de bonté n'a guère envahi le cœur des Anglais. La charité ne doit nullement être

interdite. Le bonheur réciproque du donnant et du recevant est un bien immense pour la société. Pour optimiser ce plaisir, les dons privés devraient être offerts aux plus méritants.

Il arrive parfois que des honnêtes gens soient, malgré eux, aux prises avec des difficultés passagères. Par exemple, une personne se brisant le bras ne peut être accusée d'un quelconque acte de paresse. Dans de telles circonstances, nulle crainte de voir ces personnes basculer dans le vice. Il est acceptable de voir un pays ayant une population suffisamment nanti pour permettre à ses habitants de venir, par leur propre désir, en aide aux plus démunis et ce, même s'ils ont transgressé les règles de la nature. Ces gestes doivent être faits avec vigilance. La justice sociale suppose que ces personnes demeurent au dernier rang dans l'ordre social (Ibid., p.282). Les offrandes se doivent d'une part, de permettre aux bénéficiaires de sortir de l'état d'indigence qui les accable et d'autre part, de les laisser dans une situation plus défavorable que celle des ouvriers. Malthus ne veut, en aucun cas, promouvoir l'oisiveté chez les travailleurs ayant les salaires les plus bas. Il observe, dans sa propre paroisse, les ratés des politiques entourant l'encadrement de la pauvreté. Tout comme pour l'idée de maisons pour les enfants abandonnés, il affirme que des encouragements à procréer ne peuvent que conduire à un déséquilibre du ratio entre les subsistances et la population.

Comme ce fut démontré précédemment, la position de Malthus n'est pas aussi rigide que ce à quoi on pourrait s'attendre²². Souvent décrit comme étant fermement favorable à l'abolition complète de la loi sur les pauvres, il n'en est rien de notre point de vue. Ce dernier changea même son fusil d'épaule à quelques occasions. Dans des lettres adressées au révérend Thomas Chalmers²³ (1780-1847) au début des années 1820, Malthus avoue ses doutes quant à l'abolition complète de l'aide aux pauvres :

²² Voir la section 2.4 pour une explication de l'évolution des positions de Malthus concernant la loi sur les pauvres.

²³ Chalmers était un révérend écossais prônant, notamment, la charité volontaire. Voir en particulier le deuxième chapitre de l'ouvrage de Young (1985) pour un approfondissement du lien unissant Chalmers et Malthus.

I confess I had almost despaired on the subject, and almost begun to think that in a highly manufacturing state where so large a portion of the population must be subject to the fluctuations of trade, and the consequent sudden variations of wages, it might not be possible entirely to give up a compulsory provision without the sacrifice of too many individuals to the good of the whole (cite dans James 1979, pp. 449-450).

Quelques mois plus tard, il lui réécrivit pour réaffirmer son impatience de voir la loi sur les pauvres complètement abolie : « [...] but your ardor and energy, together with your experience, have renewed my hopes; and I wait with anxiety to see what may be the result » (Ibid., p.450). Ce changement d'opinion montre bien la capacité de Malthus à modifier sa vision politique et économique. Tout comme ce sera le cas pour Keynes, Malthus modifie ses recommandations lorsqu'il conçoit qu'il est dans l'erreur ou, tout simplement, lorsqu'on lui démontre qu'il n'a pas raison.

Malthus répond également à ses détracteurs dans les différentes éditions de son essai. Il critique ainsi un système de répartition de l'argent qui favoriserait les hommes mariés. C'est Townsend dans sa *Dissertation on the poor laws* qui propose un tel règlement. Les célibataires devraient payer une portion fixe de leur salaire (un quart) alors que les pères ne paieraient qu'un trentième. Malthus reprend l'argument de Smith à savoir qu'une taxe sur le revenu est toujours payée par les consommateurs. De plus, ce système se trouve à être touché par les mêmes problèmes que les lois sur les pauvres. Encourager les célibataires à se marier pour diminuer leur fardeau de taxes n'aide en rien la société. Malthus rejette également l'idée de fixer un salaire minimum pour les ouvriers :

[...] si l'offre d'ouvriers dans quelque branche particulière d'industrie est de nature à faire baisser les salaires, l'acte de les maintenir de force doit avoir l'effet de priver d'occupation un nombre d'ouvriers tel, que la dépense de leur entretien égale le produit par la hausse des salaires [...] (Malthus 1807, p.87).

L'inactivité créée par la hausse artificielle des salaires n'aide en rien la situation précaire des travailleurs. Le soutien financier que demanderont ces nouveaux inactifs est de la même ampleur que la hausse relative des revenus. Une analyse semblable du marché du travail est possible pour les lois sur les pauvres. En effet, leur conséquence directe est de faire excéder l'offre à la demande de travail et ainsi, de faire chuter les salaires. Maintenir les salaires aux

prix des vivres comporte sensiblement les mêmes problèmes que l'établissement d'un salaire minimum. La hausse de la demande pour les subsistances ne peut que faire augmenter le prix de ces dernières.

La proposition du marquis de Condorcet d'établir un fonds commun d'épargne n'échappe pas non plus à l'œil critique de Malthus. Le projet que mentionne le marquis, dans son esquisse d'un *Tableau historique des progrès de l'humanité*, présente plusieurs volets distincts permettant, à l'aide de tables de calculs, d'établir un taux d'épargne individuel : « [...] en assurant à celui qui attire la vieillesse un secours produit par ses épargnes, mais augmenté de celles des individus qui, en faisant le même sacrifice, meurent avant le moment d'avoir besoin d'en recueillir le fruit [...] » (Condorcet 1793, p.437-8). Il ajoute à ces propos que ces économies pourraient venir en aide aux orphelins et aux veuves dans le besoin. La nécessité de travailler se trouve menacée par de tels projets. Encourager la lâcheté et la dépendance d'autrui n'est pas la voie à prendre. Si un homme est assuré que la société s'occupera de sa famille et ce, peu importe l'effort qu'il met au travail, comment douter raisonnablement du désir de chaque homme d'avoir une famille. L'épargne, stimulant de la tempérance et du travail, se trouve également menacée par ces systèmes. Le révérend observa que les plus démunis de la société n'épargnaient aucune partie de leur revenu, préférant dépenser celui-ci au cabaret. La possibilité que le désir d'épargner se trouve restreint par la sécurité monétaire de dernier recours est à prendre au sérieux²⁴.

La question de l'épargne est un élément essentiel dans l'analyse de Malthus. La société est divisée en deux catégories : les riches qui épargnent et les pauvres qui consomment. Le pauvre n'a pas le désir d'améliorer sa situation. Il est le principal responsable de l'accroissement de la population et ne peut que se restreindre à avoir des enfants. Le riche, par son expérience, connaît la valeur de l'argent et c'est ce qui le pousse à investir. C'est lui qui permet l'accroissement des subsistances puisqu'il favorise l'accumulation de capital

²⁴ Cet argumentaire est, encore de nos jours, défendu par plusieurs économistes et politiciens. La pauvreté est ainsi la conséquence de fautes du passé. Les pauvres sont dans cette situation parce qu'ils n'ont pas pensé au futur. Ils ont consommé tout ce qu'ils avaient sans épargner une portion de leur revenu. À ce sujet, George Gilder se doit d'être mentionné. Son livre, *Wealth and Poverty*, eut une grande influence sur Ronald Reagan. Ce livre, souvent considéré comme la bible du *Reagonomics*, fit, entre autres choses, la promotion de l'économie de l'offre.

agricole. Cette prise de position pourrait surprendre plusieurs lecteurs puisque Malthus critique la loi de Say défendue par Ricardo. Toutefois, rappelons que le révérend distinguait la production agricole de la production industrielle. La demande de nourriture n'a pas le même pouvoir créateur que la demande des autres biens de consommation. Nassau William Senior ne partagera pas les mêmes vues que Malthus sur ce sujet. Selon lui, le désir d'améliorer notre situation est présent chez toutes les classes sociales. Ceci conduit les subsistances à augmenter plus rapidement que la population. Ce désaccord est l'une des raisons pour lesquelles les propositions de Malthus, quant à l'abolition des lois sur les pauvres, ne seront pas retenues lors de la commission d'enquête menant au *Poor Law Amendment Act* (voir la section 1.2).

Bien que Malthus affirme que les coupables de la pauvreté sont les pauvres, il n'en demeure pas moins qu'il croit au rôle bienfaiteur du gouvernement. En effet, celui-ci n'a pas les mains complètement liées. Il est le principal acteur dans le choix, s'il y en a un, qu'une société décide de suivre pour combattre l'accroissement de la population. Son influence sur les classes inférieures est incontestable. Il peut favoriser les habitudes de prudence au sein du peuple. Pour ce faire, le gouvernement doit assurer les droits de propriétés et promouvoir l'égalité dans l'application des lois. Son attitude vis-à-vis des gouvernements n'est pas aussi joviale qu'elle n'y paraît. La guerre, les taxes excessives et, évidemment, le système de lois sur les pauvres sont des éléments nuisibles pour le bonheur du peuple.

2.6 Politiques de développement

La pensée de l'auteur ne s'arrête pas là. D'autres propositions pour combattre les effets de la loi sur la population sont énoncées. L'ajout de nouvelles terres cultivables, si cela est possible, est logique en soi. Augmenter la production agricole permet de soulager, peut-être seulement temporairement, les plus affamés. Des avantages de même que des encouragements à l'agriculture et aux labours doivent également primer. Que ce soit au détriment des pâturages ainsi qu'à l'industrie semble concevable (Malthus 1798, p.55). Le développement économique d'un pays doit-il se faire par une priorisation de l'agriculture? La

réponse de Malthus est plus nuancée qu'elle n'y paraît. Une telle politique ne garantit en rien la condition des nécessiteux. Il nie complètement l'idée selon laquelle un tel choix permettrait d'avoir plus d'aliments qu'il n'en faut pour nourrir les habitants. Un pays accordant toute son attention au système agricole peut, soit procurer l'abondance lorsque les circonstances les plus favorables sont présentes ou encore, être le scénario le plus désastreux pour les classes les plus touchées par la misère.

Les conditions nécessaires pour le bon déploiement d'un système basé uniquement sur l'agriculture ne sont pas données à toutes les nations. Les débouchés extérieurs, la quantité de terre arable, l'absence d'obstacle à la production et à la distribution de même que des profits et salaires élevés sont indispensables (Malthus 1907, p.94). C'est dans le cas d'une abondance de bonnes terres accompagnée d'une petite population que le salaire réel, pendant une courte durée, est le plus élevé. Les États-Unis d'Amérique du début du 19^{ème} siècle sont l'exemple le plus frappant d'une telle situation selon Malthus. À l'autre extrême, la Pologne présente l'exemple d'un pays où la misère touche abondamment les classes les plus démunies. Il faut, par contre, prendre garde aux commentaires faits sur ce pays selon le révérend. Les tristes résultats de l'agriculture polonaise ont plus à voir avec les erreurs commises par le gouvernement national qu'avec la priorisation du système agricole. Le maintien du servage et le peu d'encouragement sont les principales raisons expliquant les déboires de la Pologne. La démotivation frappe durement les paysans lorsqu'ils voient leur seigneur propriétaire saisir le fruit de leur labeur.

Pour Malthus, le meilleur moyen de sortir de ce marasme serait l'introduction des manufactures et du commerce : « [...] elle délivrerait la masse du peuple de l'esclavage et donnerait un stimulant à l'industrie et à l'accumulation » (Ibid., p.101). Doit-on alors considérer qu'un pays préférant porter son attention uniquement sur les manufactures et le commerce est à même de réussir à faire progresser sa population rapidement? Ce pays, s'il en a la capacité, peut acheter ses subsistances d'un grand nombre de nations. Sa population pourrait croître aussi longtemps que les terres de ses partenaires commerciaux ne seraient pas toutes cultivées. L'histoire a démontré qu'il est impensable que les avantages qu'un pays possède, dans la production de marchandises, sur les autres nations lui soient permanents. Le

capital, les habiletés des travailleurs de même que la possession de marchés (colonies ou non) ne sont pas des facteurs fixes. Des concurrents étrangers peuvent s'introduire dans la production mondiale et de ce fait, augmenter l'offre totale de marchandises. Il s'ensuit une baisse des prix réduisant les profits qui, à son tour, diminuent l'épargne. Selon Malthus, il faut s'attendre à un ralentissement dans l'accumulation du capital et dans la demande de travail (Ibid., p.104-5). Toutefois, nul besoin de concurrence étrangère nous prévient le révérend. La concurrence nationale a des effets semblables à ceux mentionnés précédemment. Il faut également tenir compte du lien de dépendance d'une nation importatrice de nourriture. Celle-ci est obligée d'acheter ses matières premières de même que ses subsistances de l'étranger. Son accroissement de richesse et de population dépend entièrement de l'étranger. De quoi faire retourner les théoriciens de la dépendance²⁵ dans leur tombe, il renchérit en affirmant ceci : « On a dit quelquefois qu'un pays manufacturier n'est pas plus dépendant de celui qui lui fournit la nourriture et les matières brutes, qu'un pays agricole ne l'est de celui qui les fabrique pour lui; mais c'est là réellement un abus de mots » (Malthus 1807, p.107).

Un État abondant en terres a le choix d'axer son industrie vers l'agriculture ou encore vers le commerce et les manufactures. La hausse ou la baisse des profits de la terre guident cette décision. Or, la nation concentrant toute son énergie au commerce et aux manufactures n'a que rarement la même option. Dans l'éventualité qu'elle ait ce privilège, Malthus croit qu'elle doit en profiter. Le commerce et les fabriques sont donc nécessaires pour le bon développement de l'agriculture. Cela ne veut pas dire que le contraire ne s'applique pas également. Le surplus de nourriture produit par un cultivateur permet de faire vivre d'autres personnes ne travaillant pas à la terre. Ce surplus est essentiel pour le bon fonctionnement des manufactures. Les soldats, les ouvriers de même que bien d'autres métiers ne peuvent survivre sans les surplus des fermiers. Cette propriété qu'a la terre de donner plus que ne nécessitent les cultivateurs est à la base de la naissance de l'industrie :

²⁵ Pendant les années 1980, certains auteurs, principalement d'Amérique du Sud (Cardoso, Dos Santos, Frank, Furtado ou encore Sunkel), prétendaient que les pays producteurs de matières premières étaient dépendants des pays industrialisés. Le libre-échange entraîne ainsi une division internationale du travail qui confine l'Amérique du Sud à un rôle d'exportateur de produits primaires. Voir en particulier les travaux de l'économiste argentin Raúl Prebisch. Ce dernier a dirigé la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine (CEPAL) de 1948 à 1962.

En proportion du travail et de l'intelligence qui s'y sont appliqués, le surplus du produit a augmenté, et un plus grand nombre de personnes ont eu le loisir de s'occuper de toutes les inventions variées qui embellissent la vie civilisé; et en même temps le désir de profiter de ces inventions n'a point cessé de stimuler les cultivateurs et de les engager à faire croître le surplus de leurs produits (Ibid., p.102).

Subséquentement, le système mixte est celui privilégié par le révérend. La combinaison des deux systèmes est, en quelque sorte, inévitable. Cette combinaison des ressources doit tendre à une égalité pour éviter les maux propres aux deux.

Plusieurs pays ont l'habitude d'importer du blé et ce, malgré le fait qu'ils ont les terres nécessaires pour entretenir leur population. Cela peut être dû à quantité de raisons. La prédominance du système féodal, par exemple, nuit grandement à la performance qu'obtiennent les propriétaires terriens. Les habitudes conservées quant à la division de la terre empêchent les incitatifs normaux de s'exercer. Dans de telles circonstances, étendre la culture à d'autres endroits peut également s'avérer beaucoup plus ardu. Les taxes imposées aux agriculteurs locaux peuvent être une autre raison pour laquelle une nation importe des subsistances. Si ces prélèvements ne sont pas faits dans les mêmes proportions sur les produits alimentaires importés, la culture domestique peut souffrir énormément. La dernière explication fournie par Malthus est celle du perfectionnement des machines. Il présente le cas d'un ouvrier étant, grâce à l'aide du capital, capable de faire le travail de 10 de ses confrères (Ibid., p.129). Une hausse de son salaire est inévitable, mais les machines qui lui permettent d'être si performant, l'emportent sur l'influence qu'ont chacun de ces facteurs sur le prix de la marchandise. Un peuple ayant des avantages dans certains produits peut se permettre de les exporter. Il se retrouve dans une situation où importer les ressources qu'il nécessite contre les marchandises est avantageux pour lui. Dans l'éventualité qu'une de ces raisons ou même, une combinaison de celles-ci poussent un pays à importer une grande partie de ses subsistances de l'étranger, il se retrouvera forcément dans la situation d'une nation purement manufacturière. Un avantage le distingue d'une telle condition. La présence de terre inutilisée est un atout en soi. Lorsqu'une détérioration des rapports commerciaux avec l'étranger survient, il peut se retourner vers sa production interne de subsistances. De plus, Malthus perçoit que les mauvaises récoltes sont généralisées (Ibid., p.132). Quelques pays d'Europe échappent aux

tendances saisonnières, mais dans l'ensemble, les déficits de grains surviennent aux mêmes moments. Une nation dépendante des ressources alimentaires de l'extérieur est moins bien préparée aux disettes que connaît simultanément toute la région dans laquelle elle est située.

Un système de lois sur les grains pour empêcher l'importation de grains étrangers et encourager l'exportation de grains fut proposée en Angleterre en 1688. Adam Smith en a même discuté dans la *Richesse des nations* (T.4, chapitre 5). Pourtant, les opinions de Smith sont, selon le révérend, essentiellement erronées (Malthus 1817, p.134). Smith affirme que les exportations alimentaires rendues possible grâce aux encouragements seraient restées à l'intérieur du pays accroissant ainsi la consommation. Il ajoute que la baisse du prix des denrées alimentaires ne doit pas être perçue comme la conséquence des gratifications excessives:

Ainsi la prime élève le prix du blé, tant dans les années abondantes que dans les mauvaises, au-delà du prix où il s'arrêterait naturellement, dans l'état où est alors la culture. Si donc, [...] le prix moyen a été plus bas [...], il l'aurait été encore bien davantage sans l'effet de la prime, en supposant que l'état de la culture fût resté la même (Smith 1864, T.1 p.255).

La position de Malthus face aux commentaires d'Adam Smith est la suivante. Tout d'abord, il approuve l'affirmation de Smith à savoir qu'une abolition de la gratification augmenterait le pouvoir d'achat des classes inférieures. Les gratifications de même que la hausse du blé, tous deux payés par le peuple, se trouvent à être plus que compensées par l'encouragement donné à l'agriculture: « [...] c'est une preuve que la diminution de la demande à l'intérieur, quelle qu'elle puisse être, se trouve plus que compensée par l'extension de la demande extérieure » (Malthus 1907, p.134). Malthus mentionne que l'accroissement de la consommation interne, due à l'abolition des gratifications, n'a pas la même ampleur sur la demande effective.

En ce qui a trait aux gênes à l'importation, Malthus conserve sensiblement les mêmes arguments que lorsqu'il contemplait les caractéristiques d'un État purement commercial ou agricole. Certes, quelques États ont réussi par le passé à prospérer sans être en mesure de nourrir toute leur population avec les subsistances de leur sol, mais la plupart ne connurent

point les mêmes bénéfiques. Ceux-ci sont privés du grand avantage que procure la terre. Ils ne peuvent fermer leur frontière au commerce sans quoi ils sont perdus. Des pays connaissant de très grandes variations dans leur approvisionnement respectif ainsi que ceux ayant un grand pays doté de terres infertiles se retrouvent dans une situation semblable. Ils n'ont d'autre choix que de promouvoir le commerce extérieur. S'il advenait que l'un d'entre eux fasse usage d'une quelconque politique d'entrave à l'entrée de produits étrangers, les conséquences ne se feraient pas attendre. Dans une telle situation, d'autres nations environnantes prohiberaient certainement les produits de tels États, nous dit Malthus. Seulement une nation possédant un territoire étendu, dont le sol est d'une qualité au moins moyenne, peut utiliser de telles politiques. De plus, rien ne garantit qu'elle fasse la moindre exportation de subsistances.

Rien n'est plus désolant pour le révérend que de voir un pays, suffisamment doté en terre, s'ouvrir complètement à l'importation de blé étranger. L'augmentation de la population résultante a de lourdes conséquences sur le bonheur des habitants. L'incertitude dans ses approvisionnements, les fluctuations accrues dans les salaires, l'accroissement du nombre de gens travaillant dans les manufactures (insalubres à l'époque) et enfin, à des mouvements rétrogrades dans le blé importé (Ibid., p.157). Un pays produisant ce qui suffit à son approvisionnement et qui n'a recours à l'importation que dans les temps de rareté se retrouve à l'abri de la plupart des maux mentionnés préalablement. Le seul élément pouvant poser problème est l'inhabitude à devoir, lors de mauvaise récoltes, acheter ses subsistances de l'étranger. Une petit État tel que la Hollande connaît précisément la quantité de blé qu'elle doit importer chaque année. Les canaux de distribution et de transport sont également mieux préparés (Ibid., p.170). Malthus termine son argumentation avec une optique pessimiste : « [...] pour les intérêts de l'Europe en général, la plus parfaite liberté du commerce des blés, et de toute autre marchandise, serait ce qu'il y aurait de plus avantageux » (Ibid., p.162). Ces pensées libre-échangistes marquent son ouverture d'esprit face aux problèmes discutés. N'étant pas un théoricien comme Ricardo²⁶, il ajoute qu'un tel scénario a

²⁶ Malthus a toujours considéré l'aspect pratique au détriment de l'aspect théorique. À ce sujet, mentionnons que le titre complet de son principal ouvrage économique est *Principes d'économie politique : considérés sous le rapport de leur application pratique*. Gunnar Myrdal critiqua les classiques, dont Malthus, pour leur manque d'objectivité. Ce dernier mentionnait que les économistes

peu de chance de se réaliser. Il est improbable que des États individuels sacrifient leur richesse pour le bien-être collectif. Pour Ricardo, l'amélioration de la productivité agricole et la libre importation du blé sont les deux meilleures solutions afin d'éviter l'état stationnaire. Les rendements décroissants dans l'agriculture provoquent une augmentation du prix du blé et donc, par la suite, un accroissement des salaires. Le taux de profit chute ce qui a pour effet de ralentir la croissance.

2.7 Malthus, le précurseur de Keynes?

Les *Essais sur le principe de population* et les ouvrages économiques de Malthus sont évidemment liés. Malthus publia la dernière édition de son essai en 1826 alors qu'il avait déjà, six années auparavant, écrit son livre *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Ceci permet de croire qu'il existe une relation entre la loi sur la population et les différents concepts économiques de cet ouvrage. Dans la même veine, l'influence que Malthus a eue sur Keynes se situe à deux niveaux. Bien que Keynes ait prit connaissance des positions démographiques de Malthus avant de connaître ses thèses sur l'économie politique, il fut tout aussi fasciné par sa théorie économique. Le concept de demande effective est tout aussi central dans l'analyse économique de Malthus qu'elle ne l'est dans celle de Keynes.

L'amitié qu'entretenaient Malthus et Ricardo est paradoxale en soi. Les deux Anglais se disputèrent le trône vacant laissé par Adam Smith à son décès. Bien qu'il y ait un délai de vingt-sept ans entre la mort de l'Écossais et la parution *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, il faut avouer qu'aucun autre auteur ne réussit à s'établir comme le fit Ricardo. Il ne faut pas sous-estimer l'héritage que Smith laissa dans la discipline de politique économique. Les interprétations distinctes que firent Malthus et Ricardo de son œuvre posaient problème quant à la succession. Comme le précise James Bonar, le débat que les deux belligérants se firent jusqu'à leur mort revêt, encore aujourd'hui, une importance cruciale: « Men were to choose between the Calvinism of Ricardo and the

faisaient parfois la recommandation de politiques, telle que repousser l'âge des mariages, sur la base de théorie sans prendre en compte les critères éthiques.

Arminianism²⁷ of Malthus; and, when the two writers turned from their debates with each other, no less a prize was in question than the hegemony of the school » (Bonar 1966, p.209). L'un d'eux devint, de ce fait, le pilier de l'économie politique pour tout près d'un siècle. L'apport que James Mill octroya à la défense des idées de Ricardo eut un poids dans la balance. La plupart des « économistes²⁸ » du 19^{ème} siècle appuyèrent l'analyse de l'offre que Ricardo privilégiait au détriment de l'analyse de la demande de Malthus.

²⁷ L'Arminianisme est un courant de pensée qui s'est développé sur la base des idées défendues par Jacobus Arminius. Il s'agit d'une réponse au Calvinisme puisqu'Arminius croyait que la souveraineté de Dieu et de l'homme étaient compatibles. La détermination de la destinée de l'homme ne serait pas prédéterminée par Dieu. La référence faite par Bonar peut s'interpréter comme un choix entre l'interventionnisme de Malthus ou le laisser-faire de Ricardo.

²⁸ Le terme n'existait pas encore. Rappelons que Malthus fut le premier professeur d'histoire et d'économie politique en Angleterre.

CHAPITRE III

KEYNES ET LE DIABLE MALTHUSIEN

But Keynes's favorite economist of all was undoubtedly Thomas Robert Malthus. In the final version of Keynes's essay on Malthus we are treated to the two faces of Malthus – the Malthus of Population and the Malthus of Effective Demand. These are astonishingly like the two faces of Keynes. Keynes never wrote a treatise on population. Yet putting the economic problem in a historical setting meant, for much of Keynes's life, putting it in a Malthusian setting.

Robert Skidelsky, 1992.

La démographie fait partie de l'ensemble des problèmes auxquels John Maynard Keynes s'est intéressé. Économiste, politicien et journaliste, il se fit connaître de ses proches en tant que *Pozzo*¹, il laissa sa marque au sein de sa nation comme conseiller politique et obtint une reconnaissance internationale pour ses œuvres économiques. Plusieurs raisons l'empêchèrent d'approfondir sa réflexion sur la population. Deux guerres mondiales ainsi que la Grande crise des années 1930 lui firent porter son attention sur d'autres thèmes. Après l'acquisition d'une renommée dans toute l'Europe lors de la publication du livre *Les conséquences économiques de la paix* en 1919, il souhaitait publier un recueil de textes portant le titre *Essays on the economic future of the world*. Plusieurs des idées sur la population, qu'il avait

¹ Roy Harrod explique que Keynes était un homme ayant une multitude de facettes ce qui lui valut ce surnom auprès de ses amis de Bloomsbury. Notons que *Pozzo* était le nom de l'ambassadeur de Russie à Paris. Une autre explication est donnée par Clive Bell: « *Pozzo* was a pet name for Maynard which Maynard particularly disliked ». C'est Lytton Strachey qui donna ce surnom à Keynes en 1908.

développées antérieurement, auraient pu être reprises et approfondies². Il faut se rabattre sur des écrits peu connus de la plupart des chercheurs pour connaître l'influence des *Essais sur le principe de population* sur Keynes. Comme le précise John Toye, le peu d'attention porté aux commentaires de cet économiste sur la population est regrettable. L'omission de certains textes, tels que ses cours non publiés de 1912, dans les *Collected Writings of John Maynard Keynes*, explique le peu d'intérêt des chercheurs sur ce sujet :

The absence of this lecture from *The Collected Writings of John Maynard Keynes* seemed to me unfortunate, and possibly one cause of the general lack of interest in, and misconceptions about, the questions that interested me (Toye 2000, p.7).

De nombreux auteurs traitant des écrits ou de la vie de Keynes ne connaissaient pas l'existence de ses notes de cours de 1912 et de son manuscrit de 1914. À titre d'exemple, William Guthrie mentionne que Keynes n'a exprimé aucun intérêt professionnel pour Malthus et ses idées avant 1919 (Guthrie 1984, p.772). Il est à noter que le livre de Toye, *Keynes on population*, porte principalement sur la vision de Keynes en ce qui a trait à la population et aux termes de l'échange. L'un des objectifs de Toye fut de montrer le changement d'opinion de Keynes quant aux politiques démographiques. Notons que les positions de ce dernier sur la population ne furent révélées au public qu'en 1993 dans les archives modernes du *King's College* à Cambridge³. Dans ses premiers écrits, Keynes avait une position néo-malthusienne puisqu'il fit notamment la promotion de politiques antinatalistes pour combattre la surpopulation. Vers la fin des années 1930, il se soucia de la faible natalité en Angleterre et donna son appui aux transferts d'argent vers les familles désirant avoir des enfants. Le point de vue que nous développons dans cette partie du mémoire est que Keynes modifia son attitude concernant l'accroissement de la population

² O'Donnell précise deux raisons expliquant l'abandon d'un tel projet. D'une part, un manque de temps, et d'autre part, un changement de perception quant aux sujets traités. Notons qu'il perçoit la première explication comme la plus plausible. Nous montrerons dans ce chapitre que la deuxième explication semble plus crédible. Peterson, aborde cet abandon différemment. Il considère que les vues de Keynes sur la population ont été approfondies par un autre auteur, Harold Wright.

³ L'un des premiers auteurs, à notre connaissance, à avoir indiqué l'existence d'un manuscrit montrant la fascination de Keynes, dès son jeune âge, pour l'œuvre démographique de Malthus, est le biographe Robert Skidelsky (1983, 1992 et 2000). Un résumé de ce texte est présenté dans une annexe du deuxième volume relatant la vie de Keynes (Skidelsky 1992, p.429-30).

selon les circonstances de l'époque. Keynes pouvait changer son fusil d'épaule sans problème. Une anecdote de Winston Churchill permet de prendre conscience de l'ampleur de cette affirmation. Cet homme d'État anglais raconta que lorsqu'il y a cinq économistes dans une salle et que, malgré ce nombre, il y avait six opinions, cela signifiait que Maynard Keynes était présent. Cette section a ainsi pour objectif de montrer la reprise des idées de Malthus par Keynes. Une attention particulière aux théories malthusiennes sur la population permet d'examiner un aspect négligé de la pensée de Keynes. Il s'intéressa autant à l'idée de demande effective développée par cet économiste qu'à ses essais traitant de la population.

Tout comme Malthus, c'est à Cambridge que John Maynard Keynes fait ses études universitaires. Il entre au *King's College* et obtient, en 1905, un diplôme en mathématiques. Il poursuit, par la suite, pendant quelque temps ses études en économie sous la supervision d'Alfred Marshall⁴. Ce dernier prit position à quelques reprises sur des questions malthusiennes. Il encouragea l'émigration de la population anglaise et la natalité de son peuple. Renonçant aux recommandations de Malthus sur la contrainte morale et l'émigration, il voyait d'un bon œil la propagation de sa race sur la surface de la Terre (Marshall 1959, p.387). Notons que Keynes tint des propos semblables à certains moments. Marshall, dans son livre *Principles of Economics*, fit un pronostic sur le déséquilibre entre les ratios de subsistances et de la population. Il estima que l'humanité ne pourrait supporter un équilibre entre ces deux dimensions plus de deux cents ans. Il mentionna également que Malthus ne pouvait savoir que les colonies anglaises et la technologie repousseraient le moment où l'accroissement de la population dépasserait celui des subsistances. Dans son livre *The Economics of Industry*, il évoque la supériorité intellectuelle de la race anglaise. L'émigration anglaise permet, certes, de repousser le moment où l'accroissement de la population dépasse celui de la nourriture disponible, mais, plus important encore, améliore l'intelligence moyenne de l'humanité. Comme le fait remarquer Toye, Keynes fut beaucoup plus près des

⁴ Keynes fut un élève de Marshall pour seulement quelques mois (approximativement 8 mois). C'est à la demande de Marshall que Keynes décida d'entreprendre des études en économie. Cependant, Keynes était intéressé par une multitude d'autres sujets tels que la philosophie et les mathématiques.

idées de Malthus que de celles de Marshall (Toye 2000, p.29)⁵. Bien qu'il fut son professeur et mentor en économie, Keynes reniât son héritage et remaniât les fondements de cette discipline toute sa vie. Son attaque contre la citadelle eut également pour visée la démographie.

3.1 Cours non publiés

C'est en 1912, dans ses cours non publiés que Keynes se prononce pour la première fois sur le *Principe de population*⁶. Il débute ses notes en mentionnant le caractère pessimiste de Malthus et de son *Principe*. Notons que Keynes le suspecte de s'être trompé quant à l'avenir des taux de croissance des subsistances et de la population. Depuis l'écriture des *Essais* par Malthus, Keynes mentionne que la population de l'Angleterre et du pays de Galles a quadruplé et ce, en quatre générations. L'Amérique, pour sa part, a doublé toutes les générations pendant cette période. Il doute qu'un tel taux soit soutenable, puisqu'un jour, il n'y aura tout simplement plus assez de place. Deux phénomènes permettent de croire que cet accroissement n'aura pas lieu. Tout d'abord, le taux de natalité n'a pas connu les mêmes hausses que le revenu. Keynes critique les propos de Malthus concernant le lien de ces deux éléments. Lorsque les pauvres améliorent leur situation, Malthus considère qu'il est naturel que ces derniers décident d'avoir plus d'enfants. Keynes mentionne également que le taux de mortalité est en chute. La population s'accroît donc plus rapidement. Cette baisse de mortalité est passagère puisque ce facteur peut difficilement connaître une chute continue. Keynes est d'ailleurs bien en avance sur son époque pour comprendre la croissance rapide de la population pendant le 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Les deux raisons qu'il a données représentent ce

⁵ Bien que Keynes se soit distancé des idées économiques de Marshall, il semble que les deux partageaient des idéaux similaires quant à l'importance de l'eugénisme. Dans une lettre que Marshall a écrite à Keynes, il lui promet de lui verser un membership à vie pour sa société eugénique (rapporté par Groenewegen dans une note de bas de page dans Cottrell (1995, p.136).

⁶ Keynes a donné plusieurs conférences à Cambridge (1910-1914) sur les *Principles of Economics*. Dans l'une d'elles, il traite de l'offre de travail et consacre douze pages à l'accroissement de la population. Ces notes sont disponibles à la *King's College Library Modern Archive*. Nous désignerons par NP les notes de 1912 et ajouterons les références aux cartables pouvant être retrouvés à Cambridge.

que nous appelons, de nos jours, la transition démographique⁷. Il ne faut pas lui donner tout le mérite pour cette explication. L'économiste allemand Ludwig Joseph Brentano est la personne ayant critiqué Malthus à ce sujet. Keynes le mentionne dans ses cours non publiés et énumère les arguments de cet économiste.

Après avoir rejeté la loi de la population, il se concentre sur le lien unissant Darwin et Malthus⁸. Keynes connaît l'influence qu'eut Malthus dans le développement de la *Théorie de l'évolution*. Il essaie de renverser ce lien en montrant comment le darwinisme peut s'appliquer au malthusianisme:

There is a marked process of selection at work in favour of the elements which we regard as least good. In a given country it is the poorest and least intelligent part of the population which reproduces itself most rapidly; and it is in the most civilised countries that the birth rate is falling off fastest (1912, NP 22).

Ces propos peuvent être associés à ceux de Marshall mentionnés en début de chapitre. Pour l'économiste Friedrich von Hayek, ce sont plutôt les sciences sociales qui ont influencé Darwin et ses contemporains. Les philosophes moralistes du 18^{ème} siècle sont, pour Hayek, des darwiniens avant Darwin :

Il est vrai qu'après Darwin, les adeptes du darwinisme social – qui avaient eu besoin de Darwin pour apprendre ce qui était une tradition plus ancienne dans leur propre discipline – ont quelque peu discrédité la thèse en la rétrécissant à la sélection des individus [...] (Hayek 1980, p.878).

Keynes termine ses notes en rappelant les propos d'un article de Brentano dans l'*Economic Journal*. Selon l'économiste allemand, l'Amérique deviendrait majoritairement noire si l'émigration Européenne diminuait. Keynes termine ses notes avec ce commentaire : « Is it better to have 100 people well off or 1000 people somewhat less well off. [...] I incline, with some compromise, to prefer a high level to numbers » (Ibid., NP 25). Il se rapproche donc des vues de Malthus concernant le mercantilisme. Keynes croit qu'une hausse de la

⁷ Voir, entre autre, le livre de Ray (1998, chapitre XII), à ce sujet.

⁸ Voir la section 4.6 pour plus de renseignement sur le lien unissant Darwin et Malthus de même que l'influence de Darwin et Galton sur Keynes.

population ne peut conduire qu'à une baisse de la qualité de vie. Malgré tout, rappelons le rejet de postulats des *Essais sur le principe de population*.

Ce n'est que deux années plus tard, en 1914⁹, qu'il complète les idées qu'il avait déjà énoncées. Ses notes concernent la surpopulation: « [...] in many, if not in most, parts of the world there actually exists at the present time a denser population than is compatible with a high level of economic wellbeing » (1914, Fo. 21.3). Il ajoute que la tendance du taux de natalité à diminuer dans l'Europe de l'Ouest est une excellente nouvelle. Les méthodes de contraception ainsi que des désavantages économiques seraient les causes de cette baisse. Dans les sociétés industrielles, les grandes familles deviennent un inconvénient. Les âges minimaux pour quitter l'école et pour commencer à travailler ont une influence sur le taux de natalité. Les classes sociales mieux nanties retardent de plus en plus le moment de leur mariage. Comme l'avait annoncé Malthus, repousser l'âge du mariage permet de diminuer l'accroissement de la population. Il faut spécifier que ce sont les classes aisées qui sont forcées d'avoir des enfants à un âge plus avancé. L'atteinte d'un salaire convenable se fait plus tard puisque les coûts associés aux besoins de cette classe sociale sont en hausse. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, Malthus était en faveur d'une contrainte morale. Notons qu'il souhaitait cette vertu aux pauvres. Ce sont eux qui se doivent de s'abstenir de procréer si leur condition financière est précaire. La dernière raison mentionnée par Keynes pour expliquer la baisse du taux de natalité est l'utilisation de moyens de contraception. La position de Malthus quant aux moyens de contraception est celle d'un homme de foi. La contraception ruine la volonté d'agir qui est la source de tout progrès :

J'ai toujours spécialement réprouvé tous les moyens artificiels et non naturels de limiter la population, en raison à la fois de leur immoralité et de leur tendance à supprimer un stimulant nécessaire à l'activité économique (*industry*). S'il était possible pour chaque couple marié de limiter à son gré le nombre d'enfants, il y aurait certainement lieu de craindre que l'indolence de la race humaine soit très fortement accrue; et que ni la population des pays individuels, ni celle de la terre entière atteigne jamais son extension naturelle et normale (voir l'appendice de l'édition de 1817 par Malthus).

⁹ Le manuscrit de 1914, *Population*, est basé sur les notes que Keynes avait préparées pour une conférence (le 2 mai 1914). Elles sont disponibles en microfilm à *King's College* et une édition papier est mise en annexe dans le livre de Toye (2000).

Malthus conçoit, comme but à atteindre, l'expansion de l'humanité sur la surface de la terre. John Maynard Keynes partage des vues similaires sur ce sujet, mais il ne s'oppose pas aux moyens de contraception. Lui et les membres du Bloomsbury rejettent la morale victorienne. Bien que ce concept renferme plus qu'un simple conservatisme quant aux affaires sexuelles, c'est sur ce point que Keynes était le plus réfractaire. Malgré tout, il est étonnant de remarquer que les valeurs de Malthus s'insèrent à la perfection dans ces valeurs puritaines.

Keynes est toutefois craintif de voir se répandre les contraceptifs uniquement aux gens ayant un degré de prudence suffisant :

I do not know enough about this subject, it is difficult for any Englishman to know enough, to discuss it adequately. This much, however, is certain, that to put difficulties in the way of the use of checks increases the proportion of the population born from those who from drunkenness or ignorance or extreme lack of prudence, are, not only incapable of virtue, but incapable also of that degree of prudence which is involved in the use of checks (Keynes 1914, Fo. 34).

S'il advenait que les alcooliques et les ignorants soient les seuls à ne pas se restreindre à avoir des enfants, la race anglaise serait en péril. Plusieurs ont reproché à Malthus de vouloir diminuer la natalité chez les pauvres pour de tels motifs. Rappelons que Malthus mentionnait qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter d'une natalité excessive chez les riches. Ce groupe a réussi à s'établir au plus haut rang social et il serait surprenant qu'il ne veuille y rester. Les pauvres se doivent d'apprendre et d'agir comme ceux-ci. Bien que Keynes se satisfasse de la baisse du taux de natalité en Angleterre, il remarque le désavantage associé à une telle situation pour son pays. Si la baisse dans ce pays n'est pas généralisée à l'ensemble des nations, la race anglaise et la puissance militaire de l'Angleterre sont relativement perdantes. Une baisse de la population en Angleterre a des conséquences positives pour les habitants d'autres pays : « Thus for England, to reduce her birthrate is of little use to herself; while in the race struggle as to what type shall chiefly populate the world it may possibly weaken her » (Ibid., Fo. 29).

Une politique démographique nationale n'a plus sa place au 20^{ème} siècle. Le combat que mènent les races est affecté, dorénavant, par la demande mondiale de nourriture. L'internationalisation est telle que les idéaux malthusiens n'ont plus leur légitimité. Le prix réel de la nourriture est affecté, non pas seulement par la demande nationale, mais bien par la demande de toutes les nations. L'Angleterre, grâce à ses nombreuses colonies, réussit à nourrir sa population avec les subsistances importées. La colonisation permet ainsi à l'Europe de repousser le jour où le problème de surpopulation la touchera. Keynes rappelle que ce phénomène peut être éphémère. Il donne l'exemple des États-Unis qui sont passés d'exportateur de nourriture à un pays réussissant seulement à s'auto suffire. L'Europe ne peut donc plus compter sur ce pays pour combler un manque de subsistances. L'Asie ne doit pas être perçue comme un substitut à l'Amérique. L'Est, selon Keynes, est l'endroit le plus touché par la surpopulation : « [...] I believe that the Malthusian doctrine has never ceased to be applicable there to its fullest extent. It seems to me to be certain that India, Egypt and China are gravely overpopulated » (Ibid., Fo.25-26). L'Égypte serait deux fois et demi plus densément peuplée que la Grande-Bretagne si on exclut le désert. L'Inde, pour sa part, ignore les considérations malthusiennes tout comme la Chine. Un autre commentaire de Keynes sur la situation de ces pays s'avère poignant d'actualité et ce malgré le fait qu'il écrivit ceci en 1914 : « Three quarters of the world have never ceased to live under Malthusian conditions. And the period of postponement for the rest may possibly be coming to an end » (Ibid., Fo.28).

Ainsi, l'Angleterre se dirige vers le problème de surpopulation pour des raisons différentes de celles mentionnées par Malthus. Le peu de progrès fait dans la natalité de même que la tentation d'élargir la population en sont les signes précurseurs. Les institutions faisant la promotion d'un accroissement de la population agissent avec moins de puissance en Occident qu'en Orient. Les religions en Chine et en Inde attachent une grande importance aux mariages précoces ainsi qu'à la promotion de la race. Keynes s'inquiète du peu d'attention porté sur ces considérations en Angleterre¹⁰. L'influence de l'Église est

¹⁰ Cette inquiétude est légitime puisqu'en 1923, Harold Wright publia un papier intitulé *Population*. Ce texte fut l'un des moins vendus dans les années 1920 parmi les livres de poche en économie de Cambridge. Wright reprenait les idées sur la population développées par Keynes dans son

dangereuse à bien des égards. Ses positions sur la population, l'ignorance, la pauvreté et les moyens de contraception ne doivent pas être les seules vues proposées au peuple. Keynes ne craint pas la disparition de la race anglaise. Il croit que le désir d'enfanter ne disparaîtra pas chez les personnes normales⁶⁴. Si ces gens ont les moyens financiers d'en avoir, il ne faut pas douter de leur intention :

The love of children is powerful, and most normal persons will continue to desire to have children, so long as they can afford to support them. The view, that the birth of children is mainly due at present to the inadvertent consequences of sensuality. Is, for England at any rate, quite unfounded (Ibid., Fo.37).

Il termine ses notes en réitérant ses propos de 1912 concernant le mercantilisme. Avec la fin du colonialisme, l'expansion des races européennes n'est plus la priorité. Le bien-être matériel de la population de notre propre nation est l'objectif à atteindre. Il faut seulement porter une attention secondaire au nombre d'habitants de notre race sur Terre: « Almost any measures seem to me to be justified in order to protect our standard of life from injury at the hands of more prolific races » (Ibid., Fo.38).

3.2 La Grande Guerre

Avant le XVIIIe siècle, l'humanité n'entretenait point de vaines espérances. Pour faire tomber les illusions qui se répandaient à la fin de cette époque, Malthus mit un diable en pleine lumière. Pendant un demi-siècle, toutes les œuvres économiques sérieuses plaçaient ce diable en pleine lumière. Pendant les cinquante ans qui suivirent, il fut enchaîné et éloigné des regards. Il semble qu'à présent nous l'ayons délivré de nouveau (Keynes 1919, p.20).

C'est dans l'ouvrage *Les conséquences économiques de la paix* que Keynes tint ses propos. Ce livre lui assura un bel avenir en le faisant connaître à travers toute l'Europe. Dans le second et le sixième chapitre, il s'emploie à décrire l'Europe d'avant et d'après la Grande

plus récent livre (1919). Voir la lettre de Bertram Christian envoyée à Keynes en 1928 à ce sujet de même que le chapitre *Capitalism and Contraception* de Toye.

⁶⁴ Nous verrons, au chapitre suivant, comment cet argument sera défendu dans les années 1930, en Suède, par les Myrdal.

Guerre de 1914. Il est étonnant de remarquer à quel point l'époque à laquelle écrivent les différents auteurs étudiés affectent leur jugement. William Petty se pencha sur l'accroissement démographique optimal que devait avoir l'Angleterre à un moment où la nourriture était en abondance. Malthus atteignit l'âge adulte pendant la révolution française et vit les conséquences associées à la transition démographique¹². Comme nous le verrons, Gunnar Myrdal ajusta les politiques de natalité en Suède et fut témoin de la surpopulation en Asie. Keynes distingue deux phases dans la progression de la population de ce continent. Avant 1870, la population et les moyens de subsistances se maintenaient à des niveaux comparables. L'Europe se suffisait à elle-même. Après 1870, une période d'abondance couvrant cinq décennies transforma l'Europe. Contrairement au postulat de Malthus, selon lequel la population a tendance à toujours augmenter plus rapidement que les subsistances, c'est l'inverse qui était observé à l'époque :

La demande de nourriture, satisfaite déjà par la facilité des importations américaines, fut, pour la première fois, de mémoire d'homme, définitivement comblée. A mesure qu'augmentait la population, les approvisionnements étaient en réalité plus aisés (Keynes 1919, p.19).

Ce sont les importations américaines de nourriture de même que les ressources de l'Afrique tropicale qui permirent cet épisode de prospérité. Les idées développées par Keynes, dans ce deuxième chapitre, sont les mêmes que dans ses notes de 1912 et 1914. La colonisation apporta la richesse et l'abondance à une partie du monde où grandit l'auteur. Le diable malthusien, pour reprendre l'expression de Keynes, apparut toutefois repoussant les populations civilisées d'Occident dans une ère de mélancolie. Comment l'Europe est-elle sortie d'un État si plaisant pour ses habitants? Keynes ne peut trouver d'autres raisons que la Grande Guerre.

Ses inquiétudes portent sur la situation post-guerre. La démilitarisation en Amérique et en Europe est caractérisée politiquement par le traité de Versailles. Élaboré au cours de la conférence de Paris, ce traité vise, entre autres choses, à déterminer les réparations de guerre que l'Allemagne devra payer aux gouvernements alliés et associés. Les conséquences

¹² Voir la section 5.1 pour plus de renseignements sur la transition démographique. Malthus vécut alors que ce processus n'était qu'à sa première étape, soit une baisse du taux de mortalité.

économiques de ce traité bouleversent les acteurs ayant pris part à la guerre. Keynes désavoue le comportement de M. Georges Clemenceau, représentant de la France, de même que celui du Premier Ministre anglais Lloyd George, à la conférence ayant pour objectif la rédaction des conditions d'Armistices de l'Allemagne. Selon Keynes, Clemenceau a conservé une attitude haineuse à l'endroit des Allemands¹³. Le seul désir qui l'habitait fut d'anéantir l'économie, l'armée et les actifs de la population allemande. En ce qui a trait à Lloyd George, Keynes regrette que ce dernier ait considéré, avant tout, son retour au pouvoir. Keynes décrit ainsi le comportement du Premier Ministre et du Président Wilson : « C'est vers un avenir bien différent que l'Europe aurait pu se tourner, si M. Lloyd George ou M. Wilson avaient compris que les plus importants problèmes qui devaient les occuper n'étaient ni politiques, ni territoriaux, mais financiers et économiques [...] » (Ibid., p.122-123). Woodrow Wilson, par son caractère faible, ne réussit point à imposer ses vues. En effet, Wilson désirait que son programme de quatorze points présenté devant le congrès des États-Unis soit à la base du traité de Versailles.

Le traité est catastrophique pour les vaincus. Bien que l'Allemagne fût la grande perdante, il ne faut pas croire qu'elle était la seule à connaître des difficultés. Certes, l'Autriche perdit son Empire, mais la France, l'Angleterre, l'Italie et la Pologne, pour ne pas en nommer davantage, furent également touchés. Ces pays sortirent du conflit avec une population à bout de souffle, des infrastructures en piètre état et finalement, avec un partenaire commercial anéanti. Keynes dresse un portrait révélateur du lien économique unissant l'Allemagne et ses partenaires :

L'Allemagne était le meilleur client de la Russie, de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique, de l'Italie [...] Elle était la source d'approvisionnement la plus abondante pour la Russie, la Norvège, la Suède, le Danemark, [...] (Ibid., p.25).

¹³ Keynes était témoin dans la conférence de Paris, il quitta ses fonctions au Trésor pendant cette conférence. Il est en désaccord avec le projet de traité présenté aux Allemands qui ne respecte pas les grandes idées des quatorze points de Wilson. De plus, le texte diffère grandement des conditions d'armistice signé pas l'Allemagne. Les conditions exigées sont inhumaines et conduiront l'Europe vers un second conflit encore plus meurtrier.

Le traité de Versailles mit fin à ce lien économique. La population européenne allait en souffrir grandement selon Keynes.

L'Europe ne pouvait plus subvenir à ses besoins alimentaires. Perdant sa capacité d'exporter ses surplus de biens manufacturiers, sa balance commerciale devint déficitaire. La nation allemande était la plus peuplée d'Europe de l'Ouest. L'accroissement démographique qu'a connu ce pays après l'unification des royaumes allemands sous la couronne prussienne est spectaculaire. En 1870, la population de l'Allemagne était de 40 millions, et à la veille de la Première Guerre mondiale, elle était de 68 millions. Si l'on ajoute la population de l'Empire austro-hongrois et de l'Empire russe, on se retrouve en 1914, avec près de 300 millions d'habitants. Ces Empires, particulièrement celui de l'Allemagne, ne peuvent soutenir un tel nombre d'habitants qu'à condition qu'ils importent une grande quantité de nourriture. Keynes reprend ainsi les arguments de Malthus concernant l'équilibre qu'un État se doit de conserver entre sa production agricole et industrielle. La chute de la productivité dans le secteur industriel, due à la fatigue des ouvriers revenant de la guerre, le manque d'importations de ressources naturelles et la destruction des infrastructures, empêchent les nations européennes d'exporter autant qu'avant la guerre. Ceci l'amène à dresser un portrait pessimiste de la situation que devront vivre les Européens dans les années 1920 : « Le danger qui nous menace est par conséquent la chute des conditions de vie des peuples européens jusqu'à un point, - (un point déjà atteint en Russie et aussi en Autriche), - qui, pour certains, sera la famine véritable » (Ibid., p.184). Tout comme Malthus, Keynes ne conçoit pas l'émigration comme étant un palliatif au manque de nourriture. Il est souhaitable, lorsque la population dépasse la quantité disponible de moyens de subsistances, de voir émigrer des gens près de la famine, mais ce moyen d'échapper à la surpopulation n'est pas efficace à l'échelle nationale : « Ceux qui sont de trop ne peuvent même pas émigrer, car il faudrait des années pour les transporter outre-mer, même si l'on trouvait des nations, et ce n'est pas le cas, qui veuillent bien les recevoir » (Ibid., p.124).

Keynes prenait plaisir à écrire sur l'œuvre de Malthus. Il prit la parole, à plus d'une reprise, lors de rencontres à son Club d'Économie politique pour lire à haute voix ses propres écrits. C'est à *King's College* qu'il fonde ce Club, dont les réunions - les « Soirées du lundi » -

se tiendront de 1909 à 1937 (Dostaler et Hanin 2005, p.159). Harrod¹⁴, l'un des biographes et collègues de Keynes à Cambridge, raconte l'une de ces conférences à laquelle il a assisté. Il explique que dans celle-ci, c'est le Malthus précurseur de Darwin et non pas le fondateur de la doctrine de la demande effective qui intéressait son maître. Certains éléments de cette rencontre sont décrits en détail. Mr. Dennis Robertson n'était pas en accord avec la thèse de Keynes selon laquelle le diable Malthusien agissait avec puissance sur l'Europe et l'Angleterre. Robertson, avec des statistiques à l'appui, proposait un danger tout autre. Ce serait la faible natalité qui toucherait la nation anglaise. Harrod donne un commentaire révélateur de cette conversation: « Robertson seemed to know what he was talking about, and I had an uncomfortable feeling that it was he, and not my master, who was in the right on this occasion » (Harrod 1963, p.328). Avec les années, le raisonnement de Keynes changea pour se rapprocher de celui de Robertson. Nous ne pouvons toutefois mesurer jusqu'à quel point Robertson a influencé Keynes sur ce sujet. En effet, la relation professionnelle entre Keynes et Robertson a connue plusieurs tangentes. D'abord proches collaborateurs dans les années 1920, ils prirent ensuite leurs distances pour retravailler ensemble dans les années 1940.

Un autre élément intéressant de cette lecture au Club se doit d'être mentionné. Keynes fit allusion à l'utilisation de moyens de contraception pour combattre la surpopulation. Un autre membre, assistant à la présentation, n'approuva pas ses propos qu'il jugeait indécent et immoral. Cette personne était un étudiant de Keynes, non gradué, ayant une attitude différente de celle de Keynes quant à la morale. À ce sujet, il est pertinent de se tourner vers l'adresse que Keynes a envoyée aux membres du Parti libéral anglais, *Suis-je un libéral?*.

La place des femmes dans la société de même que sur le marché du travail est l'un des nouveaux problèmes sociaux auxquels fait face l'Angleterre. Il est, dès lors, nécessaire que les partis politiques se positionnent sur cette problématique et envisagent l'idée de contrôle des naissances. Keynes s'intéresse de près à cette question de même qu'à celles touchant la

¹⁴ L'économiste Roy Forbes Harrod est l'auteur de la première biographie de Keynes. Il travailla quelques mois à Cambridge et resta, par la suite, en contact avec ce dernier. Il est à noter que sa biographie fut « autorisée » par la famille de Keynes et c'est, possiblement, la raison pour laquelle certains éléments de la vie privée de Keynes ne furent pas révélés. Harrod dissimule, entre autre chose, des informations concernant l'homosexualité de Keynes.

morale victorienne. Bien que ce ne soit pas approfondi dans le présent travail, la présence de Keynes dans le groupe de Bloomsbury¹⁵ se doit d'être mentionnée. En compagnie des Bell, Woolf, MacCarthy et de plusieurs autres écrivains ou artistes, il critique vivement les vieux idéaux anglais concernant la sexualité ou la religion. La sexualité était un sujet de conversation courant au sein du groupe. La bisexualité était acceptée et pratiquée par la plupart. Notons que Keynes, marié en 1925 avec Lydia Lopokova, n'eut point d'enfant¹⁶. Nous pouvons toutefois douter que les positions néo-malthusiennes de Keynes puissent être en cause¹⁷.

Suis-je un libéral? représente aussi, pour Keynes, un médium afin de critiquer la société britannique. La religion de même que le mariage hétérosexuel sont les deux institutions clés du conservatisme anglais :

Le contrôle des naissances et l'emploi de méthodes contraceptives, les lois sur le mariage, le traitement des délits et anomalies sexuels, la situation économique des femmes et celles de la famille : dans tous ces domaines, la législation est encore moyenâgeuse; elles ne sont pas plus accordées à l'opinion et au mode d'existence de l'homme civilisé, qu'à ce que les individus, instruits ou non, se disent en privé (Keynes 1925, p.25).

Keynes laisse toutefois un doute aux lecteurs en indiquant les conséquences d'une législation différente des mariages et de la contraception : « Le contrôle des naissances intéresse d'un côté, l'émancipation des femmes et de l'autre, l'éternelle préoccupation démographique de l'État – et donc les effectifs militaires ou le montant global du

¹⁵ Un grand nombre d'ouvrages se penchent sur le groupe de Bloomsbury et de ses membres. Voir, par exemple, Blot (1992) ou encore la section *Bloomsbury et les apôtres* du livre de Dostaler, *Keynes et ses combats*, pour connaître le rôle de ce groupe dans la vie de Keynes.

¹⁶ Les raisons entourant ce choix, s'il en est un, ne sont pas connues. L'influence de Francis Galton à ce sujet se doit d'être mentionnée (voir la section 4.6). Dans son livre *Hereditary Genius*, il condamne le célibat des intellectuels. Keynes dut se questionner à plusieurs reprises quant à son « devoir » d'avoir un enfant. L'adage « *either being good or doing good* » explique peut-être la décision de Keynes et de Lopokova. Avoir une famille demande du temps et il est donc possible que Keynes privilégia sa carrière. Skidelsky (1992) rapporte que Lopokova a probablement avorté en 1927.

¹⁷ Malthus eut, pour sa part, trois enfants et fut critiqué par ses détracteurs à ce sujet. Rappelons que Malthus conseillait aux pauvres de ne pas avoir d'enfant. Les personnes plus aisées se restreignaient déjà d'avoir de grandes familles.

budget » (Keynes 1925, p.47). Les bénéfiques, pour les travailleuses, de nouvelles lois sur le divorce et la contraception permettraient une émancipation de la plus intolérable des tyrannies alors que le gouvernement national perdrait de nouveaux payeurs de taxe et des soldats. Keynes place ainsi le débat dans une perspective où l'État agit avec un optique mercantiliste. C'est cette optique qui empêche la société d'avancer et de faire progresser le droit des femmes à l'avortement.

3.3 Malthus, malthusien et néo-malthusien

Tout comme c'est le cas pour le darwinisme ou le marxisme, il faut distinguer les idées de Malthus à celles de ses disciples. Il est toutefois maladroit de catégoriser ses adeptes de malthusien¹⁸. Le courant néo-malthusien représente plus adéquatement les diverses adaptations de la pensée du maître. En effet, très peu de penseurs sont en accord avec Malthus lorsqu'il conçoit la contrainte morale comme unique moyen de diminuer la natalité. Le néo-malthusianisme favorise plutôt les politiques antinatalistes telles que la promotion de moyens de contraception ou l'absence d'aide aux familles. C'est en 1879 que le terme néo-malthusianisme fut utilisé pour la première fois par Samuel van Houten alors qu'il était vice-président de la ligue internationale malthusienne. Bien que *l'Essai sur le principe de population* fut publié en 1798, il faut attendre en 1877 avant de voir la création d'une organisation ou d'une institution de ce type. C'est la ligue malthusienne¹⁹ qui fut la pionnière. Établie en Angleterre, berceau de ce courant de pensée, elle fut à l'origine de plusieurs clones à travers l'Europe.

¹⁸ Nous devons l'appellation « malthusien » à Adolphe Blanqui (1841) et « malthusianisme » à Joseph Proudhon (1849). Ces appellations sont donc utilisées après la mort de Malthus. Voir l'Encyclopédie Britannica à ce sujet de même que Wolff (1994).

¹⁹ Voir la section 4.2 pour plus de détails sur la ligue malthusienne.

Bien qu'il y ait eu plusieurs tentatives ultérieures pour mettre en place une organisation faisant la promotion des idéaux néo-malthusiens, Annie Besant et Charles Bradlaugh²⁰ sont les premiers à avoir concrétisé cet objectif. C'est en juillet 1877 que l'écrivaine Annie Besant fit la proposition aux membres de la *London Dialectical Society* de mettre en place une telle institution. L'approbation fut donnée par un sous-groupe de dix personnes parmi lesquelles figurent les premiers présidents et vice-présidents de la future organisation²¹. Le hasard, si s'en est un, a fait que la création de la ligue se fasse au moment où le taux de natalité commençait à chuter drastiquement en Angleterre. La promotion des moyens de contraception par les néo-malthusiens a probablement accentué ce phénomène. Toutefois, comme l'explique Angus McLaren (1978), cette baisse de natalité eut lieu dans plusieurs autres nations où la défense des idéaux néo-malthusiens étaient beaucoup moins importante.

Les positions de Malthus et de celles de ces « disciples » néo-malthusiens sont différentes sous plusieurs aspects²². La promotion des moyens de contraception représente l'élément le plus important distinguant les positions de Malthus de celles du néo-malthusianisme. Rappelons que la contrainte morale est la solution proposée par le révérend pour diminuer l'accroissement de la population. Malthus considère ainsi le mariage comme étant responsable du lien naturel poussant un homme et une femme à procréer. Prévenir les mariages précoces s'avère donc la technique privilégiée par les malthusiens pour diminuer la

²⁰ Le livre *The Fruits of Philosophy*, écrit par l'américain Charles Knowlton, traitant du contrôle des naissances, joua un rôle important dans la popularisation des idéaux néo-malthusiens. Cet ouvrage fut publié par la maison d'édition de Bradlaugh et Besant ce qui leur valut un procès et une peine d'emprisonnement qu'ils ne firent pas en raison d'un vice de forme dans le verdict. L'objectif des deux écrivains était d'attirer l'attention du public sur l'importance d'un débat public concernant la contraception. Voir le livre de Manvell (1976) à ce sujet.

²¹ Voir la note 10 du chapitre IV pour une brève description du premier président de la ligue, soit Charles Drysdale.

²² Le chapitre *Neo-malthusianism not the teaching of the Rev. T. R. Malthus (1766-1834)* du livre de Ussher (2009) présente l'une des meilleures explications concernant la dissidence des points de vue partagés par Malthus et les néo-malthusiens. Une anecdote est particulièrement intéressante à ce sujet. À chaque mois, la revue *The Malthusian* affiche sur sa page couverture une citation de Malthus qui, prise hors contexte, permet de croire qu'il était en faveur des moyens de contraception. C'est évidemment sur cette question épineuse qu'il y a le plus de discordance entre les néo-malthusiens et Malthus. Ce dernier réprouvait complètement l'utilisation de ces techniques immorales pour contrôler les naissances.

natalité. L'attitude des néo-malthusiens est évidemment distincte. Ces derniers acceptent la plupart des techniques pour restreindre l'accroissement démographique que ce soit par le biais des méthodes contraceptives, de l'augmentation de l'âge du mariage ou du célibat. En ce qui a trait à la stérilisation et à l'avortement, les points de vue sont variés. Bien entendu, les positions diffèrent grandement entre un néo-malthusien de la fin du 19^{ème} siècle et un néo-malthusien du 21^{ème} siècle. Comme nous le verrons ultérieurement, les positions de Keynes et de Myrdal se modifieront avec les années. Ajoutons que ce ne sont pas seulement les techniques pour décroître la population qui changent avec le temps, les raisons pour favoriser des politiques antinatalistes ont également évolué. L'environnement et les limites de la croissance représentent une perspective complètement ignorée par les néo-malthusiens jusqu'au alentour des années 1970. Notons également que les organisations néo-malthusiennes s'allièrent à plus d'une reprise avec les mouvements féministes. Il faut comprendre que leurs objectifs se croisent lorsqu'il est question de l'accessibilité au travail des femmes.

Une autre clarification se doit d'être mentionnée. Il ne faut pas confondre le courant néo-malthusien avec ce qu'on appelle le « darwinisme social²³ ». Ce courant de pensée suggère que l'hérédité joue un grand rôle dans la réussite sociale des individus. Herbert Spencer est l'un des premiers à populariser l'idée qu'il y a une sélection naturelle chez l'homme. Malgré cela, il ne faut pas exagérer l'importance de cette découverte. Comme ce fut expliqué par Hayek, les sciences sociales avaient déjà introduit des idées similaires avant la publication de *L'origine des espèces*. Le meilleur exemple de penseur ayant introduit des éléments de « darwinisme social » dans ses écrits est certainement Malthus. En effet, Darwin a reconnu lui-même que la lecture des *Essais* avait joué un rôle dans l'élaboration de sa théorie :

In October 1838, that is, fifteen months after I had begun my systematic inquiry, I happened to read for amusement Malthus on *Population*, and being well prepared to appreciate the struggle for existence which everywhere goes on from long-continued observation of the habits of animals and plants, it at once struck me that under these circumstances favourable variations would tend to be preserved, and unfavourable ones

²³ Patrick Tort rapporte que c'est Émile Gauthier qui fut le premier à utiliser le terme « darwinisme social ».

to be destroyed. The results of this would be the formation of a new species. Here, then I had at last got a theory by which to work (Darwin 1876, p.45).

Il n'y a toutefois pas de consensus quant à l'importance des écrits de Malthus dans la conception de la théorie de la sélection naturelle. Fait étonnant, Darwin désavouait, tout comme Malthus, l'utilisation des moyens de contraception. Il écrit dans une lettre à Bradlaugh en 1877 qu'il ne peut témoigner en faveur de ce dernier et de Mme. Besant puisqu'il croit que ces pratiques conduiront à la destruction de la chasteté de la femme. Malthus et Darwin ont ainsi connu un sort similaire. Les courants de pensée portant leur nom ne représentent pas adéquatement leurs idées.

3.4 Changement de cap

L'une des dernières fois que Keynes s'exprima sur le sujet qui nous intéresse, fut à l'occasion d'une conférence, en 1937, pour la *Eugenics Society*²⁴. L'exposé de Keynes a pour objectif d'expliquer les implications du taux de croissance de la population sur la demande de capital. Ce discours est marquant puisque Keynes s'éloigne de ses positions antérieures. Il débute par une projection sur le taux de croissance de la population :

[...] nous aurons à faire face d'ici très peu de temps à une population stationnaire ou même déclinante. Nous ne savons pas encore précisément quel sera le taux de diminution, mais il est quasiment certain que, comparé à ce que nous avons connu, le changement sera considérable (Keynes 2002, p.260).

Il justifie la précision de cette estimation par un commentaire sur la prévisibilité de la démographie. Cette discipline, contrairement au politique ou à l'économique, a un grand pouvoir de précision. Ce sont les délais qui permettent de prévoir avec une quasi exactitude les grandes mouvances dans la population. Notons que Keynes fit plusieurs prédictions dans

²⁴ Voir la section 4.6 pour plus de détails sur les positions de Keynes concernant l'eugénisme et la stérilisation.

ces différentes sciences sociales obtenant un degré de précision mitigé²⁵. Ce changement de cap à l'égard des politiques démographiques à mettre en place est donc provoqué par une modification du taux d'accroissement de la population. Il faut aussi prendre conscience des changements conjoncturels de l'économie. La crise de 1930 exige un remède efficace. Une redistribution des revenus permet ainsi d'obtenir une augmentation de la consommation des ménages tout en augmentant la natalité.

La baisse projetée du taux de croissance de la population coïncide, à certains égards, avec la théorie malthusienne. Malthus ne s'est pas fait prophète sur cette question. Il est possible de croire que les rendements marginaux décroissants des vieux pays ne pouvaient conduire à une autre situation. Il y a donc une équivalence entre les positions de Malthus et de Keynes. La population mondiale croîtra de moins en moins vite perturbant la demande effective. Bien que Malthus n'ait pas commenté une telle situation, il est intéressant de remarquer, qu'une fois de plus, Keynes utilise des éléments théoriques développés par ce dernier. L'accroissement de la natalité est l'une des causes d'une augmentation du stock de capital. Keynes en distingue deux autres : une hausse du niveau de consommation moyen de même qu'une hausse de la longueur moyenne de la période de production. Dans de telles circonstances, une décroissance de la population, tel qu'annoncée par Keynes, ne laisse que deux alternatives pour conserver un même niveau de capital. Il ajoute qu'une tendance émerge dans la société à désirer des produits de durabilité moindre. Ces objets nécessitent moins d'investissement de capital. Les innovations modernes permettent cette réduction d'investissement, sans, toutefois, modifier le produit final. Ainsi, le niveau de vie semble le seul moyen d'accroître le stock de capital. Encore une fois, Keynes se fait prophète de malheur. Il écarte la possibilité de voir le niveau de vie croître suffisamment pour maintenir le stock de capital. Deux politiques sont proposées pour assurer la prospérité : la baisse du taux d'intérêt et une répartition du revenu plus équitable. Le taux d'intérêt doit être réduit

²⁵ Il réussit à prédire l'alliance germano-soviétique dans une lettre à Kingsley Martin. Il annonça également que l'Homme ne travaillerait seulement que quelques heures par jour au début du 21^{ème} siècle. Quant au taux de fertilité anglais, Keynes se trompa ne prévoyant pas la hausse de celui-ci après le deuxième conflit mondial. Toye mentionne qu'étonnamment, très peu de gens avaient pris en considération la crise économique de même que la guerre pour expliquer la baisse de natalité dans les années 1930 et le début des années 1940.

suffisamment pour diminuer l'épargne. La répartition du revenu agit également en ce sens puisque la propension à épargner est plus grande chez les classes sociales plus nanties.

Il termine son exposé en affirmant ne pas être en contradiction avec les vieux malthusiens. Une population déclinante ne permet une élévation de la qualité de vie matérielle qu'à condition qu'il n'y ait pas une baisse de la demande effective :

[...] nous avons appris qu'un autre diable, au moins aussi féroce que le diable malthusien, est accroché à nos basques : le diable du sous-emploi qui surgit d'une diminution de la demande effective. Peut-être ce second diable peut-il lui aussi être qualifié de malthusien, puisque c'est bien Malthus qui en a parlé en premier. (Keynes 2002, p.271)

Pour qu'une nation connaisse une amélioration de ses conditions matérielles, il ne suffit pas qu'elle ait une population stationnaire ou en déclin comme le mentionne les Malthusiens. Une politique combinant une baisse du taux d'intérêt et une hausse de la consommation est nécessaire. Keynes fait le pont entre sa théorie économique développée en partie dans sa *Théorie générale* et sa position pro-nataliste. En redistribuant les revenus équitablement dans la société, la demande effective augmentera grâce aux différents taux de propension à consommer²⁶. La natalité s'en trouvera également affectée par le biais de la hausse des revenus chez les pauvres. Ne mentionnant pas les vertus de la race anglaise, comme il l'avait fait préalablement, il préfère argumenter en utilisant le concept de demande effective.

Il est dommage que Keynes n'ait pas vécu suffisamment longtemps pour apercevoir la hausse de la fécondité dans les années 1950 et 1960. Aurait-il prôné un contrôle des naissances par le biais des moyens de contraception ou aurait-il, plutôt, contrecarré sa proposition de répartition des revenus? Notre avis, quoique tout à fait spéculatif, est que Keynes aurait continué à privilégier une répartition des revenus au sein de la société. Cette prise de position s'explique par l'ouverture d'esprit de ce penseur. Son entourage avait une grande influence sur ses positions politiques, économiques ou encore, philosophiques. Son départ de la plupart des institutions néo-malthusiennes et son plan pour établir une allocation

²⁶ À ce sujet, il est intéressant de remarquer comment Keynes utilise le concept de propension à consommer développé par Malthus.

familiale dans les années 1940 (nous y reviendrons) permettent de croire que le Keynes « *Jeremiah Malthus*²⁷ » ne serait pas de retour.

Le début de la Deuxième Guerre mondiale et l'offensive nazie en France sont des moments marquants pour Keynes. Il écrira *How to pay for the war* en 1939 et œuvrera pour le Trésor britannique à partir de 1940. Ce livre est controversé à bien des égards. Après le triomphe de la *Théorie Générale*, et du concept de demande effective, comment ne pas être abasourdi par un plan d'épargne obligatoire? Selon Keynes, le financement de la guerre devait se faire grâce à des certificats d'épargne. Le remède est donc différent de celui préconisé pendant la Grande crise. L'excès de demande en temps de guerre demande une tout autre approche²⁸. Il est à noter que le financement devait provenir principalement des gens les plus fortunés, soit ceux ayant un revenu supérieur à 250 £. Les personnes nanties étaient donc celles qui devaient financer la guerre contre les nations de l'Axe. Dans ce même plan, une clause est particulièrement intéressante. Il s'agit d'un paiement effectué aux familles ayant des enfants. La somme proposée était de cinq shillings par semaine et par enfant de moins de 15 ans. Cette proposition est plus ambitieuse que celle qu'il avait proposée ultérieurement dans le *Times*. Dans les deux articles publiés en 1939 dans ce périodique, Keynes s'était prononcé en faveur d'un revenu minimal exemptant les plus pauvres de l'épargne forcée. Ce revenu minimum était ajusté à la hausse pour les hommes mariés et ce, selon la taille de leur famille. Cette proposition fut critiquée puisque l'allocation familiale était jugée insuffisante²⁹. Voilà pourquoi Keynes proposa un montant de cinq shillings. Encore une fois, il n'échappa pas à la critique puisque des économistes, tel Sir John Hicks, trouvèrent ce montant trop élevé (Keynes 1971, pp.92-107).

²⁷ Keynes était surnommé ainsi par plusieurs de ces élèves. Voir le journal de son élève Hugh Dalton (27 août 1942) à ce sujet.

²⁸ Dans le débat « *Rules versus Discretion* », Keynes privilégie la seconde approche. Contrairement à Friedman ou encore, à Henry Simons, Keynes considère que les gouvernements doivent se baser sur des hommes comme lui pour prendre des décisions.

²⁹ Toye mentionne qu'Eva Hubback et Eleanor Rathbone furent parmi les personnes ayant correspondu avec Keynes suite à ses articles dans le *Times*.

Avant d'amorcer une réflexion sur les motifs poussant Keynes à prôner l'introduction d'une allocation familiale, il semble opportun d'éclaircir son ambivalence en ce qui a trait au diable malthusien. Rappelons son observation selon laquelle le nombre d'habitants en Angleterre pourrait diminuer sous peu. Ainsi, l'accroissement démographique n'est plus une nuisance en soit. Le diable malthusien disparut aussi vite qu'il avait réapparu au lendemain de la Grande Guerre. Comme il l'avait expliqué dans son texte publié dans la *Eugenics Review*, une répartition plus équitable des revenus avait l'avantage de permettre l'atteinte de deux objectifs distincts, soit une hausse du taux de fécondité et de la consommation. Pourtant, la situation est différente en temps de guerre. L'effort de guerre exige que chacun se sacrifie pour la nation. Avec l'implantation de certificats d'épargne forcée, Keynes souhaite atteindre deux objectifs. D'une part, l'épargne devait servir à l'achat des équipements nécessaires à la victoire des Alliés. D'autre part, cette épargne forcée se devait d'être discriminatoire. Les riches et les célibataires devaient contribuer plus que les pauvres et les familles à l'effort de guerre.

Comme l'expliquait Malthus, un transfert de revenu des célibataires aux parents a toutes les chances de provoquer une hausse de la population. Keynes partage ce point de vue, mais considère bénéfique une telle augmentation. La faible natalité observée en Angleterre se doit d'être combattue. De plus, la deuxième Guerre Mondiale est la justification employée par Keynes³⁰ pour proposer cette réforme sociale : « [...] le besoin de cette réforme est tellement plus grand en de telles circonstances que cela peut être le meilleur moyen d'en profiter » (Keynes 1996, p.53). Keynes s'inquiétait aussi des difficultés politiques que rencontrerait une telle proposition au lendemain de la guerre.

L'ambivalence de Keynes, quant aux idées malthusiennes, n'est pas surprenante lorsque l'on considère sa personnalité. Son discernement de même que son attention particulière aux faits l'obligèrent, plus d'une fois, à changer d'opinion. Cette recherche de la vérité devint de plus en plus importante avec les années et c'est ce qui explique sa décision de désavouer les idéaux antinatalistes de Malthus. L'atteinte d'une justice sociale ne relevait plus uniquement

³⁰ Harrod propose également comme explication que Keynes était convaincu que l'épargne forcée permettrait une avancée sociale. Pour sa part, Toye affirme que l'un des objectifs premiers fut un calcul politique pour avoir le support de la classe ouvrière et de ses principaux dirigeants.

d'une baisse de la natalité, mais de biens d'autres éléments tels qu'une allocation familiale. Ainsi, Keynes changea brusquement de camps délaissant ces positions néo-malthusiennes en faveur de politiques familiales. Notons que les opinions des proches (amis ou collègues) de Keynes ont joué un rôle important dans ce volte-face. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, il prit ses distances avec Marie Stopes, membre de la *Society for Constructive Birth Control and Racial Progress*.

Bien que ses positions sur la population étaient plus modérées³¹ que celles de Malthus, il est responsable de la popularisation de ses thèses économiques et démographiques. L'entrée en guerre de l'Angleterre en 1939 changea également ses optiques sur la démographie. Le changement de perception de Keynes, quant à l'aide parentale, s'inscrit dans l'ère de l'époque. À d'autres endroits en Europe, de telles politiques avaient été proposées et mises en place. L'élargissement du droit de vote, l'accès au marché du travail pour les femmes, l'implantation de l'assurance chômage sont quelques-unes des grandes réformes sociales adoptées nationalement dans la première moitié du 20^{ème} siècle. Un pays non-communiste se distingue de ses voisins dans cette mouvance sociale, la Suède.

³¹ Le terme modéré est employé pour signifier l'ajout de freins préventifs dans son argumentaire. Il n'épousa pas l'idée selon laquelle l'abstinence était la seule échappatoire au diable malthusien.

CHAPITRE IV

GUNNAR MYRDAL : L'ÉTAT-PROVIDENCE SUÉDOIS

La Suède qu'observa Malthus lors de son voyage de 1799 se transforma tout au long du 19^{ème} siècle. C'est dans la seconde moitié de ce siècle que ce pays connut son industrialisation. Construction de lignes de chemin de fer, essor des communications et exode rural¹ caractérisent cette période historique. La population passa de 3,5 millions en 1850 à plus de 5 millions cinquante ans plus tard. Malgré tout, comme le précise Jean-Pierre Mousson-Letang, professeur à l'Université de Strasbourg, cet accroissement démographique ne causa point de problème jusqu'en 1880 :

[...] la production suédoise suffisait, sauf accident majeur, à satisfaire les besoins de consommation de la population. Cette situation de quasi-autosuffisance s'altéra parce que les nouveaux moyens de communication permettaient l'acheminement à moindre prix des céréales russes ou américaines. Une grave crise éclata en 1886-1888 (Mousson-Letang 1994, p.175).

Le dilemme politique entre le libre-échange et le protectionnisme prit une ampleur grandissante. Devait-on protéger les agriculteurs suédois de la concurrence étrangère ou privilégier le commerce extérieur, vital pour ce petit pays? Les décennies suivantes n'améliorèrent pas la situation économique de cette nation. La crise économique débutant en 1929 toucha grandement la Scandinavie. Le chômage augmenta considérablement et le

¹ Il est à noter que la Suède, pays agricole, vit sa population des campagnes passer de 88% de la population totale en 1860 à 78% en 1900. À ce sujet, voir le livre de Mousson-Letang (1994, p.174).

mécontentement était généralisé². Une manifestation, en particulier, marqua le sort de cette société. En 1931, à Ångermanland, plusieurs manifestants perdirent la vie sous les coups de feu de la police. L'année suivante, le Parti social-démocrate suédois des travailleurs (SAP) prit le pouvoir et ce, pendant plus de quarante années (1932-1976) alternant entre coalitions, alliances et majorité.

4.1 Knut Wicksell

Cambridge est, sans contredit, un endroit particulier dans l'essor de la discipline économique. De nombreux hommes influents du 20^{ème} siècle se sont rencontrés dans l'enceinte de cette université. Marshall et Keynes attirèrent l'attention de leurs collègues économistes dans toute l'Europe. Ils firent même la connaissance de Johan Gustaf Knut Wicksell (1851-1926), en 1916, dans cette université. Ce Suédois, fondateur de l'École de Stockholm, est malheureusement peu mentionné par ses contemporains. Lindhal, Ohlin, Lundberg et Svernlund sont quelques-uns de ses disciples. Notons que son influence dépasse les frontières de ce pays. Dennis Robertson est l'une des personnes qui fit connaître à Keynes les travaux de Wicksell³. Les théories de Wicksell, Robertson et Keynes concernant les cycles d'investissement et d'épargne ont beaucoup en commun (voir Wood 1994, T.2 p.28). Wicksell se distingue de ses collègues⁴ par son appui à l'interventionnisme étatique de même que par son non-conformisme. Arrêté pour des propos favorables à un jeune anarchiste, il fit deux mois de prison en 1909. Cette incarcération lui donna le temps nécessaire pour l'écriture de son livre *Théorie de la population, sa composition et ses modèles de changement*. La

² Pendant toute les années 1920 et 1930, le chômage en Suède demeura au-dessus de 10%. C'est en 1922 qu'il atteignit son sommet en surpassant la barre des 25%. Voir le texte de Boianovsky (1998, pp.119-275) à ce sujet.

³ Richard F. Kahn mentionna à Keynes l'existence de travaux similaires à son *Treatise on money* (1930) parus en Suède. Il traduisit en anglais le livre de Wicksell *Interest and prices* (1936) selon la demande de Keynes et participa également au projet de traduire les *Lectures on Political Economy*.

⁴ Cassel, Davidson et Hecksher sont, avec Wicksell, les représentants les plus connus de la première génération d'économistes en Suède.

démographie est un sujet abordé à plusieurs reprises par Wicksell lors de conférences. Néo-malthusien convaincu, il a laissé sa marque en Suède.

C'est en 1880 que Wicksell se fait connaître sur la scène publique. Il mentionne dans un discours à Uppsala (Upsal en français) que le maux touchant le pays avec le plus de vivacité était la surpopulation⁵. Ce commentaire lui vaut les critiques d'un économiste en particulier, David Davidson. Ce dernier lui reproche ses lacunes en économie⁶. Selon Liv Wicksell Nordqvist, petite fille d'Anna Bugge et de Knut Wicksell, c'est ce commentaire qui poussa Wicksell à s'intéresser à l'économie⁷. En plus d'exceller dans cette discipline, il publia 400 articles dans son pays natal⁸. Mathématicien de formation, il tourna son attention vers les problématiques sociales. Un livre en particulier, publié en suédois en 1878, l'attira dans cette direction: *The elements of social science, physical, sexual and natural religion; An explanation of the true causes of the three primary evils of society – Poverty, prostitution, and celibacy*⁹. L'auteur de cette publication, le médecin George Drysdale (1825-1904), dédia ce livre à la pauvreté et à la souffrance. Ces deux éléments devinrent l'inspiration de Wicksell

⁵ Wicksell estima en 1910 que la population optimale que la Suède se devait de conserver était de trois millions au lieu de cinq millions. Il commenta avec la même attitude la surpopulation de l'Europe. Il croyait qu'une diminution d'un quart de la population de ce continent était nécessaire pour améliorer les conditions de vie. Voir son livre *Théorie de la population, sa composition et ses modèles de changement* à ce sujet.

⁶ Davidson deviendra un ami et collègue de Wicksell par la suite. Cadet de 3 ans de Wicksell, il est le premier des économistes de l'École de Stockholm. Tout en étant l'un des fondateurs de cette école de pensée, il demeure l'un des derniers grands théoriciens classiques suédois. Davidson prêta même sa propre copie de *l'Essai sur le principe de population* de Malthus à Wicksell. En effet, Wicksell n'avait lu Malthus qu'à travers les passages cités par Drysdale.

⁷ Il excella, dans cette discipline, obtenant une chaire à Lund. Voir le livre de Liv Wicksell Nordqvist, *Anna Bugge Wicksell: En Kvinna Fore Sin Tid* [Anna Bugge Wicksell: Une femme avant son temps] (1985).

⁸ Le nombre ne peut qu'être estimé. Bo Sandelin, pour sa part, mentionne que Wicksell a écrit plus de 800 articles dont seulement quelques-uns furent publiés par la suite en anglais.

⁹ Dans ce livre, Drysdale insère des chapitres des *Essais sur le principe de population* de même qu'un sommaire des *Principes d'économie politique* de John Stuart Mills. Wicksell fit la rencontre du frère de George Drysdale, Charles, en 1885 lors d'une visite à Londres. Charles Drysdale fut le président de la ligue malthusienne et l'un des porte-paroles des idées de son frère. Voir l'article de Drouard (2003) concernant la vie des deux frères Drysdale.

pour le reste de sa vie. L'opinion de Drysdale quant à la loi de la population de Malthus est sans équivoque :

In spite of the unanswerable reasonings of Mr. Malthus [...] to show that attention to this law can alone enable mankind to solve the social problems, or to emerge from the miserable abyss of poverty, in which the greater part of our race is at present sunk [...] (Drysdale 1877, p.272).

Il affirme que deux raisons ont empêché les idées de Malthus de se propager dans l'esprit des gens. D'une part, son caractère sexuel et d'autre part, l'erreur qu'il a commise en ne considérant aucune solution au problème de la loi de la population si ce n'est la contrainte morale. Wicksell ne fut pas arrêté par ses deux éléments. Sa personnalité et son attitude radicale sur des sujets controversés l'amènèrent à être successivement réprimandé par les autorités universitaires, publiquement dénoncé comme étant un « apôtre de la promiscuité » et emprisonné pour blasphème. Sur la scène publique, il devint l'un des ennemis du clergé, de la bourgeoisie de même que des écoles de médecine. Ce dernier groupe n'approuvait pas ses propos sur le contrôle des naissances. Wicksell se distancie de Malthus en ce qui a trait à l'utilisation des moyens de contraception. La science permet aux familles ne voulant pas d'enfant d'atteindre ce désir sans pour autant renoncer aux relations sexuelles.

C'est en 1880 qu'il publie ses notes qu'il avait eu l'occasion de lire deux fois plus tôt la même année¹⁰. Plusieurs millions de copies du pamphlet furent vendues et les journaux commentèrent ses propos. Dans ce texte, il annonce que l'ivrognerie est plus présente chez les pauvres que chez toute autre classe sociale. La définition que fait Wicksell de la pauvreté se doit d'être mentionnée. Il considère un pauvre comme étant une personne ne pouvant se procurer ce qu'il désire désespérément (*direly*). Certains étudiants universitaires se retrouvent donc dans cette catégorie. Leur ivresse est due, en grande partie, au désir refoulé d'avoir une femme et des enfants. Ils repoussent le moment de leur mariage de plusieurs années voulant acquérir un diplôme de même qu'un emploi avant de s'associer à leur douce moitié. Bien que

¹⁰ Le titre initial de ces notes fut *Några ord om samhällsolyckornas viktigaste orsak och botemedel med särskildt afseende på dryckenskapen* [Quelques remarques sur la principale cause de misère sociale et le meilleur moyen d'y remédier, avec une attention particulière à l'ivresse]. Voir la traduction anglaise de ce texte dans le recueil d'essais de Knut Wicksell (1999).

cette situation ne soit pas idéale, Wicksell met en garde les tenants d'un abaissement de l'âge du mariage :

For if the number of marriages were to increase, for one reason or another, then if no other change occurred at the same time, the number of children born would only become greater, and as I shall attempt to elaborate in the sequel, this would necessarily make it not less but far more difficult for the next generation to enter into marriage than for the present generation (Wicksell 1997, T.2 p.92).

Avec de tels propos, Wicksell confronte l'idée répandue selon laquelle le relâchement de la morale chez les jeunes causait la diminution du taux de mariage. Cette position est notamment défendue par Montesquieu. Selon Wicksell, c'est la diminution du taux de mariage et donc, l'augmentation de l'âge du mariage qui cause l'irresponsabilité et l'alcoolisme.

Il présente ainsi un argumentaire néo-malthusien puisque, tout comme Malthus, il considère que la pauvreté est la conséquence directe du déséquilibre entre les subsistances et la population. Les propositions pour sortir les gens de la misère sont nombreuses. Néanmoins, Wicksell ne veut pas se prononcer sur l'application de politiques ayant une double alternative. Par exemple, la mise en place du libre-échange est contestée par les protectionnistes qui, à leur tour, sont critiqués par les libre-échangistes. Il préfère se concentrer sur une solution associée au malthusianisme. Malthus a montré que l'abstinence morale de même que repousser l'âge du mariage étaient les seuls moyens d'aider les pauvres. Wicksell affirme que l'expérience anglaise a montré que de telles mesures étaient adroites pour irradier la pauvreté. Or, puisque Wicksell fut agnostique pendant la presque totalité de sa carrière académique, il put se positionner en faveur de l'utilisation des moyens de contraception. Il n'en demeure pas moins que pour combattre l'infanticide, l'ivrognerie et la misère humaine, il est nécessaire de diminuer le nombre d'enfants par famille :

At present, the average number of children in each family is four or five; it must be limited to two or three. [...] the one correct average compatible with a *healthy* increase in the population must be found somewhere between two and three, and in future we must strive to meet this goal, if we are to have any hope of permanent relief from poverty and all social misery (Wicksell 1997, T.2 p.106).

Arriver à un tel résultat peut sembler inconcevable à première vue. Seulement un pays a réussi cet exploit par le passé, la France. Pendant le 19^{ème} siècle, la nation française a diminué le nombre d'enfants par mariage passant de 3,93 en 1800 à 3,02 en 1860¹¹. À quoi doit-on cette chute? Il répond que c'est le désir d'améliorer le sort de leurs enfants qui a poussé les Français à réduire la taille de leur famille. Le peuple suédois doit s'inspirer de ce qui a été fait dans ce pays. C'est lorsque les enfants quittent le domicile familial qu'ils deviennent une proie facile pour le vice. Les parents doivent être aptes à les aider le mieux qu'ils le peuvent dans ce moment important de leur vie.

Wicksell ajoute que ce sont les pauvres qui doivent s'abstenir d'avoir une grande famille. Les riches n'ont pas beaucoup d'enfants et c'est un des éléments expliquant leur richesse: « [...] I believe the rich have always had fewer children than the poor. [...] the rich man knows that the wealth he leaves will no longer be a fortune if it has to be divided into too many portions¹² » (Wicksell 1997, T.2 p.108). Il reprend donc l'argument de Malthus selon lequel l'abstinence est une valeur absente chez certaines classes sociales. Wicksell mentionne que les riches se doivent de montrer l'exemple aux pauvres de même qu'à leurs propres enfants. Malgré tout, il n'est pas en accord avec le rejet effectué par Malthus concernant les méthodes contraceptives. Si les docteurs, guidés par la science, sont capables de permettre l'exercice des relations conjugales, sans pour autant provoquer la fécondation, il est de leur devoir envers la société d'indiquer l'existence de telles pratiques (Wicksell 1997, T.2 p.108). Wicksell termine ses notes de 1880 avec un appel à la conscience chez les jeunes habitants de la ville d'Uppsala. Il leur demande de former une (ou des sociétés) dans laquelle les idées proposées précédemment seraient mises à exécution. Chaque membre devrait faire, à son

¹¹ Wicksell utilise les données d'Alfred Legoyt publiées dans son livre *La France et l'étranger, études de statistique comparée*. Ces chiffres ont été cités par Karl Kautsky en Allemand dans la publication *Der Einfluss der Volksvermehrung* [L'influence de la multiplication populaire].

¹² Rappelons que Malthus, par sa position cléricale, avait balayé de la main l'usage des moyens de contraception au nom de la morale. Wicksell, pour sa part, devint agnostique et rejeta son éducation religieuse à partir de 1874. Il s'objecta le restant de sa vie contre certaines pratiques de l'Église suédoise. Celle-ci obligeait les prêtres à prôner le discours qu'il leur était enseigné et non de croire en leur opinion respective. Voir l'introduction d'Érik Lindahl dans Wicksell (1969).

entrée, un serment d'allégeance afin de s'obliger à n'avoir pas plus de trois enfants. L'exclusion serait la punition en cas de dépassement de la limite d'enfants par famille.

En ce qui a trait aux politiques à mettre en place dans une nation toute entière, il faut se tourner vers un autre discours de Wicksell, *La population optimale*¹³. Dans celui-ci, il mentionne que les économistes devraient estimer la population optimale de chaque nation. Étant donné les caractéristiques d'un pays, par exemple, l'étendue de son territoire, la fertilité des sols et la population totale, quelle devrait être la taille optimale de la population pour maximiser le bonheur des gens¹⁴? Il ne s'agit plus, pour Wicksell, de restreindre l'accroissement de la population impunément, mais plutôt de trouver la taille optimale de celle-ci et de mettre en place les mesures nécessaires pour maintenir un tel nombre. Si la taille de la population optimale est supérieure à la population actuelle, alors les politiques natalistes deviennent importantes pour augmenter le bien-être de la population. Dans le cas contraire, il faut mettre en place les politiques néo-malthusiennes.

Comment savoir quelle devrait être la population optimale est une question à laquelle Wicksell ne répond que brièvement, mentionnant le manque de temps pour le faire. Il ajoute qu'aucun estimé ou formule n'a encore été trouvés et ce, par quelque économiste que ce soit. Pour trouver cet équilibre parfait entre la nature et l'homme, il faut bien saisir les deux forces opposées qui exercent une pression constante lorsque la population croît. D'une part, la productivité du travail diminue lorsque tous les habitants ont une plus petite part de terre ou de ressources en général. D'autre part, une force inverse, celle de la division du travail ou encore, de l'organisation de l'industrie, contrebalance le premier effet. La population

¹³ Ce discours fut publié dans une revue allemande en 1910. Il est présenté intégralement en anglais dans les Presses de l'Université de Chicago, *Wicksell on population*. Voir également l'article *Economic development and cultural change* (1973, pp.205-211).

¹⁴ David Davidson s'opposa à la théorie de la population optimale dans son article *Aftonbladet* de 1926. Des passages de ce texte sont cités dans Myrdal (1934). Cette réplique avait notamment pour objectif de critiquer l'idée qu'un arrêt de la croissance de la population est souhaitable puisque les races supérieures, par exemple les Suédois, ne devaient pas arrêter de croître en nombre. Hecksher et Ohlin voyaient également d'un bon œil la baisse de la natalité en Suède. Ils ont certainement influencé Gunnar Myrdal à ce sujet. Voir le livre de Carlson (1990) pour plus de détails. Myrdal confrontera également l'idée selon laquelle les économistes se doivent d'estimer la population optimale. Voir la section 4.4 à ce sujet.

optimale doit être obtenue lorsque ces deux éléments s'annulent, mais attention, la cible optimale se modifie avec le temps : « The profusion of new discoveries and the growth of technical knowledge will most often, if not always, displace it » (Traduit par Overbeek 1973, p.210). Les nouvelles technologies agricoles sont toutefois inutiles si elles ne permettent pas une plus grande productivité par travailleur. Comme l'explique Wicksell en confrontant l'opinion de Karl Kautsky, un socialiste allemand, il ne faut pas croire que de nouvelles inventions améliorant la productivité par unité cultivée soit une bonne chose pour le bonheur des hommes. Tout comme Malthus l'expliquait, une plus grande quantité de nourriture ne résout pas le problème de la loi sur la population.

4.2 La ligue malthusienne

L'admiration de Wicksell à l'endroit de l'œuvre économique et démographique de Malthus explique sans l'ombre d'un doute sa présence dans la ligue malthusienne. Fondée en 1877, soit 33 ans après la mort de Malthus, cette ligue avait pour objectif d'opposer une résistance à toute tentative de faire s'éteindre la discussion sociale sur les questions de la population¹⁵. Ce fut également la première organisation prônant la pratique du contrôle des naissances en Angleterre. Par contre, il ne faut pas se fier au nom de la ligue pour connaître les positions des membres de celle-ci. La ligue malthusienne, par la promotion des moyens de contraception et du contrôle des naissances par d'autres méthodes que l'abstinence, s'éloigne des thèses de Malthus et s'approche plus du mouvement néo-malthusien¹⁶. Étonnamment, la promotion des moyens de contraception se faisait la plupart du temps par l'entremise des médecins. La ligue ne donnait presque aucune information pratique sur le contrôle des naissances. Le but était d'éduquer les docteurs qui, eux, seraient en mesure de conseiller leurs

¹⁵ De nombreux ouvrages traitent de la fondation et des membres les plus influents de cette association. Le livre de Ledbetter (1976) est une excellente source pour connaître l'histoire de cette organisation. Il est à noter que ce serait un acte du Parlement anglais, le « Lord Campbell's Act », qui aurait causé l'apparition de cette ligue. L'interdiction de vendre la brochure « Les Fruits de la Philosophie » de même que des condamnations pour avoir vendu cette publication sont perçues comme étant les éléments déclencheurs du mouvement néo-malthusien.

¹⁶ Voir la section 3.3 pour des explications supplémentaires concernant les différentes interprétations de l'œuvre de Malthus.

patients. De plus, dès 1880, la ligue malthusienne avait établie une section médicale ce qui permettait d'attirer l'attention des physiciens et des médecins (McLaren 1978).

Notons également la présence de Keynes dans cette organisation. Sa position de vice-président au sein de la ligue se doit d'être mentionnée. Il écrivit à plusieurs reprises dans la revue de la ligue nommée *Malthusian*. Cette revue représentait bien les vues de Keynes concernant la population (Weeks 1989, p.130). Ce fut tout le contraire lorsqu'il est question de ses relations avec les autres membres de la ligue malthusienne et de la *Society for Constructive Birth Control and Racial Progress*¹⁷. Ces relations avec Marie Stopes et Eleanor Rathbone étaient parfois très tendues puisque ces dernières ne partageaient pas les idéaux néo-malthusiens. Il faut comprendre qu'il existait, au début du 20^{ème} siècle, plusieurs associations ou regroupements faisant la promotion des moyens de contraception pour différentes raisons.

Keynes quitta ses fonctions de la ligue malthusienne pour divers motifs. Les progrès en matière de contrôle des naissances en Angleterre permettent de croire que Keynes ne considérait plus cette croisade comme étant cruciale. Une autre explication est celle du biographe Skidelsky :

In January 1943, he resigned as vice-president of the Malthusian League in protest against the decision of its Council to urge the government to take steps to restrict the fecundity of the poor – a policy of which he had approved as a young man, but which now struck him as grossly insensitive in the light of Hitler's eugenics experiments (Skidelsky 1986, p.226).

Notons que, pendant les années 1920, Keynes fut également membre d'organisations telles que la *Society for Constructive Birth Control and Racial Progress*, la *Eugenics*

¹⁷. Cette organisation fut fondée par Marie Stopes peu de temps après l'ouverture de la première clinique d'avortement en Angleterre. Communément appelé la CBC, la *Society for Constructive Birth Control and Racial Progress* avait pour objectif de faire la promotion de la clinique de même que de la cause du droit d'avortement des femmes (Jackson 1994, p. 147). Malgré les désaccords entre Keynes et Stopes, il accepta de devenir vice-président de la CBC.

*Society*¹⁸, la *National Birth Control Council*¹⁹ de même que la *New Generation League* qui n'est qu'une organisation remplaçant la ligue malthusienne. Il fut un membre important de la plupart de ces institutions. Son désir de quitter la plupart d'entre elles vers la fin des années 1930 surpris grand nombre de ses membres. Stopes écrivit à Keynes en 1939 pour lui demander s'il désirait demeurer vice-président de la CBC. Keynes lui répondit ceci: « [...] I am sorry to say that I was unaware that I was still a Vice-President of your organisation. I had meant some little time ago to withdraw from this [...] » (cité dans Toye 2000, p.186).

4.3 De Wicksell à Myrdal

La population est le thème de plusieurs autres écrits de Wicksell. Notons une importance prépondérante pour l'émigration dans ses analyses. Selon Johannes Overbeek, l'émigration massive des Suédois vers les États-Unis pendant la vie de Wicksell est un phénomène qui a attiré son attention²⁰. Il fut même invité à commenter la situation de l'émigration suédoise dans une enquête menée dans les années 1910. Selon lui, la surpopulation suédoise oblige beaucoup de gens à quitter le pays. La faiblesse du développement économique ne permet pas aux jeunes gens d'obtenir un emploi lors de leur arrivée sur le marché du travail. L'abondance de main-d'œuvre, entre 20 et 30 ans, pousse ces jeunes personnes à chercher un meilleur avenir ailleurs. Wicksell considère cette perte de ressources humaines comme tragique pour son pays. La somme dépensée pour élever ses jeunes adultes bénéficient aux pays les recevant. Il est donc, en parfait accord avec Malthus concernant l'inefficacité de cette pratique pour contrôler la population.

¹⁸ Keynes fut président de la *Eugenics Society*, maintenant connue sous le nom de l'institut Galton, de 1937 à 1944. Notons que Keynes demeura membre pendant le second conflit mondial. Il quitta tour à tour les autres organisations néo-malthusiennes, mais ne sentit jamais le besoin de quitter la présidence de celle-ci. Voir la section 4.6 à ce sujet.

¹⁹ Cette organisation fut fondée par Helena Wright en 1930. Son nom se modifia pour devenir la *National Birth Control Association* puis la *Family Planning Association*. Les membres du conseil avaient pour objectif de coordonner les différentes organisations non-officielles contrôlant les naissances.

²⁰ Pendant la vie de Wicksell (1951-1926), la population de la Suède a augmentée de 2,591,827 et ce, même si 1,139,189 Suédois ont immigrés pendant cette période.

Tant au début qu'à la fin de sa vie, Wicksell continue de prôner une approche néo-malthusienne en ce qui a trait à la population. Comme le mentionne Johan Åkerman, Wicksell est l'un des plus grands successeurs de Malthus²¹ :

Wicksell is, perhaps, Malthus' most remarkable successor. What Wicksell said several decades ago regarding the necessity of restricting the increase of population [...] is today generally accepted. [...]Wicksell gave to the theory of population a new impulse that proved to be a capital importance (cite par Mats Lundahl 2005, p.5).

Son influence économique et démographique sur les penseurs suédois fut indéniable. Avant de devenir un économiste réputé sur la scène européenne, il avait déjà attiré l'attention du public en combattant le conservatisme victorien. Wicksell était au centre d'un grand débat concernant les familles suédoises. Il ne fut toutefois pas en mesure d'imposer ses positions étant absent des partis politiques. La prise de conscience des problématiques sociales, qu'il a soulevées, est probablement son plus grand héritage. Il est à noter que la seconde génération d'économistes de l'École de Stockholm conserva plusieurs aspects de la pensée de ce grand homme. Il enseigna à plusieurs d'entre eux les théories classiques de Ricardo, Mill et Malthus. Il fut également le président d'un club de lecture traitant de sujets économiques créé par Heckscher en 1917. L'année de sa mort en 1926, un jeune économiste, Karl Gunnar Myrdal, entra dans ce regroupement et redonna un second souffle au Club. Myrdal s'inspira particulièrement des positions de Wicksell lors de l'écriture d'*État critique du problème démographique* avec sa femme Alva. La pensée de Malthus se trouve ainsi transmise à Myrdal grâce aux travaux empiriques de même que par les polémiques sociales où Wicksell joua un rôle important.

4.4 Gunnar Myrdal et la démographie suédoise

²¹ Les propos d'Åkerman se doivent d'être relativisés. Wicksell est peut-être l'un des plus grands successeurs de Malthus sur le plan de la démographie, mais il ne l'est sûrement pas en ce qui a trait au politique et à l'économique.

Il n'y eut probablement aucun contact direct entre Myrdal et Wicksell. Ceci n'empêche en rien l'influence intellectuelle du néo-malthusien sur le jeune suédois. Myrdal écrit à ce sujet :

Wicksell had the integrity of a saint, few people have gone through life as untainted by moral compromise as he. I have often wondered whether, and how, his exceptional personality was conducive to the great originality he demonstrated when, rather late in life, he came to work seriously in economic theory (Cité dans Myrdal 1990, p.xxxi).

Myrdal s'intéresse à l'œuvre de Wicksell pour différentes raisons. D'une part, les études monétaires de ce dernier lui donnent une base de recherche sur laquelle il s'emploie, en 1931, à en faire la critique dans son *Équilibre monétaire*²². D'autre part, tout comme Wicksell, Gunnar Myrdal conserve un désir de changer l'environnement dans lequel il se retrouve. En 1929, il prit conscience de ses objectifs de carrière et commença à s'intéresser à l'aspect pratique sous-jacent à la théorie économique. Il écrit ainsi à son ami Cassel qu'il désire se rapprocher des problématiques touchant le peuple :

I shall not – in the whole of my remaining life – sit and think over what Ricardo and Malthus meant by values [...] I have always been a practical man, but I had to learn theory [...] I want to handle a subject that would be more directly connected with people's life²³.

C'est avec sa femme Alva Reimer et des amis architectes²⁴ qu'il s'acquitte de cette tâche en Suède. La prise du pouvoir par les sociaux-démocrates tombe à point pour réaliser les projets sociaux de Gunnar Myrdal.

²² À ce sujet, voir le texte de Seccareccia dans *Gunnar Myrdal et son œuvre* (1990, pp.41-58).

²³ Voir les archives de Gunnar Myrdal, Stockholm : Arbetarrorelsens Arkiv, boîte 3.2.1, cartable 001. Des passages de cette lettre sont cités par Cherrier (2009).

²⁴ Mentionnons Uno Åhrén et Sven Markelius parmi ces architectes. Ce dernier conçut même avec Alva Reimer un modèle de maison collective permettant aux familles d'accéder à des services collectifs essentiels. Gunnar Myrdal s'intéressait, avant tout, à la hausse du prix des logements dans les grandes villes. Son ami Alf Johansson fut une grande inspiration à ce sujet. La qualité des logements étaient importantes dans la mesure où la mortalité infantile était élevée en Suède. Des allocations aux logements devaient permettre aux familles à faible revenu d'avoir un domicile plus adéquat.

Encore une fois, le contexte historico-social est d'une importance capitale pour comprendre la naissance des idées. La condition précaire dans laquelle se trouvait la population suédoise explique l'attention de Myrdal aux problèmes sociaux de sa nation. Cette précarité atteignit son paroxysme en 1934 avec un taux de chômage d'environ 34%. Les Myrdal s'inquiétaient également de la faible natalité et de la possible disparition du peuple suédois. La situation changea drastiquement entre le moment où Wicksell étudiait cette question et l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates. Il faut également noter que l'un des responsables de la reconnaissance du changement dans l'évolution du taux de natalité est le fils de Knut Wicksell, Sven. Ce dernier publia nombre de statistiques de même que des projections sur la taille de la population. L'augmentation annuelle de la population passa de 7,27 % en moyenne entre 1901 et 1910 à 3,54 % en moyenne entre 1931 et 1939²⁵. À partir de 1911, l'interdiction du contrôle des naissances en Suède était la méthode employée pour augmenter la fécondité²⁶. Ce n'est que dans les années 1930 que le Parti social-démocrate abolit cette loi laissant le problème de sous-peuplement sans aucune solution.

Gunnar Myrdal s'intéresse, dès la fin des années 1920, à la population et à ses théories sous-jacentes. En 1928, il présente une série de notes personnelles montrant l'importance de la politique dans le développement de théories classiques en économie. Ses notes sont à la base de l'un de ses livres publié en 1929 intitulé *The political element in the development of economic theory*²⁷. L'une des présentations traitent de la théorie de la population optimale, concept utilisé notamment par Wicksell. Bien que Myrdal ait écrit un chapitre sur la question de la population, il le retira de la version finale du livre. Il explique à Ernst Wigforss les raisons de cette décision : « I had begun my earlier book with a critique of population theories, but when it came to the sticking point, I decided that population doctrine was

²⁵ Notons que l'augmentation de la population est encore plus faible si l'immigration et l'émigration ne sont pas prises en compte. Les statistiques proviennent du *Statistical Yearbook of Sweden* de l'année 1940 présentées par Alva Myrdal (1947, p.21).

²⁶ Le gouvernement conservateur d'Arvid Lindman avait approuvé deux mesures en 1910-11 pour, notamment, interdire la promotion des moyens de contraception sur la scène publique. Des taxes sur le revenu pour les personnes ayant aucun ou peu d'enfants étaient déjà mises en place dès la fin du 19^{ème} siècle.

²⁷ Il s'agit de l'édition suédoise puisque ce n'est qu'en 1953 que le livre fut traduit en anglais.

actually so badly represented in economics that I could not give the matter its own chapter in a serious book²⁸ » (cité dans Carlson 1990, p.40).

Myrdal est également pressenti en 1931 pour être l'un des directeurs d'une large étude empirique menée par l'Institut *Socialvetenskapliga*. Il se positionne pour la première fois sur la faible natalité en Suède. Il conservera également ce point de vue pour ses études démographiques ultérieures sur la situation en Suède. Contrairement au courant mercantiliste, Myrdal ne désire pas un accroissement démographique pour des motifs militaires ou encore, pour maintenir les salaires bas. Bien au contraire, l'objectif est d'accroître le bonheur des familles et de leur donner les moyens d'avoir des enfants. Cette étude lui permet de rassembler une série de données sur l'évolution de la taille de la population entre 1830 et 1930 de même que sur l'industrialisation des différentes régions suédoises. Ceci lui permet de publier le texte *The Cost of Living in Sweden 1830-1930*. Myrdal s'intéresse particulièrement à l'économie agricole et aux phases d'industrialisations. Il offre, à la fin de ce texte, un commentaire sur l'interaction entre la fécondité et l'économie: « [...] that birth control of some sort in the beginning of the period and up to the War was more relied upon in agricultural than in the industrial districts, but than the neo-Malthusian movement, once having started, proceeded far more rapidly in the latter districts » (cité dans Carlson 1990, p.50).

Quelques mots se doivent d'être dits sur Alva Reimer Myrdal. Gagnante du prix Nobel de la paix en 1982²⁹ conjointement avec Alfonso Robles, elle a énormément influencé son mari et ce, tout au long de sa carrière. Comme l'explique leur fille Sissela Bok, les valeurs d'Alva et de Gunnar étaient similaires à bien des égards : « Chez Alva, Gunnar trouva quelqu'un qui partageait une même foi dans la possibilité du progrès mais avec des idéaux plus précis et une passion pour les mettre en œuvre » (cité dans Dostaler et al. 1990, p.198). L'influence d'Alva

²⁸ Pour un compte-rendu de ce chapitre, voir les archives de Gunnar Myrdal 4.1.3. Myrdal fait, notamment, une critique des théories de la population optimale proposées par Sidgwick et Edgeworth. Voir la section 5.2 à ce sujet.

²⁹ Contrairement à Gunnar Myrdal qui a remporté le prix de sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel conjointement avec Friedrich Hayek, Alva Reimer a obtenu un « vrai » prix Nobel. Le prix en économie est remis par la *Sveriges Riksbank* (la Banque de Suède) seulement depuis 1968 alors que les cinq autres honneurs le sont depuis 1901.

dépasse toutefois celui de la transmission de valeur. Elle est co-auteur avec Gunnar du livre *Kris i befolkningsfrågan* (1934) et s'est impliquée politiquement dans le Parti social-démocrate. Ses positions féministes seront à la base des politiques privilégiées par elle et son mari pour favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail³⁰. Pour Alva, la décision de privilégier le travail ou la vie familiale n'a plus sa place. Conjuguer ces deux univers est un objectif souhaitable puisqu'il offre une liberté financière aux femmes et permet de conserver la possibilité d'avoir des enfants³¹. Les moyens de contraception, les garderies et les congés parentaux sont quelques-unes des techniques permettant cette conciliation travail-famille. Ce sujet est au cœur du livre d'Alva et de Gunnar puisque la faible natalité et la hausse du chômage peuvent être combattues par ce type de politique familiale.

Le premier jet d'*État critique du problème démographique* est ainsi une combinaison des intérêts d'Alva et de Gunnar. Les statistiques compilées par ce dernier de même que sa critique des théories classiques permettent ainsi l'écriture de deux articles portant le titre *The population question from the social policy perspective* (Carlson 1990, p.46). Gunnar essaye de les publier dans le *Tiden*, mais sans succès. Il obtient le refus d'Ernst Wigforss, alors directeur de ce mensuel de la Social-démocratie. Ce n'est que trois années plus tard que les Myrdal achèvent leur livre et le publient avec l'accord de Tor Bonnier, directeur de la plus grande maison d'édition en Suède. Il modifie, avec l'accord des Myrdal, le titre du livre pour *État critique du problème démographique*.

4.5 *État critique du problème démographique*

L'un des pans du programme myrdalien prend forme en 1934 avec la publication du livre *État critique du problème démographique*. Dans ce livre, ils se positionnent en faveur d'une réforme sociale ayant, notamment, pour objectif la hausse de fécondité. Cette hausse fut

³⁰ Voir à ce sujet le livre qu'elle a publiée avec Viola Klein (1956).

³¹ Dès 1939, les employeurs ne pouvaient plus licencier les femmes pour des motifs reliés au mariage ou encore, à la grossesse. Le Parti social-démocrate mettra en application plusieurs autres mesures de ce type entre 1931 et 1939. Voir la section 4.5 à ce sujet.

l'objet de plusieurs débats entre Gunnar et Alva dans le laps de temps séparant l'écriture des deux pamphlets et la publication de ce livre. Alva n'était pas complètement en accord avec la hausse de la fécondité. Contrairement à Gunnar, elle croyait au bien fondé des théories néo-malthusiennes dans le cadre d'analyse de la société suédoise. Ils arrivèrent à un accord et exprimèrent le désir de voir la population suédoise se stabiliser avec une augmentation de la natalité de 40% (Myrdal 1972). Selon eux, la société suédoise et particulièrement, l'institution familiale était en pleine crise. Des études montraient que près d'un enfant sur deux n'était pas désiré³², que la population était vieillissante et que la proportion d'immigrant dans la société augmentait progressivement (Winter 1988, p.129). Pour revigorer l'économie et permettre aux familles de vivre pleinement les joies de la natalité, les Myrdal préconisaient un équilibre entre le féminisme et l'accroissement des naissances. L'accès au travail des femmes demeurait une priorité tout en allouant des crédits d'impôt aux familles.

Les Myrdal utilisent ainsi des thèmes qui sont les fers de lance du Parti conservateur suédois au profit de la social-démocratie. Cette hausse devait s'obtenir par un abaissement du coût d'avoir des enfants. Ce coût est composé de l'ensemble des besoins qui devront être comblés pendant la vie de l'enfant. Par exemple, l'implantation de garderies publiques offrant des services gratuits permettrait aux familles d'améliorer leur situation financière. De plus, l'accessibilité au marché du travail pour les femmes est un but sous-jacent d'une telle politique. Chaque individu doit avoir la liberté de pouvoir contribuer à la production nationale. Il faut mentionner que les Myrdal considéraient que la qualité des garderies ainsi implantées surpasserait la qualité moyenne offerte aux enfants par leur propre famille³³. Certes, une telle politique doit s'accompagner de certains avantages pour les familles afin qu'elles ne baissent pas leur niveau de vie :

³² Les Myrdal prévoyaient une baisse encore plus prononcée de la natalité suédoise et ce, principalement à cause du développement des moyens de contraception. Le nombre estimé d'enfant non désiré devait bientôt diminuer étant donné l'accessibilité grandissante de techniques contraceptives.

³³ En 1932, Gunnar Myrdal avait, avec l'aide de plusieurs collègues, été chargé par Ernst Wigforss de rassembler des statistiques et de faire une commission d'enquête sur la question du logement. Myrdal expliquera plus tard qu'il avait été surpris de remarquer que les gens ne choisissaient pas ce qui était le mieux pour eux. Voir son entrevue avec Richard Sterner (le 29 juin 1977 à Stockholm, cité dans Carlson 1990, p.57) à ce sujet. L'implantation de garderies semble être une continuation de l'idée que des employés de l'État soient en mesure de choisir ce qui est optimal pour la population.

Un ordre social, où pourtant le taux de fertilité est tombé bien en dessous du taux de remplacement et qui tend encore à décroître, ne peut nourrir convenablement ses enfants [...] cet ordre social est irrationnel, déraisonnable et immoral, et il est déjà condamné de son propre aveu (Cité par Aecherli dans Dostaler et al. 1990, p.124).

Une hausse du taux de fécondité doit donc combiner une croissance économique de même qu'une réforme globale permettant de maintenir la même qualité de vie aux familles et aux célibataires. Les Myrdal, avec cette publication, voulaient attirer l'attention du public sur le fait qu'un déclin de la population était imminent, mais aussi qu'une telle baisse prendrait la forme d'une liquidation perpétuelle et incessante du peuple suédois (Alva Myrdal 1947, p.27).

Tout comme Malthus, Myrdal pense qu'améliorer les conditions économiques des familles conduit celles-ci à avoir plus d'enfants : « Si on veut arrêter le déclin de la fertilité, il n'y a pas d'autres moyens qu'une politique sociale redistributrice très radicale [...] » (Cité par Aecherli dans Dostaler et al. 1990, p.122). Le sous-peuplement doit être combattu par des allocations familiales, une aide aux femmes enceintes, des subventions au logement, la gratuité des maternelles et des garderies de même que la construction d'habitation de taille raisonnable pour les familles. Ces politiques sont les seules qui permettent de résoudre le problème de dénatalité³⁴. Afin d'éviter que des gens malhonnêtes profitent d'un tel système pour s'enrichir au détriment du bien-être de leurs enfants, les Myrdal proposent des prestations en nature. Gunnar Myrdal explique dans un livre publié en 1945 en quoi l'avarice et la parentalité ne peuvent coexister : « [...] on peut oser dire que les gens attirés le plus facilement par la paternité ou la maternité pour des raisons économiques seraient de moins bons parents pour les enfants [...] »³⁵ » (Ibid., p.124). Bien que ces prestations ne soient pas des offrandes monétaires, il faut rappeler que la demande de nourriture de même que le prix des aliments augmenteront pour le reste de la société. Rappelons l'observation de Malthus

³⁴ Les Myrdal recommandaient que les familles suédoises aient trois enfants en moyenne. Ce nombre devait permettre d'atteindre l'objectif de stabiliser la pyramide des âges. Il est intéressant de mentionner que les sociétés que voulait créer Wicksell obligeaient les membres à avoir trois enfants ou moins.

³⁵ Citation du livre *Socialdemokratiska framtidslinjer* [La position social-démocrate sur l'avenir].

concernant la spécificité de la demande des produits alimentaires qui, lorsqu'elle s'accroît, ne débouche pas automatiquement sur une augmentation de l'offre. Myrdal propose une planification étatique de l'agriculture pour remédier à ce problème. L'ajustement des prix de même que des subventions permettent aux agriculteurs de résister aux mauvaises récoltes et d'augmenter leur production.

Les politiques pro-natalistes sont donc, en apparence, en contradiction avec celles des néo-malthusiens. Cette affirmation est exagérée à plusieurs égards. Comme le mentionne Timothy Tilton, les Myrdal conservaient l'essence des concepts de Malthus tout en y ajoutant des éléments présentés par le Parti conservateur de l'époque : « Les Myrdal préconisaient un programme qui préservait l'idée néo-malthusienne du contrôle des naissances tout en insistant sur le fait que chaque enfant doit être un enfant désiré » (Cité par Tilton dans Dostaler et al. 1990, p.118). L'augmentation de la population, pour les Myrdal, est une nécessité seulement dans la mesure où le bonheur de la société s'accroît. Les moyens de contraception, l'éducation sexuelle et un plus grand accès à l'avortement devaient donner le choix aux couples d'avoir ou non des enfants³⁶. L'approche privilégiée par Myrdal pour accroître la natalité est similaire à celle de Keynes à bien des égards. Rappelons que dans les années 1910, Keynes était en faveur d'une baisse de la fécondité et conservait une approche néo-malthusienne. Ce n'est que dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale qu'il changea de point de vue. La baisse de natalité toucha grandement toutes les nations européennes entre les deux conflits armés. Le développement des moyens de contraception et le mouvement massif vers les villes étant les explications les plus probables. Le positionnement de Myrdal et de Keynes coïncide donc. À partir des années 1930, ces deux économistes ont proposé des solutions similaires pour combattre la baisse de natalité. Comme nous le verrons ultérieurement, les politiques proposées par Myrdal, dans les années 1940, pour développer les nations d'Asie de l'Est seront néo-malthusiennes.

³⁶ Notons que l'avortement est une mesure exceptionnelle qui ne doit pas être popularisée. La stérilisation est, pour sa part, rejetée par les Myrdal sauf dans le cas des personnes troubles mentalement qui n'ont pas la capacité intellectuelle suffisante pour utiliser des moyens de contraception.

Bien que les Myrdal aient publié leur livre sur le problème démographique en 1934, il faut comprendre que la question des logements, de la fécondité et des garderies était déjà à l'agenda politique avant cette date. Le gouvernement Gustav Möller avait chargé Bertil Nystrom et d'autres experts, incluant Gunnar Myrdal, de faire une investigation sur l'immobilier et les logements en Suède. Une série de trois rapports fut publiée appliquant plusieurs propositions faites par les Myrdal dans leur *État critique du problème démographique*. Il est à noter que Myrdal fut l'un des principaux auteurs de ces rapports. Les Myrdal tentèrent également de maintenir le débat de la natalité dans le public. Comme l'explique Jay Winter, ils prirent toutes les mesures qui étaient à leur disposition pour faire connaître leur point de vue :

The Myrdal maintained public interest in the Commission's work – and that of the similarly pronatalist Social Housing Commission, on which Gunnar Myrdal also sat – through their newspaper articles and radio broadcasts. Alva Myrdal even appeared on newsreels that preceded feature films in Swedish cinemas (Winter 1988, p130).

Gunnar Myrdal passa, ainsi, trois années de sa vie à participer aux travaux de la commission (1935-1938). Son prochain projet est d'une envergure tout aussi importante : La question des Noirs en Amérique.

4.6 Changement qualitatif

Le programme myrdalien a attiré l'attention des chercheurs et des partis politiques pour une multitude de raisons. L'une d'elle est malheureusement moins reluisante. Il s'agit d'un contrôle des naissances de certaines personnes troubles mentalement à l'aide de la stérilisation. Les Myrdal craignaient que ces individus retardés n'utilisent point les moyens de contraception. D'un point de vue biologique, ces personnes étaient plus à risque de porter des gènes héréditaires pouvant être graves pour la santé des générations futures. Il ne faut donc pas croire qu'ils prônaient des politiques proprement dites eugéniques. Les classes sociales ne devaient pas être ciblées. Ils n'appuyèrent, à aucun moment, la stérilisation forcée

de certaines classes défavorisées. Ils s'opposèrent également à l'idée d'augmenter la natalité en ne donnant plus accès aux méthodes contraceptives.

En Suède, le débat politique, en ce qui a trait à l'utilisation de la stérilisation, est survenu avant l'implication des Myrdal. En 1920, une loi sur les unions conjugales empêchait quiconque étant affecté de troubles mentaux sévères d'obtenir un certificat de mariage³⁷. Une telle législation n'empêchait donc pas ces personnes de procréer. La question n'était donc pas résolue, ce qui poussa le gouvernement à employer une méthode plus robuste. En 1934, une autre législation permettait au gouvernement de stériliser, sans son consentement, toute personne jugée mentalement déficiente ou ayant des problèmes mentaux³⁸. Quelques années plus tard, une commission changea quelque peu la législation de 1934 en obligeant que les opérations de stérilisation soient faites par des médecins travaillant pour l'État. Le *Board of Health* devait également autoriser les opérations en vérifiant chaque cas.

Alva Myrdal conserve les mêmes conclusions dans son livre, *Nation and family* (1947) qui est un substitut pour la langue anglaise à *Kris i befolkningens frågan* :

On the basis of all general premises the reproduction of this group must be deemed undesirable, since the offspring are under grave hereditary risks for health and intelligence. This principle must not be applied to all people of extremely low incomes but only to the limited groups of the mentally diseased and mentally deficient (Alva Myrdal 1947, p.96).

La raison première expliquant ce désir de stériliser ces personnes suit la même logique qui fut défendue auparavant. De tels individus ne font pas de bons parents et il importe de protéger la santé physique et mentale de l'enfant. Doit-on, pour autant, craindre une

³⁷ Cette loi, mise en application en 1921, ne venait que légaliser une pratique déjà courante empêchant certains individus de s'unir légalement.

³⁸ Notons que 822 personnes ont été stérilisées entre 1935 et 1939 pour les raisons mentionnées ci-dessus. Ce sont majoritairement des femmes qui furent forcées à être stérilisées. Pendant la même période, 1 271 personnes ont été stérilisées avec leur consentement pour des raisons principalement médicales. En 1930, le nombre de gens atteints de problèmes mentaux avait été estimé à plus de 17 000. Avec l'implantation de l'Acte de 1941, un nombre significativement plus élevé de stérilisation a été fait pendant les années 1940. Pour un tableau complet de l'évolution de la situation de 1935 à 1975, voir Broberg et Roll-Hansen (2005, p.109-110).

reproduction excessive de la part de ce groupe de personnes? La réponse est incertaine puisque ces individus présentent des taux de fécondités différents les uns des autres. Par exemple, une personne schizophrène, nécessitant des soins hospitaliers et étant caractérisée par une asociaabilité, a probablement un taux de fécondité moindre qu'une personne maniaco-dépressive. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas, ici, de réduire la natalité des plus bas échelons de la classe ouvrière. Alva mentionne que l'idée même d'une pyramide sociale biologique, donnant le mérite aux strates du sommet, ne doit pas être considérée.

Lors de l'écriture de *An American Dilemma*, de 1938 à 1944, Gunnar Myrdal conserve la même attitude qu'en 1934 en ce qui a trait à la stérilisation. Il se questionne à savoir quel serait la meilleure technique pour améliorer la qualité de vie des Noires ainsi que celle des blancs vivant dans l'ignorance et la pauvreté :

The most direct way of meeting the problem, not taking into account of the value premises in the American Creed, would be to sterilize them. [...] We find, however, that such proposals, if they are made at all, are almost as repugnant to the average white American in the South and the North as to the Negro. In general he is not inclined to consider sterilization as a means of birth control except to prevent the reproduction of the feeble-minded, the insane, and the severely malformed when a hereditary causation can be shown (Myrdal 1964, T. 1 p.176).

Myrdal atteste de cette répugnance à l'égard de la stérilisation de la part des Américains en considérant les statistiques à ce sujet. Dans une note de bas de page, Myrdal cite une publication de la *Human Betterment Foundation* (1940) qui révèle que le nombre annuel de stérilisation aux États-Unis est de l'ordre de 33 000. Presque toutes ces opérations ont été faites à des personnes ayant une déficience mentale. La stérilisation n'est évidemment pas une méthode envisageable pour réduire la population noire. Le contrôle des naissances doit donc s'opérer par une éducation sexuelle et une popularisation des moyens contraceptifs dans les milieux défavorisés.

La population noire perd relativement de son poids aux États-Unis. Bien que le nombre absolu n'ait cessé d'augmenter depuis la fin du 18^{ème} siècle, un tel phénomène ne contredit pas l'hypothèse selon laquelle les personnes nanties ont un taux de fécondité inférieur

(Myrdal 1964, chap. 7). Myrdal montre que l'immigration massive d'Européens blancs pendant toute la période permet d'expliquer l'abaissement relatif des Noirs dans la population américaine. Il faut ajouter que ces immigrants avaient un taux de natalité élevé comparativement aux personnes dites natives : « In their reproduction American Negroes are like American whites and show the same sort of differentials by regions and groups » (Myrdal 1964, p.166). Quand à prédire le taux d'accroissement de la population noire dans un avenir plus ou moins lointain, Myrdal ne peut le prévoir d'aucune manière satisfaisante. Contrairement à l'allégation de Keynes qui prétendait que la démographie était l'une des rares disciplines où les grandes mouvances pouvaient être prédites avec quasi certitude, Myrdal mentionne que le manque de données fiables de même que l'insuffisance de mesures sur les déterminants³⁹ de la fécondité empêchent toute prévision précise.

Les motifs pour réduire les familles noires sont multiples : « One of the most obvious misfortunes which a reduced birth rate could relieve is the poverty of the Negro masses, This is especially true as new legislation, urbanization, and technological advance operate to diminish child labor » (Myrdal 1964, p.177). Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'aucune mesure n'est prise pour diminuer le coût de la vie des familles nombreuses. Puisque les mères noires travaillent, en moyenne, plus que les mères blanches⁴⁰, leur coût d'opportunité d'avoir des enfants est encore plus grand. Encore une fois, la mortalité infantile et le désir d'avoir des enfants sont des éléments clés de son analyse.

L'attitude de Gunnar Myrdal, quant à l'eugénisme, ne doit pas être perçue comme un frein à la compréhension des autres politiques proposées dans *État critique du problème démographique*. De publication en publication, sa position sur le sujet est de moins en moins radicale. Notons que Myrdal analysait le déclin de la population sous un angle social et non comme une problématique biologique (Broberg et Roll-Hansen 2005, p.97). La prise de

³⁹ L'un des déterminants essentiels est le rythme avec lequel les populations noires vont quitter les campagnes du Sud pour s'installer dans les États du Nord, beaucoup plus industrialisés.

⁴⁰ Myrdal rappelle, à plusieurs reprises, comment la pauvreté relative des Noirs, due en partie à leur localisation géographique, est un élément important dans l'application de politiques de développement. Par exemple, puisque les maladies se transmettent des parents aux enfants, et que certaines de ses maladies sont présentes en plus grande proportion chez les Noirs (à cause de la pauvreté ajoute-t-il), une baisse de natalité chez les mères malades devient un objectif incontournable.

pouvoir d'Hitler en Allemagne le persuada que des politiques eugéniques n'avaient pas un fondement valable. Alors qu'il était membre de la Commission sur la Population, il critiqua ainsi le rapport final : « It has a smell of Nazism [...] » (Ibid., p.105). Le nationalisme de Gunnar et de sa conjointe se doivent, malgré tout, d'être mentionnés. Bien que presque toutes leurs études fassent preuve d'une grande ouverture internationale, il est étonnant de remarquer que leurs analyses de la situation de leur pays natal, dans les années 1930, sont teintées d'une touche de patriotisme. Comme le fait remarquer Allan Carlson, l'ethnocentrisme des Myrdal représente une étape importante dans le développement du socialisme démocratique national :

While migration from Scandinavian neighbors would be acceptable and even desirable as a positive step toward Nordic integration, the Myrdals thought it more likely that that prospective immigrants would come from elsewhere [...] Such groups were difficult to assimilate and posed a threat to Sweden's own cultural heritage (Carlson 1990, p.84).

Les faibles salaires demandés par ces immigrants représentaient également un problème pour les différentes organisations de travailleurs suédois. Il est difficile d'estimer jusqu'à quel point ces propos servaient à rallier ces dites associations de même que la classe des ouvriers derrière leur mouvement. En ajoutant à cela les nombreux commentaires concernant la disparition éventuelle de la nation suédoise en cas de statut quo dans la fécondité, les Myrdal présentent sans nul doute un argumentaire mercantiliste.

John Maynard Keynes, pour sa part, quitta son poste de président de la *Eugenics society* en 1944 pour des raisons similaires. Ce dernier dénonça féroce toutes les formes de fascisme et critiqua ouvertement l'Allemagne hitlérienne. Malgré ces nombreuses remarques déplacées à l'endroit des Juifs, Keynes aida plusieurs de ses collègues économistes à quitter l'Allemagne nazis dans les années 1940. À sa défense, Keynes avait plusieurs amis juifs et il dépensa beaucoup d'argent et de temps pour les aider à venir s'établir en Grande-Bretagne. Il ne faut pas pour autant sous-estimer l'importance qu'a occupé l'eugénisme dans la vie de Keynes et ce, même quelques mois avant sa mort : « Galton (was) the founder of the most important, significant and, I would add, genuine branch of sociology which exists, namely

eugenics » (Keynes *Eugenics Review* 1946, p.68, 38). Notons que cette fascination pour l'eugénisme était très répandue chez les intellectuels européens.

L'admiration de Keynes pour l'œuvre de Galton⁴¹ est comparable, à bien des égards, à celle de Malthus. Dès son jeune âge, Keynes lisait les écrits de Galton et, fait intéressant, il possédait même un exemplaire de chacun de ses livres (mentionné dans Laurent et Nightingale 2001, p.68). Jusqu'à quel point l'œuvre économique de Keynes a été influencée par Galton et Darwin demeure toutefois un mystère⁴². Sa prise de position, en ce qui a trait aux différents taux de natalité des classes sociales, est intéressante puisqu'il écrit plus d'une fois sur le sujet. Par exemple, en 1912, il décrit dans des notes de cours comment les idées de Malthus et de Darwin peuvent se compléter :

The Malthusian Law of Population, when it is in operation, maintains the lower classes of the population in a condition of perpetual misery. But it is an engine of evolutionary progress, and those classes of society, or portions of the world, for which its operation is suspended, are liable to be overwhelmed (Cité dans Toye p.41).

Bien qu'il écrivit ses propos à 28 ans, la mise en perspective des idées de Malthus selon une approche évolutionniste est intrigante. Il est à noter que Keynes était en contact avec plusieurs membres de la famille Darwin tels qu'Horace, George et Leonard Darwin de même que la petite fille de Charles Darwin, Gwen Raverat. Cette dernière a, notamment, peint une toile de Keynes dans laquelle on peut l'apercevoir assis, lisant un journal. Ajoutons que le frère cadet de Keynes, Geoffrey Langdon Keynes, a épousé en 1917 Margaret Elizabeth Darwin, petite-fille de Charles Darwin.

4.7 La démocratie

⁴¹ Francis Galton est le cousin de Charles Darwin. C'est lui qui fut le premier à utiliser le terme *eugenics* en 1883.

⁴² Voir le chapitre *Keynes and Darwinism* dans Laurent et Nightingale (2001) pour un résumé des différents points de vue sur le sujet.

Quelques temps avant la publication de *Nation and family* par Alva Myrdal, étant une synthèse complète du problème de la natalité en Suède, Gunnar concluait l'un de ses derniers travaux se penchant exclusivement sur la question de la population. Ce livre, *Population, a Problem for Democracy*, avait, notamment, pour objectif d'analyser les principales caractéristiques démographiques des démocraties européennes (notamment la Suède). Comme il le mentionne dans son introduction, l'Amérique possède l'avantage de pouvoir observer l'évolution des pyramides des âges⁴³ dans ces différents pays. Cette évolution, soit la baisse de la natalité, est possiblement ce qui attend les États-Unis, puisque ceux-ci bénéficient encore d'une forte émigration. Des politiques publiques pourraient ainsi être mises en place pour corriger immédiatement l'écart dans les taux de natalité des différentes classes sociales⁴⁴.

Certains facteurs permettent à une nation de pouvoir renverser son déclin démographique avec plus ou moins de facilité. L'opinion publique est un élément à prendre en compte. Puisque la décision d'avoir ou non des enfants est basée sur des critères psychologiques, économiques et sociaux, le gouvernement peut utiliser des politiques pour augmenter le taux de fécondité. Le degré psychologique de collectivisme est fonction, selon Myrdal, d'éléments sociaux, religieux et culturels, et déterminent ainsi l'homogénéité culturelle : « In the present problem the thesis is that a positive response in the population problem, and its intensity, depends upon the degree of psychological identification on the part of the citizen with his nation » (Myrdal 1940, p.88). Un pays tel que la Suède a des caractéristiques plus homogène que les États-Unis d'Amérique. Il est ainsi plus aisé pour cette nation scandinave de convaincre la population de la nécessité d'augmenter la natalité. L'un des thèmes récurrents chez Myrdal, est, sans aucun doute, la crainte de la disparition du peuple suédois. Comme l'avait postulé la Commission suédoise sur la Population, l'atteinte d'une population constante dans le long terme est l'objectif à atteindre. Myrdal partage cette opinion puisqu'il

⁴³ Une pyramide des âges est un graphique qui illustre la distribution des différents groupes d'âge dans une population.

⁴⁴ C'est un des éléments clés du livre *An American Dilemma* qu'il termina en 1944. Voir la section 4.6 à ce sujet.

estime qu'il y a peu de chance de voir un taux de fécondité supérieur au taux de mortalité. Ainsi, il devient inintéressant de se pencher sur cette possibilité.

Il y a évidemment plusieurs raisons économiques pour lesquelles Myrdal ne souhaite pas une population déclinante. Il faut toutefois faire attention puisque ce n'est pas le nombre d'habitant qui est important ici, mais bien le taux d'accroissement de la population. Myrdal explique que les économistes qui se sont intéressés à la démographie, suite aux travaux de Malthus, n'ont pas compris l'importance de la dynamique de la population : « The older discussion of the economic aspects of the population problem from Malthus' time was quite simply a discussion of "overpopulation" » (Ibid., p.131)⁴⁵. La même critique est faite pour la théorie économique néoclassique qui analyse la population sous un angle statique. Myrdal insiste sur le fait que la conséquence la plus grave que peut engendrer une population déclinante est une diminution de la production et de la consommation⁴⁶. Le plus gros de cet effet sera toutefois ressenti seulement quinze à vingt ans après la baisse de fécondité. Certes, la demande sera plus petite étant donné la baisse de la population, mais c'est lorsque la cohorte de jeunes (plus petite en nombre qu'auparavant) atteindra le marché du travail que les conséquences seront ressenties⁴⁷.

L'attitude des néo-malthusiens face à cette problématique est très simple. La loi des rendements marginaux décroissants devrait permettre une amélioration de la productivité des ressources humaines de même qu'une augmentation du revenu par habitant. Comme l'explique Myrdal, une hypothèse générale derrière cette conclusion est : « the atomistic supposition that the total real capital in a society is fluid and fungible as the money capital is » (Ibid., p.152). Selon lui, cette hypothèse est fautive puisque chaque changement dans la

⁴⁵ Selon nous, cette affirmation est exagérée à bien des égards. Malthus a analysé les fluctuations de court terme de la population en détails dans plusieurs chapitres de la quatrième et de la cinquième édition de son essai.

⁴⁶ Voir la section 5.2 pour une comparaison des points de vue de Keynes et de Myrdal à ce sujet.

⁴⁷ Le même raisonnement fut utilisé par Donohue et Levitt (2001) pour montrer l'impact de la légalisation de l'avortement sur la criminalité 18 ans plus tard. La réduction de la grosseur de la cohorte de même que la diminution de la délinquance expliquent la baisse de criminalité.

production détruit du capital réel. Ces pertes surpassent largement les gains dus à l'augmentation du capital par habitant ajoute-t-il.

Que faire dans ce cas? La réponse est simple puisque le maux responsable de cette baisse de production est la baisse de la fécondité. Pour Myrdal, l'objectif est de trouver comment: « the uninterrupted decline in fertility in marriages be prevented, and how can the birth rate be raised to the level that is requisite to achieve a balance between births an deaths » (Ibid., p.184). Comme ce fut expliqué préalablement, il ne souhaite nullement combler la faible natalité par un apport massif d'immigrants. Les frictions internationales découlant de l'immigration ne forment toutefois pas les motifs les plus cruciaux expliquant ce rejet : « The Swedish example shows that it does not require the stimulation of animosity toward other nations. Without doubt a nationalistic expansionism of the German type must, however, *ceteris paribus*, strengthen the feeling » (Ibid, p.89). L'immigration n'est donc pas une solution viable pour Myrdal puisque l'homogénéité culturelle ne serait plus possible. L'augmentation de la fécondité doit donc être atteinte sans l'aide étrangère. Ceci ne laisse que deux possibilités : diminuer le taux de mortalité chez les personnes qui sont aptes à faire des enfants et accroître le taux de mariage.

Le gouvernement doit être proactif dans cette démarche. Avec l'industrialisation, le coût d'avoir un enfant est accru : « [...] in contrast with the old peasant society, children for the most part imply increased expense but not a rising family income. The cost of children has a tendency to rise with the urbanization of life and increased cultural demands » (Ibid., p.197). Il faut donc aider les couples qui souhaitent avoir des enfants avec des transferts de revenu. Malgré tout, il faut être prudent. Myrdal ne souhaite pas que la hausse de fécondité provienne de naissances non-désirées. Il inclut, dans cette catégorie, les cas où la mère est atteinte de maladies ou encore, que l'environnement ne soit pas sein pour l'enfant. Malheureusement, Myrdal constate que les grandes familles avec beaucoup d'enfants sont généralement parmi les plus pauvres. Rappelons l'affirmation de Malthus selon laquelle la pauvreté est corrélée positivement avec le nombre de naissances⁴⁸. Selon Myrdal, il faut accélérer la disparition de

⁴⁸ Plusieurs économistes se sont penchés sur les différentes caractéristiques que l'on retrouve chez les pauvres et chez les riches. Un exemple, parmi tant d'autres, est celui que donne Eugen von Böhm-

ces grandes familles dans les démocraties modernes. L'ignorance et la pauvreté doivent être combattues par l'éducation et l'accès aux moyens de contraception. Il y a dans cet argumentaire un double objectif :

In a democratic society we must definitely direct our attention to the abolition of both poverty and ignorance, that is to say, the very factors which for a long time have stimulated a high birth rate; we must do so even though the abundance of children produced by these factors is the only thing at present which prevents the population situation from being even more catastrophic than it is (Ibid., p.189).

Il faut éduquer les plus pauvres afin de diminuer leur taux de natalité et augmenter le taux de mariage du reste de la société pour accroître la population.

4.8 Enquête sur la pauvreté des nations

Myrdal s'intéresse de moins en moins à l'économie théorique et son penchant, à partir des années 1940, pour la démographie⁴⁹, la sociologie et le courant institutionnaliste⁵⁰ est marqué par plusieurs travaux importants. Il écrit même à Cassel, lors de son voyage en Amérique, en 1929, qu'il n'a plus aucun désir d'écrire sur l'économie :

Bawerk dans son livre *Capital et intérêt* (1884). Pour Böhm-Bawerk, les individus n'agissent pas tous de la même manière lorsqu'ils ont une somme d'argent à leur disposition. La majorité consomme sans se préoccuper du futur, alors que d'autres, investissent. La préférence des individus pour les biens présents et futurs expliquent le malheur des uns et la réussite des autres. La morale serait ainsi absente chez certaines classes sociales.

⁴⁹ Myrdal a écrit seulement quelques ouvrages ayant pour thème principal la population (voir 1940 et 1934). Toutefois, la plupart de ses grandes recherches incluaient des sections sur ce sujet. Par exemple, dans *An American Dilemma*, il y a une section (la troisième) qui traite exclusivement de la population et de la migration. On retrouve la même chose dans *Le drame de l'Asie* (la sixième et la septième) ou encore, dans *The challenge of world poverty* (chapitre 5).

⁵⁰ Myrdal a été récipiendaire de la médaille Veblen-Commons en 1975. Il ne se déclarait pas partisan du courant institutionnaliste avant le second conflit mondial. Bien au contraire, il jugeait ce courant durement en critiquant le manque de réflexion théorique des institutionnalistes. Comme l'explique Philippe Adair, l'adhésion de Myrdal à ce courant est le résultat d'une démarche holistique par ce dernier de même que par l'acquisition d'une doctrine par les institutionnalistes (Dostaler et al. 1990, p.63).

But after this I am likely never in my life to write anything again on general economics. I have learned what I want to learn here. Demographic questions interest me, not primarily the purely scientific (sic) but because they in a central way possibly can tell us something about the deeper connections in the last decades' developments in Sweden; also about what is determining our people's present social and economic life (cité dans Carlson 1990, p.44).

Myrdal s'intéresse encore à l'économie, mais il perçoit que, pour bien comprendre le fonctionnement de cette discipline, il doit se pencher davantage sur la démographie.

Les politiques démographiques dépassent les limites d'une seule nation. Un groupe de pays ou une région du monde peuvent être analysés sous cet aspect. Cette approche est utilisée par Myrdal dans l'une de ses deux œuvres majeures reconnues internationalement⁵¹. *Le drame de l'Asie : Une enquête sur la pauvreté des nations* est une étude, publiée en trois volumes, portent sur les problèmes de développement de l'Asie du Sud-est. Dans ce livre, Myrdal défend les idéaux néo-malthusiens. Ce changement de préférence, en faveur de politiques antinatalistes, est dû aux différences entre les pays Sud Asiatique et les pays Européens :

Paramount economic interests force them to strive to depress fertility by spreading birth control; it does not spread spontaneously nor with the required speed. Their population policy is forced to be neo-Malthusian, whereas that of the Western and the European Communist countries is not (Myrdal 1968, T.2 p.1500).

Ce commentaire de Myrdal est capital puisqu'il permet de comprendre l'approche de celui-ci dans ses ouvrages portant sur les pays non-industrialisés. Rappelons que les freins à l'accroissement de la population sont doubles, selon Malthus : il y en a des préventifs (anticipation de l'être humain) et des positifs/destructifs (malnutrition, guerres, insalubrité, ...). Myrdal constate qu'il n'y a pas d'association privée faisant la promotion des moyens de contraception dans les pays d'Asie du Sud-est⁵². Cette absence de mouvements sociaux force

⁵¹ L'autre étant *An American Dilemma: the Negro Problem and Modern Democracy* (1944). Myrdal est connu, sur la scène internationale, principalement grâce à ses deux ouvrages.

⁵² À la suite de la lecture d'un texte, lors d'une conférence à Copenhague en 1934, Gunnar reçut une question de la part du maire de la ville. Ce dernier questionna Myrdal quant à l'efficacité d'une augmentation de la fertilité. Myrdal répondit que les femmes ont le désir d'avoir des enfants, mais

ces nations à opter pour une approche néo-malthusienne afin de régler leur problème de surpopulation. Myrdal applique son concept clé de causalité circulaire⁵³ pour expliquer les faiblesses de l'économie de cette région. Par exemple, la malnutrition entraîne une faible productivité qui à son tour diminue la production de nourriture et ainsi de suite. En ce qui a trait à la population, le faible revenu par habitant maintient un taux de fécondité élevé ce qui abaisse le revenu par habitant dans l'avenir (Dopfer 1988, p.230).

Depuis l'époque coloniale, les taux de croissance de la population dans les différents pays de cette région se sont maintenus au-dessus de la barre des zéros. Ceci a conduit à un manque de subsistance et ce, malgré l'habitude de consommer peu de nourriture. La faible production de nourriture par personne ou par terre agricole explique la mauvaise nutrition et les bas revenus. L'explosion démographique de cette région est causée par la diminution des décès. Étonnamment, cette baisse de mortalité ne fut pas précédée d'une augmentation du revenu par habitant. L'absence de causalité, comme l'indique Myrdal, est contraire à la loi sur la population (ibid., p.1857-1858). Il n'en demeure pas moins que le déséquilibre entre l'accroissement de subsistance et celui de la population doit se résorber un jour ou l'autre : « [...] the present population trend, if not reversed, is bound to thwart development efforts [...] The Malthusian checks will then again come progressively into operation » (Myrdal 1968, T.2 p.1392). Les solutions à ce problème se résument à des politiques visant une diminution du taux de natalité. Tout comme Malthus, il ne croit pas que l'émigration soit une stratégie plausible pour aider les régions connaissant des surpeuplements temporaires. Une autre alternative réfutée, par Myrdal, est celle d'une amélioration des conditions de vie. Cette proposition, comme nous l'avons vue dans la dernière section, composait l'élément principal du programme myrdalien en Suède. Une amélioration des conditions sociales, bien que souhaitable en soi, a plus de chance de baisser la mortalité que de diminuer la natalité.

qu'elles veulent choisir le moment et le nombre. Il ajouta que les jeunes gens auraient plus d'enfants si les conditions sociales étaient différentes (mentionné dans Carlson 1990, p.68). Ceci montre bien l'importance des valeurs sociales chez Myrdal.

⁵³ Myrdal avait déjà utilisé ce concept lors de l'écriture de *An American Dilemma*. La causalité cumulative peut prendre la forme d'un cercle vertueux (*virtuous circle*) ou d'un cercle vicieux (*vicious circle*). Nous devons toutefois à Wicksell le concept de processus cumulatif. Wicksell établissait une distinction entre le taux naturel d'intérêt du capital et le taux d'intérêt fixé par les banques. Une inégalité entre ces taux avait pour conséquence une variation des prix et engendrait un processus infini.

Il ne reste qu'à examiner comment une baisse de fécondité peut être obtenue dans cette région du monde. L'augmentation de l'âge du mariage peut s'avérer possible dans certains pays comme l'Inde⁵⁴ (ibid., p.1439). En plus de retarder le moment où les couples peuvent avoir un enfant, il se peut que le taux de fécondité diminue. Myrdal remarque que les pays ayant des mariages tardifs connaissent des taux de fécondités plus bas. Augmenter l'âge du mariage peut s'avérer difficile avec l'utilisation de politiques publiques. En Occident, la diminution de la fécondité n'a pas été provoquée par des actions gouvernementales (publiques). Des initiatives privées, poussées par un raisonnement malthusien, ont permis d'atteindre des taux de fécondités très bas. Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, ces taux sont mêmes tombés sous la barre du remplacement de la population en Suède. Myrdal conseille donc aux pays du Sud-est Asiatique d'attendre avant de mettre en place des politiques aidant les familles. Ces pays se doivent de diminuer leur taux de natalité avant de penser à faire des politiques de redistribution des revenus. Les conséquences d'une aide aux familles sont en contradiction avec l'objectif démographique que doivent se fixer ces États-nations. De plus, comme l'indiquait les Myrdal (1934), l'industrialisation entraîne généralement une baisse de la fécondité. Myrdal avait remarqué que les campagnes suédoises avaient un taux de fécondité plus bas que celui des villes. Avec l'avènement des nouvelles technologies de communication et de transports, les régions rurales déclineront laissant la place à de nouvelles villes.

Dans un ouvrage publié en 1970, intitulé *The Challenge of World Poverty: A world Anti-Poverty Program in Outline*⁵⁵, Myrdal enrichit ses recherches afin de proposer des pistes de développement pour les pays sous-industrialisés. Il voulait ainsi compléter son travail précédent, *Le Drame de l'Asie*, qui manquait de conclusions politiques. Ces constatations sur les taux de fécondités trop élevés dans le monde sous-industrialisé ne changent pas dans cette

⁵⁴ Myrdal ajoute que l'âge du mariage doit dépasser de beaucoup le moment de puberté pour qu'il y ait un effet favorable à la diminution de la fertilité.

⁵⁵ Voir également l'article de Myrdal publié dans le *Population and Development Review* (1987) qui est une réécriture du chapitre cinq de son livre *The Challenge of World Poverty*. Myrdal avait fait plusieurs conférences à la Johns Hopkins University en mars 1969. Ces notes sont à la base de son livre (1970).

nouvelle étude. Il soutient que la baisse de mortalité dans ces pays, due, principalement, à l'avancement technologique de la médecine, ne peut être viable à long terme qu'à condition que les naissances décroissent⁵⁶. Dans l'absence d'action gouvernementale pour contrôler les naissances, la mortalité augmentera pour atteindre son niveau *ex ante* :

What the application of modern medical technology has accomplished, in other words, is merely to have lowered in a radical fashion the level of living where the Malthusian checks begin to raise their heads – that is, to have made these checks inoperative except at levels of income and living which are much lower even than those now prevailing (Myrdal 1970, p.143).

En d'autres termes, si la fécondité ne s'ajuste pas à la baisse du taux de mortalité, les efforts de développement seront vains⁵⁷. Myrdal insiste également sur les bienfaits futurs d'une baisse de la natalité. Pour une nation entière, la baisse de naissance résultant de politiques antinatalistes aura des effets subséquents quelques générations plus tard. Moins de jeunes atteindront l'âge de procréation et ainsi, il y a aura une tendance générale dans l'accroissement de la population vers le bas⁵⁸. La productivité des travailleurs dans les pays où la famine sévit est un autre élément à prendre en compte. Un couple de jeunes gens étant parent de 2 à 3 enfants au lieu de 5 à 6 sera en mesure de mieux nourrir ceux-ci, mais également leur propre personne. Une augmentation du revenu par tête améliorera les capacités physiques des travailleurs de même que la capacité des enfants à écouter en classe.

Comme ce fut le cas dans *Le drame de l'Asie*, Myrdal mentionne l'incapacité de comparer l'évolution des pays sous-développés à celle des pays développés. Ces États-nations en développement sont composés d'une population rurale, relativement pauvre,

⁵⁶ Myrdal considère que la seule technique pour diminuer l'accroissement démographique est de s'attaquer à la fertilité. Il s'agit de l'une des nombreuses *value premise* de son œuvre.

⁵⁷ Une fraction importante de la population peut souffrir de malnutrition et de maladies sans pour autant observer un accroissement de la mortalité ou une décroissance de la fertilité. Il faut donc être prudent lorsque l'on emploie la mortalité pour exprimer la pauvreté. La maladie est l'une des causes les plus importantes d'utilisation peu efficace de la main-œuvre (Myrdal 1970, p.144).

⁵⁸ Il s'agit d'inverser l'intuition développée par Malthus du doublement de la population à chaque vingt-cinq années. Si, après le premier quart de siècle, la population se retrouve à 1 million au lieu de 2, le doublement sera retardé pour au moins une période.

parfois illettrée et ayant des traditions culturelles particulières. Malgré ce semblant de négativisme, Myrdal perçoit deux avantages que les pays sous-développés possèdent actuellement et qui étaient absentes chez les pays industrialisés à ce même stade dans le combat pour contrôler les naissances. D'une part, il soutient qu'une politique publique de contrôle des naissances est possible⁵⁹. D'autre part, l'autre avantage que possèdent les pays ayant de hauts taux de natalité est qu'ils peuvent, pour la majorité, dès maintenant, distribuer des moyens de contraception. L'absence de loi nationale interdisant l'utilisation de techniques contraceptives aide grandement les gouvernements nationaux. En l'absence d'un tel obstacle, certaines autres difficultés se dressent tout de même devant l'implantation de politiques antinatalistes. Parmi celles-ci, convaincre des millions d'individus de modifier leurs habitudes sexuelles demeure un grand défi. Myrdal explique qu'il existe généralement une sympathie à l'égard du contrôle des naissances. Il reste seulement à savoir si cette attitude positive est suffisante pour motiver suffisamment la population afin d'éviter de nouvelles grossesses (Myrdal 1970, p.156).

Plusieurs actions gouvernementales s'avèrent nécessaires pour mener efficacement une politique publique antinataliste. La compréhension de l'importance de cette politique, pour la planification du développement national, est la première étape vers le succès. De plus, la mise en place d'un appareil administratif décentralisé, pour gérer la situation de même que pour superviser le déploiement d'équipes médicales et paramédicales, est l'unique moyen afin de se rapprocher des sujets visés. Le personnel, féminin dans la plupart des cas, précise Myrdal, doit être en mesure de parler la langue du peuple. Bien que se rapprochement avec la population soit nécessaire pour modifier adéquatement leurs habitudes sexuelles, il peut s'avérer difficile de trouver une main-d'œuvre éduquée ayant le désir de se rendre dans de petits villages en zone rurale. Les employés d'organisations internationales ne peuvent jouer qu'un rôle minime pour venir en aide dans l'application de tels programmes nationaux. Le rôle de la Banque Mondiale et d'organisations aidant les pays en voie de développement, se limite, essentiellement, à faire de la recherche :

⁵⁹ Ajoutons simplement à ce qui a déjà été dit à ce sujet, au début de cette section, que les religions d'Asie ne s'opposent pas officiellement au contrôle des naissances comme c'est le cas dans des pays occidentaux et en Amérique du Sud avec la religion catholique.

The most important item has been and will remain research, in particular research aimed at perfecting the available techniques for birth control. Demographic and economic research is important also, mainly for public enlightenments and for overcoming the inhibitions of governments in underdeveloped countries against feeling the urgency of inaugurating a firm population policy (Myrdal 1970, p.162).

Le développement de nouvelles technologies, pour faciliter un contrôle des naissances, demeure une cible incontournable dans l'aide que peuvent procurer les nations industrialisées.

Tout comme Keynes dans les années 1930 et 1940, Myrdal fit la promotion d'un transfert de revenu des riches aux pauvres afin de favoriser une augmentation de la population. Il proposa des politiques sociales aidant les familles les plus pauvres. Il insista avec sa femme Alva, sur le fait que chaque enfant devait être désiré par ses parents et que la conciliation travail-famille était souhaitable. La possibilité d'avoir accès à un logement familial à faible coût et la construction de garderies permettent d'atteindre l'un des objectifs de Myrdal, soit la hausse de la natalité. L'accès au marché du travail, pour les femmes, augmente également le revenu des familles. Les couples peuvent ainsi prendre leur décision d'avoir ou non des enfants en se basant sur des critères autres que l'argent. Il est à noter que cette prise de décision est possible grâce à un accès aux moyens de contraception. La situation en Suède diffère toutefois de celles des nations sous-industrialisées et c'est pourquoi, Myrdal change radicalement son point de vue dans ses ouvrages internationaux (1964, 1968 et 1970). Son intérêt pour l'économie de la population est de plus en plus prononcé avec les années et c'est l'une des raisons pour laquelle Myrdal analyse la surpopulation en Asie. Ses recommandations concernant l'application de politiques antinatalistes par les gouvernements nationaux ou encore, la prudence que doivent prendre ces pays s'ils désirent mettre en place une réforme sociale marquent son changement de perception.

Son travail au sein d'institutions internationales a permis d'étendre la compréhension sur le bien fondé de telles politiques. Bien que Karl Gunnar Myrdal décéda en 1987, il ne faut pas sous-estimer son influence passée et actuelle. À ce sujet, il semble pertinent d'analyser les différentes mesures proposées par les organisations internationales à travers le monde. Le

chapitre suivant permettra de mettre en perspective les différentes propositions faites par les penseurs traités dans ce mémoire.

CHAPITRE V

LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

To hope for a more universal collectivism than the national seems in the present stage of human history to be an illusion. No one, except in very thin intellectual strata, seems to have a working sentiment of identification with humanity or even western culture.

Gunnar Myrdal 1940.

Les quatre premiers chapitres de ce mémoire nous permettent maintenant d'examiner les différentes théories des penseurs couverts dans ce mémoire. Nous tenterons également de comprendre où nous en sommes dans le développement de l'économie de la population. Avant d'effectuer ceci, nous effectuerons un survol des différentes tentatives faites par la Chine pour réduire sa population. Dans le chapitre précédent, il a été question des différentes politiques antinatalistes que l'Inde a mises en place dans les dernières décennies. Nous pourrons ainsi comparer les réussites et les échecs de ces deux nations.

Bien qu'il y ait d'autres écrits d'économistes¹ sur la démographie exposant des idées et concepts différents, il est intéressant de comparer les initiatives contemporaines dans cette discipline à celles proposées par les auteurs étudiés. Cela étant dit, il faut d'abord comprendre la situation actuelle pour pouvoir faire de telles comparaisons. Les politiques sociales proposées par ces penseurs ont été mises en contexte précisément pour pouvoir être en

¹ Voir en particulier l'œuvre d'Amartya Sen. Ce dernier s'est notamment penché sur les questions mettant en lien le développement et les politiques démographiques (1982). Dans son ouvrage *Development as Freedom*, il explique comment la démocratie peut s'avérer être la meilleure solution pour contrer la famine.

mesure de les appliquer (ou de les analyser). Les positions de Keynes et de Myrdal ne sont pas rigides. Comme en témoignent le troisième et le quatrième chapitre, la crise économique et la hausse du chômage, dans les années 1930, exigeaient des mesures toutes autres que celles privilégiées par Malthus. Ainsi, le changement de perception de Keynes, à l'endroit du néo-malthusianisme, est dû en partie au contexte économique. La position de l'Inde et de la Chine, dans l'économie mondiale, ne peut donc être négligée. En effet, comment peut-on se soucier de l'accroissement démographique planétaire ou encore, de la conjoncture économique actuelle sans prendre en compte ces deux nations?

La situation a, certes, évolué, depuis le premier *Essai sur le principe de population*, mais encore de nos jours, de nombreuses personnes, à travers le monde, peinent à se nourrir convenablement. Pour éviter de telles tragédies, plusieurs propositions sont envisageables. Le document officiel de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement ainsi que la révision partielle, qui s'en suivit en 1999, énoncent certaines d'entre elles :

Il faudrait notamment assurer le développement économique et atténuer la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, améliorer la condition de la femme, garantir l'accès de tous à l'enseignement primaire et à des soins de santé primaires de qualité, en particulier à des services de santé de la population et de planification familiale, et adopter des stratégies en matière d'éducation touchant la procréation responsable et l'éducation sexuelle. (Conférence internationale sur la population et le développement 1994, p.3)

Ces mesures à prendre sont proposées dans les pays où la transition démographique n'a pas encore été achevée. Il est possible d'inclure la plupart des pays en développement de même que, probablement, tous les pays moins avancés (PMA)². Le but ultime à atteindre étant de stabiliser la population mondiale afin de connaître une croissance économique et un développement durable. Atténuer la pauvreté est une cible incontournable de politique de développement pour une institution internationale comme les Nations Unies. Il semble étrange de constater que, pour combattre la surpopulation, il faille diminuer la pauvreté.

² C'est à la première session de la CNUCED, en 1964, que l'on a commencé à porter un intérêt pour les pays que l'on nommait alors les « moins avancés ». Suite à plusieurs études pour établir des critères d'éligibilité à cette catégorie, l'Assemblée générale de l'ONU a approuvé la liste de 25 pays considérés comme étant des PMA en 1971 (il y en a 49 actuellement). Les critères d'identification des PMA sont les suivants : PIB par habitant inférieur à 900\$, retard dans le développement humain et vulnérabilité économique.

Comme l'ont probablement remarqué les lecteurs, une relation inverse fut défendue par Malthus. Puisque les moins nantis consacrent une grande part de leur revenu à l'alimentation, une augmentation de leur rémunération pousserait le prix des subsistances à la hausse³. En ce qui a trait à la qualité des services de santé et des politiques s'employant à diminuer la mortalité infantile, une exacerbation de la problématique de surpopulation est à craindre. L'argumentaire du rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement est le suivant : rendre un taux de fécondité élevé moins nécessaire et réduire la fréquence des naissances à haut risque (Ibid., p.31). Abaisser le taux de fécondité est souhaitable dans beaucoup de pays. Pour ce faire, s'agit-il de diminuer la pauvreté ou d'enseigner l'éducation sexuelle aux gens vivant dans de tels endroits?

5.1 S'attaquer à la pauvreté ou à l'éducation?

La première proposition est facilement critiquable d'un point de vue malthusien. En ce qui a trait à l'idée d'avoir de meilleures institutions, telles que des écoles ou des centres d'éducation sexuelle, elle peut paraître insuffisante. La forte proportion de jeunes gens dans les pays en voie de développement permet de croire que l'accroissement démographique, dans les prochaines décennies, demeurera élevé. La mise en application de plusieurs programmes nationaux antinatalistes, tel que celui en Inde, ne virent aucun résultat immédiat. Les habitudes sexuelles et les coutumes sont d'immenses paquebots qui demandent de la patience et du temps afin de pouvoir les changer de direction. Comme l'indiquait Myrdal dans *Le drame de l'Asie*, peu de pays ont réussi, jusqu'à maintenant, à mettre en place un programme sérieux faisant la promotion d'une baisse des naissances. L'Inde s'avère un précurseur dans ce domaine. Malgré tout, force est d'admettre que ce pays n'a pas accompli complètement ses objectifs puisque la population de la nation indienne dépasse aujourd'hui le milliard d'habitants. La multitude de peuples parlant des langues et des dialectes différents en

³ Pendant le printemps et l'été 2008, plusieurs denrées alimentaires ont vu leur prix augmenter de façon vertigineuse. La poussée des prix des céréales, du riz et de la viande a provoqué une crise alimentaire dans de nombreuses nations. Outre la hausse du prix des engrais et du pétrole, la diminution de production de blé remplacée par des biocarburants explique, en grande partie, cet épisode tragique.

Inde nuit grandement aux programmes visant à combattre la surpopulation. Pour comparer les réussites et échecs de la Chine ou de l'Inde à ce sujet, il faut absolument prendre en compte l'homo ou l'hétérogénéité de leur population puisque l'unité culturelle des Han facilite la pratique de la politique de l'enfant unique. La « Tour de Babel » qu'est l'Inde compte 14 langues qui sont parlées par, au moins, une dizaine de millions de personnes (Lacoste 2009, pp.200-209).

L'accroissement démographique n'est pas une nouvelle préoccupation pour la Chine. Ce pays comptait déjà près de 380 millions d'habitants en 1820 alors que ce nombre était de 138 millions en 1700⁴. Cette croissance n'a évidemment pas échappé à l'œil de tous les chercheurs de l'époque. En effet, cinq ans avant la publication de *l'Essai sur le principe de population* (1798) par Malthus, Hong Liangji-Ki (1746-1809) publiait un traité dans lequel il développait des thèses similaires à celles de son homologue anglais. Dans son traité intitulé *Opinions*, Liangji-Ki affirme que la population augmente plus vite que les moyens de subsistance. Il utilise des exemples similaires à ceux de Malthus pour expliquer le différentiel de croissance de ces deux taux d'accroissement. Une différence entre ces deux penseurs se doit d'être mentionnée. La solution proposée par Liangji-Ki pour aider les pauvres diffère de celle de Malthus sur plusieurs points. Pour ce dernier, une aide aux pauvres ne pouvait qu'augmenter la natalité et ainsi, aggraver le problème. Liangji-Ki voit la situation autrement. Il s'interroge sur la distribution des ressources alimentaires et immobilières. Selon lui, un meilleur partage de richesses matérielles permettrait de nourrir convenablement toute la population : « Dans les familles opulentes, une personne occupe une maison qui pourrait fournir le logement de cent individus et une seule famille possède des terres aussi vastes que celles de cent autres familles. Il n'y a donc rien d'étonnant à voir des gens pauvres mourir partout de froid et de faim » (cité dans Chesneaux 1960, p.93)⁵. Le manque d'influence

⁴ Notons que ces données sont approximatives. Il n'y a pas un consensus sur le sujet et les différentes sources ne s'entendent pas toujours sur les chiffres exacts. Voir à ce sujet Sauvy (1957), Paillat et Sauvy (1974) de même que Maddison et Wu (2008).

⁵ Il est possible de retrouver les œuvres de Hong Liang-Ki en trois volumes (Changhai 1936). Le traité *Opinion* forme le premier cahier. Liang-Ki s'est intéressé à plusieurs sujets et la démographie n'était pas son domaine de prédilection.

politique et la diversité des sujets traités par Hong expliquent probablement le peu d'attention portée à ces écrits démographiques.

Bien que les expériences chinoises, en ce qui à trait aux politiques antinatalistes, soient nombreuses, les dernières mises en place nous intéressent particulièrement. La première tentative de limitation des naissances, sous la République populaire de Chine, s'est produite une année avant le grand bon en avant⁶, soit en 1956. Bien qu'elle soit de courte durée (se termine à la fin de l'année 1957), elle marque le début de plusieurs expériences du genre. L'augmentation de l'âge du mariage est la principale technique employée par le gouvernement. Des boutiques coopératives vendent des condoms et des expositions instruisent les gens quant à l'utilisation des méthodes contraceptives. On apporte également des modifications aux différentes lois touchant les habitudes sexuelles. L'avortement devient ainsi légal pour les femmes ayant déjà quatre enfants. La limitation des naissances est sélective et vise principalement les régions avec des taux de fécondités élevés. Malgré tout, le dirigeant de la République populaire, Mao Zedong, décide de mettre un terme à cette politique. Il craint que le pessimisme gagne la population et que ces politiques néomalthusiennes ne soient pas appropriées : « Outre la direction du Parti, un facteur décisif est notre population forte de 600 millions d'habitants. Plus il y a de gens, plus il y a d'ardeur et d'énergie » (cité dans Blayo 1997, p.149). Mao hésitera à promouvoir les moyens de contraception pour des motifs économiques. Le communisme devait permettre le plein emploi. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter de la pauvreté.

La deuxième tentative (1962-1966) de limitation des naissances faite par le Parti communiste vise à transformer les naissances incontrôlées en naissances planifiées. Le gouvernement a la responsabilité de nourrir, de loger et d'éduquer les enfants. La décision d'un couple d'avoir, ou non, des enfants est donc une décision sociétale. La limitation des naissances contribue à la création d'un meilleur socialiste. Le deuxième programme est

⁶ Le grand bon en avant est une série de réformes (1958-1960) faites par le Parti communiste pour améliorer la production industrielle et agricole de la Chine. Ce fut un échec pitoyable qui mena à la plus grande famine du siècle dernier. Ce programme regroupe des coopératives au sein de communes qui doivent être auto-suffisantes. L'accent mis sur la production industrielle est exagéré. L'épuisement des ouvriers et les mauvaises récoltes de 1959-60 ruineront les objectifs de cette politique.

similaire au premier sur les méthodes employées par l'État pour réduire la natalité. L'ampleur est toutefois différente. Ce second essai est beaucoup plus important et vise principalement les zones urbaines. À partir de 1962, l'avortement est gratuit pour les femmes mariées et des rémunérations sont mêmes offertes. Le ministère privilégie également la vasectomie, mais les résultats sont médiocres à ce sujet. Cette campagne s'essouffle rapidement pour des motifs similaires à ceux de la première tentative.

À partir de 1971, la Chine établit des objectifs clairs en ce qui à trait à l'accroissement de la population. Il faut ramener ce taux à 1% dans les villes et à 1.5% dans les campagnes (Ibid., p.158). La principale mesure mise en place pour y arriver est l'application de quotas. Les provinces se doivent de maintenir un taux d'accroissement de la population sous une limite fixée par le Bureau des naissances planifiées. Cette décentralisation est importante puisque les provinces fixent également des objectifs aux villages et aux municipalités. Des groupes de couples sont créés et ces derniers doivent choisir qui peut avoir des enfants et qui doit se restreindre. Un système de priorité régularise ces décisions selon des critères tels que l'âge du couple et le sexe de leurs enfants (s'ils en ont déjà). On fixe également à 18 ans (20 pour les hommes) l'âge minimal pour se marier et on limite le nombre d'enfants par famille à 2 (3 dans les zones rurales).

Ces mesures, et beaucoup d'autres que nous ne traitons pas ici, permettent à la Chine d'abaisser son taux d'accroissement à 1.2% en 1977⁷. Malgré ces résultats, le Président Guofeng désire réduire ce taux à 1% d'ici 1980. Pour ce faire, il met en place la politique de l'enfant unique. Selon le ministre du gouvernement chinois, Zhang Weiqingun, cette politique aurait empêché 400 millions de naissances en trente années. Toutefois, derrière ce semblant de réussite se cachent de sérieux problèmes. Le gouvernement chinois doit donner des réductions d'impôt pour encourager les couples à avoir des filles. Ajoutons que le ratio homme-femme est de plus en plus disproportionné.

⁷ Il était de 2.6% en 1970 (Blayo 1997, p.167). Les résultats varient beaucoup d'une province à l'autre. Le programme ciblait différemment les régions chinoises. Il y a eu une baisse de fécondité principalement dans les villes.

La majorité des pays, où une chute du taux de natalité a été observée au 20^{ème} siècle, ont connu une croissance de leur niveau de vie. Ainsi, il est complexe de distinguer l'impact causal des institutions et du confort matériel. Le rapport de la Conférence du Caire indique qu'il existe une interdépendance entre la richesse matérielle et les caractéristiques de la population :

On s'accorde à reconnaître que la persistance de la pauvreté généralisée et l'existence de graves inégalités entre les groupes sociaux et les sexes ont une grande influence sur les paramètres démographiques tels que l'accroissement, la structure et la répartition de la population et sont en retour influencées par eux. (Ibid., p.14)

L'optique favorisée par l'ONU est donc celle où une réduction de la pauvreté conduit à une diminution de la natalité. Comme nous l'avons indiqué précédemment, la période pendant laquelle on constate une diminution du taux de fécondité et de mortalité est appelée la transition démographique. Cette appellation caractérise d'abord la baisse de naissances et de décès qu'a connue l'Europe depuis le 18^{ème} siècle. Plusieurs autres pays appartenant à d'autres continents ont vécu un phénomène semblable.

Cette transition s'opère en plusieurs étapes. La réduction de la mortalité due, notamment, au progrès sanitaire et à l'avancement de la médecine est la première transformation affectant la population. L'accroissement démographique devient ainsi plus grand vu la stabilité du nombre de naissance *ex post*. Ce n'est que plus tard que la fécondité diminue. Une croissance économique soutenue permet une élévation du niveau de vie. Les individus, suite à cette progression de leur bien-être matériel, décident d'avoir moins d'enfants pour différentes raisons. Malthus expliquait cette décision par le fait que les gens ne veulent pas renoncer à leur rang social (voir la section 2.3). L'économiste français Adolphe Landry, pour sa part, propose une explication différente. La réduction de la mortalité infantile permet à une proportion supérieure de nouveau-nés d'atteindre l'âge adulte et, à leur tour, de fonder une famille. Il s'avère ainsi moins crucial, pour les parents, d'avoir beaucoup d'enfants puisqu'ils atteindront presque tous l'âge adulte. Il ajoute que plusieurs générations ayant connu successivement ce bouleversement sont nécessaires avant d'observer une baisse de fécondité.

Ceci s'avère problématique puisque l'accroissement de la population est à son paroxysme lorsque la mortalité diminue.

Les partisans de la transition démographique voient d'un bon œil la récente baisse de mortalité chez les enfants en bas âge à travers le monde. Bien que le continent africain n'ait connu qu'une légère diminution de sa mortalité infantile au cours des vingt dernières années, il n'en demeure pas moins que le nombre de décès, dans les cinq années suivant la naissance, est passé de 90, en 1990, à 65, en 2008, par millier de naissances à travers le monde (Unicef 2009, p.2). Ceci peut sembler une bonne nouvelle dans la mesure où les parents ne désireront plus autant d'enfants qu'auparavant. Comme l'explique Jacques Vallin, la période séparant la baisse des deux taux peut conduire à une explosion démographique :

Le recul de la mortalité a, certes, été suivi d'une maîtrise de la fécondité qui a finalement entraîné une décélération de cette croissance et l'émergence d'un nouveau régime démographique à faible mortalité et faible fécondité mais, dans la plupart des cas, la différence de calendrier entre la baisse de la mortalité et celle de la fécondité a donné lieu, durant un laps de temps variable mais parfois assez long, à des excédents de population sans précédent (voir Caselli et al. 2001, T.5 p.73).

Nous pouvons d'abord nous attarder au fait que les excédents de population sont temporaires. Il s'agit d'identifier pourquoi certaines nations ont pris plus de temps que d'autres afin de diminuer leur taux de natalité. La période appelée *transition*, pendant laquelle la mortalité est le seul élément à diminuer, doit être la plus courte possible puisque l'accroissement de la population atteint son sommet pendant ce laps de temps. Ceci ne peut, toute chose étant égale par ailleurs, qu'aggraver la misère. Dans des pays industrialisés comme l'Angleterre, la France et la Suède, le nombre d'enfants par famille n'a commencé à se réduire qu'à partir du 19^{ème} siècle⁸.

Malthus observa ainsi l'Angleterre au moment où son accroissement démographique était le plus élevé. Or, ce dernier postulait que la population augmentait plus rapidement que les subsistances. La famine engendrée par le manque de nourriture ne pouvait être combattue que

⁸ Notons que la plupart des autres nations européennes ont connu cette baisse de natalité seulement à partir du 20^{ème} siècle.

par la contrainte morale. Devons-nous croire que la nation anglaise a augmenté l'âge des mariages comme le préconisait le révérend? Le contrôle des naissances peut s'effectuer de plusieurs manières. Tout d'abord, la contrainte morale que privilégiait Malthus a été la première technique pour diminuer la natalité en Europe. La perte d'influence de l'Église catholique et les progrès de la médecine ont, par la suite, ouvert les portes à de nouvelles possibilités de contraception. La popularisation de l'avortement est récente et ne s'est pas ancrée dans toutes les sociétés occidentales. Il faut également mentionner que les nations européennes possédaient l'option d'envoyer des habitants (des pauvres pour la majorité) dans leurs colonies. L'émigration fut une technique efficace pour combattre la surpopulation. Nous ne pouvons toutefois passer sous silence un autre phénomène qui a pris naissance au même moment. La révolution industrielle et les conséquences sociales associées à l'industrialisation ont chamboulé le mode de vie des habitants de l'Europe. Les grandes familles avaient une grande utilité en campagne alors qu'elles peuvent être perçues comme une nuisance en ville. La taille des appartements ne permet guère d'offrir le même confort aux enfants de même qu'aux parents. Un élément souvent négligé, et qui fut mentionné par Myrdal (1964), est la proximité des centres d'avortements et l'accessibilité aux méthodes de contraception en ville.

Comme l'explique Frank Notestein, le changement des structures productives engendre une perception différente quant à l'utilité d'une famille nombreuse. En campagne, les enfants sont utiles puisqu'ils peuvent travailler sur les terres agricoles de même qu'exercer certaines activités produisant un revenu. Avec l'urbanisation, le fardeau d'un enfant supplémentaire est accru. Les frais liés à la scolarité des enfants et l'entrée des femmes sur le marché du travail sont quelques-uns des facteurs pouvant expliquer la baisse de natalité. L'exode rural figure comme l'un des mouvements en pleine expansion dans les pays en voie de développement. Des études menées par l'ONU permettent de croire que, d'ici 2015, près de 56% de la population mondiale vivra en zone urbaine : « Or, c'est dans les pays en développement que le phénomène d'urbanisation sera le plus rapide. Dans ces pays, la population urbaine, qui était de 26% seulement en 1975, devrait atteindre 50% d'ici à 2015 » (Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement 1994, p.9). Doit-on pour autant s'attendre à une baisse de la fécondité dans ces pays? L'absence d'endroits pouvant

accueillir des immigrants de même que les différences culturelles mentionnées par Myrdal dans *Le drame de l'Asie* laissent présager le contraire.

Myrdal ne fut pas aussi optimiste quant à l'avenir des pays sous-développés que ne le sont les chercheurs de l'Organisation des Nations Unis. Il s'est interrogé sur le bien fondé d'utiliser les mêmes techniques de développement que celles utilisées par les nations déjà industrialisées⁹ :

The South Asian countries are compelled to lay the main stress on the quantitative aspect of the population development. [...] The difference comes clearly to light in the divergent consequences in regard to redistributional policy measures. The South Asian countries have to be cautious about making it economically advantageous for family to have children [...] (Myrdal 1970, pp.1500-1501)

Il met ainsi en doute l'hypothèse selon laquelle un abaissement de la mortalité infantile ou une amélioration de la santé des mères et des enfants tend à diminuer la natalité. Cette hypothèse est l'élément clé expliquant les désaccords entre les néo-malthusiens et les partisans de la transition démographique. Le laissez-faire prôné par les derniers déplaît grandement aux néo-malthusiens qui souhaitent voir les gouvernements nationaux investir temps et argent dans la promotion des méthodes contraceptives. La période de transition, pendant laquelle la mortalité chute et la natalité demeure constante, doit être la plus courte possible. Comme le rappelle Landry, cette phase peut perdurer plusieurs générations. Puisque l'accroissement de la population est à son maximum, il faut absolument privilégier un contrôle des naissances.

La baisse de mortalité dans les années 1950 et 1960 a poussé de plus en plus de chercheurs à se pencher sur l'accroissement de la population des pays en voie de développement. Évidemment, la plupart d'entre eux voyaient en cette baisse de mortalité

⁹ Cet argument est défendu par plusieurs autres chercheurs s'intéressant à l'économie du développement. Les pays qui amorcent leur industrialisation plus tard font ainsi face à un environnement différent de celui des nations ayant déjà atteint ce stade de développement. Une industrialisation tardive comporte toutefois des avantages. Comme l'explique Alexander Gerschenkron (1962), l'arriération permet un usage immédiat de technologies plus efficaces. En ce qui a trait à la population, les technologies de l'information et de la communication peuvent aider les gouvernements des pays en voie de développement à faire la promotion des méthodes contraceptives.

l'achèvement de la première étape de la transition démographique. La position de Myrdal concernant la promotion par les gouvernements de méthodes contraceptives est ainsi en contradiction avec celle de plusieurs économistes et démographes. Deux économistes en particulier, Coale et Hoover¹⁰, ont été chargés de mener une étude afin d'analyser les effets économiques d'une baisse drastique de la natalité dans les pays en voie de développement. Selon eux, la théorie de la transition démographique semble être la plus efficace pour prédire l'avenir de ces nations :

Since much of the reduction in mortality typically occurs in childhood, it will be apparent that average family size is increasing as mortality rates decline; and the motives of insuring family continuity and of obtaining support for old age can be satisfied with a smaller number of births (Coale et al. 1958, p.16).

Ils sont toutefois conscients que cette théorie ne semble pas toujours se réaliser en pratique. Ils donnent l'exemple du Ceylan de même que celui de Taiwan pour exprimer leur scepticisme.

Coale et Hoover expliquent, de façon similaire à celle de Myrdal, comment l'abaissement de la natalité permettra d'abaisser la croissance de la population. Une baisse du taux de fécondité n'aurait pas d'effet sur la taille de la main-d'œuvre pour près d'une génération. Ils ajoutent que le nombre de consommateur diminuerait puisqu'il y aurait moins d'enfants à prendre en charge. L'épargne, moteur de l'économie, permettrait d'investir et ainsi d'augmenter le capital disponible. Lorsque les enfants atteindraient l'âge de travailler et de se marier, ils seraient moins nombreux en nombre et auraient moins d'enfants. Il n'y a donc pas de nouvel équilibre. De génération en génération, la natalité chuterait si bien que la distribution de l'âge de la population se modifierait.

Les discussions précédentes ont négligé une autre problématique, le développement durable. Cet élément contemporain remet en question les politiques pro-natalistes privilégiées

¹⁰ Voir à ce sujet *Population growth and economic development in low-income countries*, 1963. Cette étude a été faite sous la supervision de Frank Notestein, Directeur de l'*Office of Population Research* de l'Université de Princeton. Ce démographe américain est l'un des principaux responsables de la popularisation de la transition démographique dans des institutions comme l'ONU. Les raisons poussant une telle institution à privilégier la théorie de la transition démographique sont multiples.

notamment par les mercantilistes et les Myrdal. Nous devons considérer le questionnement suivant : l'ajout d'individus à la collectivité augmente-t-elle forcément la consommation de biens? La naissance, bien que porteuse en elle-même de nécessité, n'est nullement génératrice d'une nouvelle production. En fait, il s'avère plus exact de dire qu'elle ne l'est pas directement. Les droits fondamentaux énoncés par l'ONU, tels que tous les individus ont droit à un niveau de vie suffisant pour eux-mêmes et leurs familles permettent de répondre positivement à cette hypothèse. Certes, cette consommation se caractérise différemment d'un enfant à l'autre puisqu'il existe des écarts de bien-être matériel au sein des différentes sociétés de ce monde. Par contre, il est incontestable que peu importe le milieu où l'individu naîtra, celui-ci consommera des biens de toutes sortes pour combler ses besoins.

Le développement durable suppose une viabilité à long terme de la consommation et de la production de tous les secteurs économiques. Il faut harmoniser les politiques démographiques et les politiques visant la réduction de la pauvreté :

Toutefois, dans les politiques macro-économiques et sectorielles, on a rarement accordé toute l'attention voulue aux facteurs démographiques. En prenant expressément en compte ces derniers dans les stratégies relatives à l'économie et au développement, on pourra à la fois obtenir un développement durable et une atténuation de la pauvreté plus rapides et contribuer à réaliser des objectifs démographiques ainsi qu'à améliorer la qualité de la vie de la population. (Conférence internationale sur la population et le développement 1994, p14)

Le rapport du Fonds des Nations Unies pour la population de 2009 exprime ce souhait de voir les différentes nations réduire l'accroissement de leur population dans le but de réduire la pollution atmosphérique. Pour obtenir une baisse plus prononcée de la pollution, il faut que la diminution de la natalité se fasse dans les pays où le taux d'émission par habitant est le plus élevé¹¹ :

Chaque naissance entraîne non seulement les émissions imputables à ce nouvel être, mais aussi les émissions produites par tous ses descendants. Il en résulte que l'économie d'émissions liée à ce que toute les naissances seraient désirées ou planifiées se multiplie avec le temps. Cette vue [...] s'explique notamment par la forte influence de

¹¹ Un rapport de la Commission de la population et du développement (2009) rapporte que ce phénomène est dû à la plus forte concentration dans des zones urbaines dans certains pays.

l'augmentation de la population sur le volume total des émissions dans certains pays développés (L'État de la population mondiale 2009, p.22).

Ces mesures pourraient, en effet, diminuer l'émission de gaz à effet de serre puisque, comme nous l'avons montré préalablement, chaque être humain est responsable d'une quantité plus ou moins grande de pollution.

Comme le mentionne le rapport, il faut aussi prendre en considération que certains individus sont plus touchés que d'autres par les cataclysmes naturels. Les pays en voie de développement sont les plus sensibles à ce genre de problématique et il faut donc que les pays industrialisés prennent en compte les externalités de leur émission de gaz¹². Selon Jared Diamond, cette sensibilité aux facteurs environnementaux explique également le sous-développement de ces nations. Dans son livre *Guns, Germs, and Steel* (1997), il explique que trois facteurs immédiats sont responsables de la conquête du monde par l'Europe : la technologie, les maladies épidémiques et l'organisation politique. La présence de ces facteurs facilitant le développement en Europe est expliquée par la disponibilité d'espèces animales et végétales, les échanges d'innovations agricoles de même que l'absence de barrières naturelles. L'Afrique, l'Asie du Sud-est ou encore, l'Amérique du Sud n'ont pu bénéficier de ces avantages géographiques ce qui a réduit considérablement la densité de population. Ces freins à l'accroissement de la population sont évidemment similaires à ceux développés par Malthus en 1798. La guerre, les maladies et l'absence de progrès agricoles empêchent la population de croître, mais ceci ne constitue pas un frein au développement chez ce dernier.

L'économiste Jeffrey Sachs (2001) se penche, pour sa part, sur le sous-développement des zones tropicales¹³. Avec des arguments similaires à ceux de Diamond, il constate que l'environnement géographique est responsable de la faible production agricole et de la santé

¹² Un fait intéressant dans les derniers rapports onusiens, est certainement les conséquences que peuvent avoir ces catastrophes naturelles sur les femmes. En effet, les mauvaises moissons, qui sont engendrées par la piètre qualité des sols de même que par les changements de températures abruptes, occasionnent plus de difficultés aux femmes qu'aux hommes en moyenne. Il faut comprendre que les femmes occupent en plus grande proportion des emplois dans l'agriculture.

¹³ Voir également à ce sujet Bloom et Sachs (1998) de même que Douglas (1957).

précaire des habitants de ces régions¹⁴. Le développement des Tropiques est ainsi entravé par ces deux facteurs. La fragilité des sols, les parasites et les problèmes d'irrigation retardent le développement agricole de ces pays. Ces nations se doivent donc d'agir pour protéger l'environnement. La Chine, l'Inde et le Brésil sont devenus des acteurs incontournables sur la scène internationale¹⁵. Mis à part les États-Unis, l'Inde et la Chine sont les pays les plus pollués sur Terre. Tout le monde doit faire sa part.

5.2 Population optimale

Faut-il, comme le pensaient plusieurs penseurs néo-malthusien du début du 20^{ème} siècle tels que Knut Wicksell et Hjalmar Öhrvall¹⁶, trouver la population optimale pour chaque pays ou encore, pour la planète entière? Équilibrer les ressources naturelles et la population devrait-il être un objectif souhaitable pour combattre la famine? Myrdal critique ouvertement cette idée dans son chapitre retiré du livre *The political element in the development of economic theory*¹⁷. Il désavoue les tentatives de plusieurs économistes d'estimer mathématiquement une formule de population optimale :

¹⁴ La vulnérabilité aux risques naturels (tsunamis, séismes, ouragans) est un autre élément à prendre en compte. Les récents séismes au Chili et à Haïti montrent la fragilité des pays sous-industrialisés aux cataclysmes naturels. Les changements climatiques jouent un rôle de plus en plus évident dans la multiplication de ces catastrophes. La hausse du niveau de la mer est également inquiétante pour des pays comme le Bangladesh. Selon les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le niveau de la mer s'élèvera considérablement tout au long du 21^{ème} siècle. Voir à ce sujet les différents scénarios projetés par ce groupe d'experts (IPCC, 2007).

¹⁵ L'acronyme BRIC est souvent utilisé pour faire référence à la réussite économique des pays en voie de développement. Il fait référence à quatre pays : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Cet acronyme fut utilisé pour la première fois en 2003 pour représenter la croissance rapide de ces pays. Voir en particulier les études du groupe économique de Goldman Sachs (novembre 2007).

¹⁶ Voir l'article de Sutter (1960, p.679) pour un historique des acteurs suédois dans la propagande visant la limitation des naissances. L'ami de Wicksell, le docteur Öhrvall, écrit un pamphlet pouvant être traduit comme *Précautions dans la vie conjugale* qui avait pour but de renseigner les gens mariés des dangers des trop grandes familles.

¹⁷ Voir également sa critique de la théorie de population optimale dans le chapitre *Effects of population decline* de son livre *Population and democracy* (1940).

Think how sagacious the theoretician must be, who would compute an optimum population and therefore give consideration to social man's intimate happiness and allowance to a person's partiality for solitude, to people's joy in having children, to women's reluctance to give birth themselves and to people's moralistic and personal decisions to adopt measures to prevent conception (cité dans Carlson 1990, pp.40-41).

L'opinion de Myrdal fait écho à bon nombre de chercheurs qui s'opposent à la mathématisation abusive de la science économique et de la démographie. À notre connaissance, aucune formule ne fut proposée pour estimer la population optimale des nations ou de la planète Terre.

Avec une population vieillissante, les pays industrialisés voient les frais associés aux soins médicaux et aux services sociaux croître de plus en plus. Il incombe aux gens de la population active de subvenir à ces nouveaux besoins. Bien que l'immigration comble partiellement ce manque de travailleur, la faible natalité risque de poser problème pour certains pays. Il ne faudrait pas être surpris de voir la plupart des gouvernements ayant une pyramide des âges inversée augmenter les taux de taxation des ménages afin d'équilibrer leur budget. Notons également que les épargnes personnelles accumulées pendant la vie active varient considérablement d'une personne à l'autre. Comme l'explique Myrdal, il est de moins en moins répandu de voir les enfants accueillir leurs parents retraités dans leur domicile. L'idée d'avoir des enfants pour se garantir un revenu pour la retraite est dépassée : « The idea that children should support their old parents later in life has more and more lost its grip over ordinary people » (Myrdal 1940, p.198). Les parents ne regardent ainsi plus leurs enfants comme une future pension. Il faut toutefois faire attention puisque ce genre d'attitude n'est pas présent dans plusieurs pays en voie de développement. Dans certains pays sous-industrialisés, où l'exode vers les villes n'est pas chose du passé, le choix d'avoir une grande famille se fait encore pour des motifs de protection sociale. La mise en place de politiques antinatalistes peut donc s'avérer une aventure dangereuse puisqu'il n'existe pas de système de pension (ou d'épargne forcée). Ceci est, sans aucun doute, une explication de l'écart de taux de croissance de la population entre les pays sous-développés et industrialisés.

Des conséquences sociales, politiques et culturelles doivent également être prises en compte en ce qui a trait au vieillissement de la population. Comme l'expliquait la

Commission suédoise sur la Population dans la conclusion de leur rapport, une population déclinante entraîne forcément un nombre relativement plus grand de gens âgés dans la société. Les différences psychiques moyennes entre les générations auront un impact sur la vie des citoyens. Cet impact peut être autant positif que négatif :

In a judgment of this question it is certainly incorrect to underestimate the importance of the calm presence of mind, the patient care, and the greater experience of life which comes with age [...] on the other hand, imply serious danger that the nation will be wanting in the other qualities likewise valuable, which belong above all to youth: willingness to sacrifice, courage, power of initiative and creative imagination (Cité dans Myrdal 1940, p.160-161).

Cette baisse de naissances dans les pays riches peut également se produire dans les pays pauvres. Comme le démontre une étude de la division de la population des Nations Unies¹⁸, le nombre moyen d'enfant passera bientôt sous le cap de 2.1 enfants par famille¹⁹ à travers le monde. Comme l'expliquait Myrdal (1934, 1940), une population déclinante peut, certes, augmenter temporairement la quantité de capital par travailleur, mais cette quantité diminuera certainement dans le long terme. Dans la même veine, l'investissement nécessaire aux entrepreneurs ne sera plus au rendez-vous. Ce cercle pervers peut continuer ainsi très long. Ce raisonnement ressemble à celui que Keynes défendit dans *Quelques conséquences d'un déclin de la population*. Ce dernier mentionnait qu'en présence d'une population déclinante, il fallait tout faire pour éviter une baisse de la demande effective (voir la section 3.4). Bien que les circonstances aient changées depuis 1937, rappelons que la baisse du taux d'intérêt de même qu'une meilleure répartition du revenu étaient les deux solutions proposées par Keynes.

Quoi qu'il ait été dit sur la population, la fécondité ou la mortalité, l'atteinte d'un accroissement ou d'une stationnarité démographique ne devraient point être une cible

¹⁸ Voir la section *Briefing* du magazine *The Economist* (31 oct. 2009) pour des commentaires et un résumé de l'étude.

¹⁹ 2.1 est le taux de natalité considéré comme étant le minimum pour soutenir une population stable. Ce taux peut être aussi bien utilisé comme point de repères pour un pays que pour la planète entière. À titre d'exemple, l'humanité risque de se retrouver avec un taux de fertilité inférieur à 2.1 d'ici 2050 selon plusieurs études.

dominant celui de l'esthétique. Mill exprime de brillante façon ce dilemme de l'homme et de la nature :

A world from which solitude is extirpated, is a very poor ideal. Solitude, in the sense of being often alone, is essential to any depth of meditation or of character; and solitude in the presence of natural beauty and grandeur, is the cradle of thoughts and aspirations which are not only good for the individual, but which society could ill do without (Mill 1888, T.2 p.339).

Cet équilibre entre nature et grandeur de la civilisation est fragile. Trouver un compromis entre les deux est un objectif louable, auquel le peu d'attention de la part des économistes est regrettable. L'industrialisation et les conséquences s'y rattachant n'ont pas été suffisamment prises en compte. La critique de Wicksell à l'endroit de Marshall en est un exemple classique :

Professor Marshall, the well-known English economist, almost makes fun of Mill's sentimentality and emphasizes instead "the growing enrichment of human life when the backwoodsman finds neighbors who settle around him, and the backwoods settlements gradually grow into villages." But surely there must be a golden meat between new settlements in the woods and the ghettos of the poor in our big cities (Traduit par Overbeek 1973, p.211).

Ce « *golden meat* » comme l'appelle Wicksell est forcément atteignable. L'économie et l'environnement doivent coexister et ce, pour le bien-être de tous.

Le bonheur espéré d'élever un enfant est souhaitable, mais ne doit se confiner à celui de son enfant. Les institutions se doivent ainsi d'encourager une personne voyant d'un bon œil l'adoption. L'adoption internationale, souvent privilégiée dans les pays industrialisés, apporte une dimension différente à ces sociétés. Le multiculturalisme se doit d'être priorisé. Malgré tout, gardons à l'esprit les problèmes que peuvent entraîner l'adoption internationale. Des citoyens d'un pays comme le Canada, désirant adopter un enfant venant d'un autre pays doivent être conscients que l'émission de gaz à effet de serre par habitant est plus grande sur leur territoire. Rappelons les propos de Myrdal quant au désir des familles d'avoir des enfants, car l'important demeure le bonheur des enfants et des parents. Avec l'adoption, les enfants non désirés par les familles, s'ils ne peuvent être avortés pour quelques raisons que ce

soit, peuvent vivre dans un climat plus propice à leur effervescence. Enfin, il ne reste qu'à savoir si cet environnement est vraiment plus propice.

CONCLUSION

Ce mémoire avait pour objectif premier de rendre compte des écrits de plusieurs penseurs qui se sont intéressés à l'économie de la population. Cette tâche devait nous permettre de mieux comprendre la relation entre économie et population. Il est évidemment impossible de couvrir la majorité des grandes questions de cette discipline dans un texte aussi restreint. C'est pourquoi, nous avons porté notre attention sur une problématique en particulier, soit la pauvreté et la famine. Nous n'avons évidemment pas la prétention d'avoir fait le tour de la question. Les causes et conséquences de la malnutrition ou encore, de la pauvreté sont diverses et spécifiques à chaque nation. Toutefois, l'analyse des écrits de Petty, Malthus, Keynes, Wicksell et de Myrdal nous a permis de voir différentes approches afin de répondre à cette question : Faut-il privilégier la redistribution de la richesse ou encore, ne pas aider les pauvres afin de leur faire comprendre qu'ils sont les responsables de leur souffrance?

Il ne fait pas de doute que l'élément clé, dans ce débat, est l'analyse de Malthus. Les *Essais sur le principe de population* ont, certes, connus un grand auditoire, mais il faut se rendre à l'évidence que les travaux de ce penseur sont de moins en moins lus et la plupart du temps, discrédités. Malgré cela, les sujets sur lesquels Malthus s'est attardé au 18^{ème} sont encore d'actualité. Les efforts de la Chine pour réduire son taux de natalité et les déboires de l'Inde à ce sujet en sont quelques exemples. Certains démographes estiment que l'Inde deviendra le pays le plus peuplé de la Terre d'ici 2035. À chaque année, environ 19 millions d'habitants s'ajoutent à la population indienne. Malgré les récents succès économiques de la Chine et de l'Inde, l'Asie demeure le continent où il y a le plus de personnes sous-alimentées.

Les causes de la famine sont diverses. Même lorsque la nourriture est en abondance, il peut y avoir des gens mourant de faim. Comme le fait remarquer Amartya Sen, plusieurs facteurs économiques expliquent ce genre de situation. La baisse des salaires ou une hausse

du chômage peuvent, même en temps de bonnes récoltes, mener à la famine. La relation économie/nourriture est, comme nous l'avons vu, un sujet traité par Malthus et Myrdal. Les solutions proposées par ces économistes sont multiples : contrainte morale, avortement et industrialisation. Ajoutons à cette liste la mise en place de la démocratie (Sen, 1982).

L'argumentaire et les critiques de Malthus, quant aux lois sur les pauvres, ont été le point d'ancrage du courant malthusien. Les politiques qu'il proposa pour améliorer le sort des pauvres sont demeurées une référence puisqu'elles permettaient une nouvelle approche, basée sur des idéaux autres que ceux d'économistes associés au mercantilisme. Il ne s'agissait plus de réfléchir dans un cadre d'analyse nationale ou encore, raciale, mais bien de chercher réponse à la seule question qui vaille la peine d'être répondue : comment nourrir les pauvres? La décision d'avoir un bambin supplémentaire est ainsi cruciale chez Malthus. Le bonheur des parents et des enfants dépend de cette décision. Dans l'Angleterre du début du 19ème siècle, la nourriture n'est pas en abondance, il faut donc, selon le révérend, diminuer l'accroissement de la population. Un système de redistribution des revenus agit dans le sens opposé et doit être évité. La demande de nourriture supplémentaire occasionnée par une telle redistribution aurait des conséquences tragiques sur les plus démunis. Cette manière de penser, soit en termes de limite de croissance, influença grandement d'autres économistes. Parmi ceux-ci, l'économiste le plus influent du siècle dernier : John Maynard Keynes.

Les deux économistes de Cambridge ont partagé maintes passions. Que ce soit dans la défense des idées malthusiennes sur la scène publique ou dans l'écriture de note personnelle, la fécondité et la mortalité ont envahi l'esprit de ces deux individus. La découverte récente des notes personnelles de Keynes apportent une preuve supplémentaire de la place de cette idéologie dans sa vie. Bien que Keynes ne considère plus une baisse de la natalité anglaise comme aussi capitale dans les années 1930 et 1940, il conserve un raisonnement néo-malthusien. Son programme d'épargne forcée de même que sa politique de redistribution des revenus des célibataires aux familles marquent bien cette transition. Une telle proposition a toute les chances de faire augmenter la consommation et la population.

Afin de favoriser une augmentation de la population en Suède, Myrdal proposa des politiques sociales aidant les familles les plus pauvres. Il insista, avec sa femme Alva, sur le fait que chaque enfant doit être un enfant désiré. Myrdal utilise donc un argumentaire conservant les thèses malthusiennes, mais il les emploie à des fins combattues par Malthus. Malgré cela, Myrdal prônera des politiques antinatalistes dans ses œuvres ultérieures. Selon lui, il existe des différences entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Il n'y a pas, comme en Europe, de mouvement faisant la promotion des moyens de contraception dans les pays d'Asie du Sud-est. La surpopulation qui sévit dans ces nations ne peut se résorber par elle-même. Ceci explique la prise de position néo-malthusienne de Myrdal dans ses études internationales. Ce raisonnement nous semble pertinent puisqu'il rejette l'idée selon laquelle les pays sous-industrialisés doivent suivre les mêmes étapes que l'Occident pour se développer.

Les différentes mesures proposées par les penseurs traités sont au cœur de ce mémoire. Leur vision respective de l'économie de la population nous a permis de mieux comprendre la complexité de cette discipline. La cohérence d'ensemble de l'œuvre de Keynes, de Malthus ou de Petty n'apparaît qu'une fois que leurs analyses ont été resituées dans leur contexte. Ainsi, bien qu'il y ait des différences marquées entre leurs idéologies, il existe un fil conducteur. L'époque à laquelle Petty s'est penché sur le lien unissant la démographie et l'économie est à l'opposée de celle de Malthus. La peur d'une nouvelle pandémie comme la grande peste laissa la place à un accroissement sans précédent de la population. Malthus a donc analysé la société britannique au moment où la mortalité commençait à chuter créant, ainsi, une transition démographique. Keynes, pour sa part, est l'exemple le plus frappant de cette connexion époque/idée puisqu'il changea son fusil d'épaule lorsque la natalité a chuté en Angleterre.

La transition démographique semble expliquer avec justesse les différentes étapes à travers lesquelles sont passées les nations européennes et américaines au cours du 20^{ème} siècle. Toutefois, comme le mentionne Myrdal, il faut se soucier des différences entre les pays sous-industrialisés et industrialisés. La période de transition où la mortalité chute et la croissance démographique est en pleine progression se doit d'être la plus courte possible. Des

politiques antinatalistes s'avèrent ainsi propices pour diminuer la fécondité. Le rapport du Fonds des Nations Unies pour la population de 2009 privilégie ce raisonnement et affirme que, pour diminuer la natalité, il faut réduire la mortalité infantile et améliorer la santé des mères et des enfants. Ainsi, bien que l'esprit néo-malthusien demeure un courant important en démographie, il faut se rendre à l'évidence que les organisations internationales semblent privilégier l'approche de transition démographique.

Dans le même ordre d'idée, une diminution de la population mondiale, particulièrement dans les pays industrialisés, pourrait réduire l'émission de gaz à effet de serre. Certains penseurs privilégient cette approche et proposent même de stabiliser la population des différents pays à un nombre optimal. Par exemple, l'organisation *Optimum Population Trust* vise à maintenir la population du Royaume-Uni stable pour les cinq prochaines années avant de diminuer celle-ci progressivement. En ce qui a trait à la planète entière, ce groupe désire réduire l'augmentation prévue de la population mondiale de 2.3 milliards à 1.3 milliards d'ici 2050. L'objectif est d'atteindre 8 milliards d'habitants au lieu de 9.1 milliards à cette date. Comme nous l'avons vu, il est possible de mettre en place des politiques antinatalistes nationales. Le cas de la Chine est un exemple de réussite sur papier, et d'échec moral. Empêcher les familles d'avoir le nombre d'enfants désirés est grotesque lorsqu'il mène à une situation où des enfants sont rejetés à cause de leur sexe. L'infanticide, dont sont victimes les petites filles chinoises, est heureusement en voie de disparition, mais ceci ne résout pas le problème. Les échographies sont responsables de la mort de cette pratique. L'avortement est maintenant la technique utilisée pour s'assurer d'avoir un enfant mâle (Ebenstein, 2010).

De notre point de vue, la promotion des méthodes contraceptives demeure la seule technique valable pour diminuer la fécondité. Encore faut-il que les couples soient enclins à avoir de jeunes filles. L'éducation sexuelle semble être une meilleure alternative puisqu'elle donne aux couples la possibilité d'avoir ou non des enfants selon leur désir. Il faut absolument diminuer le taux de naissance non-désiré puisqu'il représente un fléau excessivement nuisible pour la société. Nous partageons donc l'opinion de Myrdal à ce sujet. Toutefois, l'approche pronataliste privilégiée par Myrdal et Keynes, afin d'empêcher le déclin démographique d'une nation, nous paraît déraisonnable. Promouvoir, par divers

moyens (financiers ou autres), l'accroissement d'une nation, race ou ethnie pose problème dans la mesure où ceci peut mener à des politiques eugéniques. Les différents écrits des penseurs analysés dans le cadre de ce mémoire semblent être tous (sauf Petty) en accord avec le fait que la qualité doit être valorisée et non la quantité. Le terme qualité n'est toutefois pas employé pour exprimer le bagage génétique des individus. Il faut simplement améliorer la qualité de vie de ceux-ci.

En conclusion, la question se pose : le néo-malthusianisme est-il encore un courant de pensée valable? Il faut se rendre à l'évidence que oui, puisque l'accroissement démographique des pays en voie de développement demeure une problématique non-négligeable. L'étroite relation entre population et pollution est, sans aucun doute, une autre perspective qui permet de répondre par l'affirmative à cette question. Nous ne pensons pas que le néo-malthusianisme soit mort. Bien au contraire, ce courant se réinvente sans cesse et s'appuie sur une idéologie différente de celle de Malthus. Depuis le premier *Essai sur le principe de population*, en passant par la création du terme malthusianisme et plus tard néo-malthusianisme, beaucoup de chemin a été parcouru. Le malthusianisme, basé sur la contrainte morale et l'augmentation de l'âge du mariage, demeure une vision véhiculée par différentes religions à travers le monde.

La promotion de l'avortement dans les nations sous-industrialisées n'est pas une chose aisée. La dénonciation faite par le pape Benoit XVI lors d'une visite en Afrique en 2009 a fait reculer les progrès récents concernant les mœurs sexuelles. Puis, en avril 2010, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a refusé de financer des avortements dans les pays en voie de développement. Le Devoir rapportait le 28 avril les propos du premier ministre : « Nous avons beaucoup de façons d'aider, de sauver la vie de femmes, de mères et d'enfants partout dans le monde. Nous pouvons concentrer nos efforts sur des choses qui unissent la population du Canada et non pas sur des choses qui la divisent ». Ainsi, le débat sur l'avortement ne semble pas être résolu dans les pays du G8. Il paraît audacieux de croire que l'éducation sexuelle et la promotion des méthodes contraceptives soient une réussite dans un pays comme l'Inde dans le court terme.

BIBLIOGRAPHIE

- Avery, John. 1997. *Progress, poverty, and population: re-reading Condorcet, Godwin, and Malthus*. Londres: Routledge, 151 p.
- Beatrice Cherrier, [Recueil de lettres]. *Gunnar Myrdal and the scientific way to social democracy, 1914-1968*, Journal of the history of economic thought, vol. 31, no. 1, mars 2009, pp. 33-55.
- Blaug, Mark. 1986. *La pensée économique: origine et développement*. Paris: Economica, 891 p.
- Blayo, Yves. 1997. *Des politiques démographiques en Chine*. Paris: Institut National d'Études Démographiques. Vol. 137 de travaux et documents, 409 p.
- Bloom, David et Jeffrey Sachs. *Geography, Demography, and Economic Growth in Africa. Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 29, Printemps 1998, pp.207-296.
- Blot, Jean. 1992. *Bloomsbury: histoire d'une sensibilité artistique et politique anglaise*. Paris: Baland, 303 p.
- Böhm-Bawerk, Eugen von. 1957. *Capital and interest*. 3 t. Trad. de l'allemand par George Huncke et Hans Sennholz. South Holland: Libertarian Press.
- Bonar, James. 1966. *Malthus and his work*. New York: A. M. Kelley, 438 p.
- Boyer, George. 1990. *An economic history of the English poor law*. Cambridge: Cambridge University Press, 297 p.
- Broberg, Gunnar et Nils Roll-Hansen. 2005. *Eugenics and the welfare state: sterilization policy in Denmark, Sweden, Norway, and Finland*. 2^e éd. rev. et augm. East Lansing: Michigan State University Press, 294 p.
- Carlson, Allan. 1990. *The Swedish experiment in family politics: the Myrdals and the interwar population crisis*. New Jersey: Transaction publishers, 235 p.

- Caselli, Guillaume, Graziella Caselli, Jacques Vallin et Guillaume Wunsch. 2001-2006. *Démographie : analyse et synthèse*. 8 t. Paris : Institut National d'Études Démographiques.
- Chesneaux, Jean. *Un prémalthusien chinois : Hong-Liang-Ki*. Population, No. 1, Janvier 1960, pp.89-95.
- Claude Lévi-Strauss. *La difficulté croissante de vivre ensemble... : les leçons d'un ethnologue*. Le Nouvel Observateur, jeudi 1er Mai 2008, p.16.
- Coale, Ansley et Edgar Hoover. 1963. *Population growth and economic development in low-income countries*, Princeton: Princeton University Press, 389 p.
- Condorcet, Jean-Antoine-Nicolas de Caritat. 1793. *Tableau historique des progrès de l'esprit humain: projets, esquisse, fragments et notes (1772-1794)*. Schandeler, Jean-Pierre et Pierre Crépel (dir. Publ.). Coll. «Classique de l'économie et de la population». Paris : Institut National d'Études Démographiques, 2004, 1317 p.
- Cottrell, Allin et Michael Lawlor (dir. publ.). 1995. *New perspectives on Keynes: Annual Supplement to Volume 27*. Coll. «History of Political Economy». Durham: Duke University Press, 287 p.
- Crowther, Margaret Anne. 1983. *The workhouse system, 1834-1929: the history of an English social institution*. Cambridge : Cambridge University Press, 305 p.
- Darwin, Charles. 1876. *Autobiography of Charles Darwin*. New York: Barnes & Noble Publishing, 2005, 412 p.
- Delfauld, P., Claude Gérard, P. Guillaume et Jean-Alain Lesourd. 1976. *Nouvelle histoire économique*. 2t. Coll. «U. Série histoire contemporaine». Rennes : Armand Colin.
- Denis, Henri. 1999. *Histoire de la pensée économique*. 11^e éd. rev. et augm. Coll. «Thémis». Paris : Presses universitaires de France/Quadrige, 731 p.
- Diamond, Jared. 1997. *Guns, Germs, and Steel: The Fates of Human Societies*. New York: W. W. Norton & Company, 539 p.
- Donohue, John et Steven Levitt. *The Impact of Legalized Abortion on Crime*, Quarterly Journal of Economics, vol. 116, no.2, mai 2001, pp.379-420.
- Dopfer, Kurt. 1988. *In memoriam: Gunnar Myrdal's contribution to institutional economics*. *Journal of Economic Issues*, vol. 22, no.1, mars 1988, pp.227-231.
- Dostaler, Gilles, Diane Éthier et Laurent Lepage (dir. publ.). 1990. *Gunnar Myrdal et son œuvre*. Coll. «Les grands penseurs». Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 230 p.

- Dostaler, Gilles. 2005. *Keynes et ses combats*. Paris: Albin Michel, 545 p.
- Dostaler, Gilles et Frédéric Hanin. *Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec*. Sociologie et sociétés, vol. 37, no. 2, automne 2005, pp. 153-181.
- Drysdale, George. 1877. *The elements of social science, physical, sexual and natural religion; An explanation of the true causes of the three primary evils of society – Poverty, prostitution, and celibacy*. 11^e éd. rev. et augm. Londres : High Holborn, 597 p.
- Ebenstein, Avraham. *The “Missing Girls” of China and the Unintended Consequences of the One Child Policy*. *Journal of Human Resources*, vol. 45, no. 1, Hiver 2010, pp. 87-115.
- Edsall, Nicholas. 1971. *The anti-Poor Law movement, 1834-44*. Oxford: Manchester University Press, 285 p.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1999. *Les trois mondes de L'État-providence*. Coll. «Le lien social». Paris: Presses Universitaires de France, 310 p.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. *FAO News Release*, 19 juin 2009 à Rome.
- . *FAO News Release*, 9 décembre 2008 à Rome.
- . 2004. *State of the Food Insecurity in the World: Monitoring Progress towards the World Food Summit and Millennium Goals*, 41 p.
- Fenner, Samuel Edward. 1980. *The life and times of Sir Edwin Chadwick*. Londres: Methuen & Co., p.555.
- Fischel, Édouard. 1864. *La constitution d'Angleterre: exposé historique et critique des origines, du développement successif et de l'état actuel de la loi et des institutions anglaises*. 2 t. Trad. de l'anglais par Charles Vogel. Paris: Reinwald.
- Freedman, Michael. 2005. *Liberal languages: ideological imaginations and twentieth-century progressive thought*. New Jersey: Princeton University Press, 271 p.
- Gårdlund, Torsten. 1996. *The life of Knut Wicksell*. Trad. de l'allemand par Nancy Adler. Stockholm: Almqvist & Wicksell, 354 p.
- Gerschenkron, Alexander. 1962. *Economic backwardness in historical perspective, a book of essays*. Cambridge: Harvard University Press, 456 p.
- Godwin, William. 1797. *The enquirer: Reflections on education, manners, and literature. In a series of essays*. Londres: G. G. and J. Robinson, 481 p.

- Goldman Sachs Global Economics Department. 2007. *BRICs and beyond*, Ideas, Goldman Sachs, 30 novembre 2001.
- Guthrie, William. *Selective Rediscovery of economics Ideas: What Keynes Found in Malthus*. *Souther Economic Journal*. Vol. 50, No. 3, 1984, pp.771-780.
- Hayek, Friedrich von. 1980. *Droit, législation et liberté : une nouvelle formulation des principes de justice et d'économie politique*. Coll. «Grands textes». Paris : Quadrige, 947 p.
- Heilbroner, Robert Louis. 1971. *Les grands économistes*. Trad. de l'anglais par Pierre Antonmattei. Coll. «Points économie». Paris : Seuil, 355 p.
- Hollander, Samuel. 1997. *The Economics of Thomas Robert Malthus*. Coll. «Studies in classical political economy». Toronto: University Toronto Press, 1072 p.
- Intergovernmental Panel on Climate Change. IPCC Fourth Assessment Report. 2007. *Climate change 2007: Synthesis Report*. Genève, 104 p.
- Jackson, Margaret. 1994. *The real facts of life: feminism and the politics of sexuality, c1850-1940*. Oxon: Taylor & Francis, 207 p.
- Jacques-Antoine Drouard. *La « Révolution sexuelle » des frères Drysdale*. *Cercles : Revue pluridisciplinaire du monde anglophone*, No. 7, 2003, pp.5-17.
- James, Patricia. 1979. *Population Malthus: His life and times*. Boston: Routledge & Kegan Paul, 526 p.
- Jean Sutter. *Bilan de la politique néo-malthusienne en Suède (1939-1957)*. *Population*, 15e Année, No. 4, 1960, pp. 677-702.
- Keynes, John Maynard. 1912. *Lecture Notes of 1912. Principles of economics*. Cambridge: *King's College Library Modern Archive, Unpublished Articles* (UA, 6, 9, 15-27).
- . 1914. *Population*. *King's College Library Modern Archive, Unpublished Articles*, version microfilm, Folios 1-39.
- . 1919. *Les conséquences économiques de la paix*. Chicago: Encyclopaedia Britannica Films, 1920, 237 p.
- . 1925-1926. *The End of Laisser-faire suivi de «Suis-je un liberal?»*. Trad. de l'anglais par Frédéric Cotton. Coll. «Contre-feu». Montréal: Comeau & Nadeau, 1999, 141 p.
- . 1933. *Essays in Biography*. Toronto: Macmillan Company of Canada, 318 p.

- . 1971-1989. *Collected Writings of John Maynard Keynes*. 30 t. Londres: Macmillan.
- . 1989. *Keynes's lectures 1932-35: Notes of a representative student*. Michigan: University of Michigan press, 197 p.
- . 1991. *Keynes's the general theory of employment, interest, and money*. Savage, Mar.: Rowman & Littlefield, 280 p.
- . 1996. *Comment payer la guerre: Un programme radical pour le chancelier de l'Échiquier*. Trad. de l'anglais par Jean-Josée Quiles et Claude Fils. Préf. de Jean-Josée Quiles. Coll. «Logiques Économiques», Montréal: L'Harmattan Inc, 114 p.
- . [Recueil d'articles]. 2002. *La pauvreté dans l'abondance*. Préf. de Jean-Paul Fitoussi et Axel Leijonhufund. Coll. «Tel». Mesnil-sur-l'Estrée: Gallimard, 294 p.
- Klein, Viola et Alva Myrdal. 1956. *Women's Two Roles: Home and Work*. Londres: Routledge, 208 p.
- Knight, Frida. 1971. *University Rebel: The life of William Frend (1757-1841)*. Londres: Gollancz, 320 p.
- Lacoste, Yves. 2009. *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*. Barcelone: Larousse, 339 p.
- Landry, Adolphe. 1982. *La révolution démographique: études et essais sur les problèmes de la population*. Paris : Institut national d'études démographiques, 227 p.
- Laurent, John et John Nightingale. 2001. *Darwinism and evolutionary*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 254 p.
- Ledbetter, Rosanna. 1976. *A history of the Malthusian League, 1877-1927*. Columbus: Ohio State University Press, 261 p.
- Lee, Douglas. 1957. *Climate and economic development in the tropics*. New York: Harper & Brothers for the Council on Foreign Relations, 182 p.
- Lundahl, Mats. 2005. *Knut Wicksell on poverty: no place is too exalted for the preaching of these doctrines*. Londres: Routledge, 122 p.
- Machiavelli, Niccolò. 1999. *Le prince*. Thierry Méniessier (dir. publ.). Coll. «Les classiques de Hatier de la philosophie 4». Paris: Hatier, 192 p.
- Maddison, Angus et Harry Wu. *Measuring China's Economic Performance*. *World Economics*, Vol. 9, No. 2, Avril 2008, pp.13-44.

- Magnusson, Lars. 2004. *The tradition of free trade*. Coll. «Routledge studies in the history of economics». Londres: Routledge, 194 p.
- Mahieu, François Régis. 1997. *William Petty (1623-1687) : fondateur de l'économie politique*. Coll. «Économie de poche». Paris: Économica, 110 p.
- Malthus, Thomas Robert. 1798. *Essai sur le principe de population*. Coll. «Collection des principaux économistes». Osnabruck: O. Zeller, 1963, 687 p.
- . 1803, 1806, 1807, 1817 et 1826. *Essai sur le principe de population*. 2 t. Coll. «Classiques de l'économie politique». Paris: Flammarion, 1992.
- . 1820. *Principes d'économie politique*. Préf. de Jean-François Faure-Soulet. Paris: Calmann-Lévy, 1969, 366 p.
- . 1963. *Occasional papers of T. R. Malthus on Ireland, population, and political economy*. Préf. de Bernard Semmel. New York: B. Franklin, 181 p.
- . 1966. *The travel diaries of Thomas Robert Malthus*. Cambridge: Cambridge University Press, 316 p.
- Manvell, Roger. 1976. *The trial of Annie Besant and Charles Bradlaugh*. Londres: Elek, 182 p.
- Marshall, Alfred. 1958. *Elements of economics of industry*. 3^e éd. rev. et augm. Londres: Macmillan, 440 p.
- . 1986. *Principles of economics an introductory volume*. Basingstoke: Macmillan, 731 p.
- Marx, Karl. 1971. *Le capital: Livre premier*. T. 3. Paris: Éditions sociales, 274 p.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 1978. *Critique de Malthus*. Coll. «Petite collection Maspero». Paris: Maspero, 313 p.
- Mauro Boianovsky, *Wicksell on deflation in the early 1920s*, History of political economy, Duke University Press, 1998, pp.119-275.
- McLaren, Angus. 1978. *Birth control in nineteenth-century England*. Londres: Taylor & Francis, 263 p.
- Meadows, Donella, Dennis Meadows et Jorgen Randers. 2004. *Limits to growth: The 30-year update*. Coll. «White River Junction». Chelsea Green: Chelsea Green publishing company, 369 p.

- Mill, John Stuart. 1888. *Principles of political economy with some of their applications to social philosophy*. 2 t. New York: Appleton and company.
- Mousson-Lestang, Jean-Pierre. 1995. *Histoire de la Suède*. Coll. «Nations d'Europe». Paris : Hatier, 330 p.
- Myrdal, Alva. 1947. *Nation and family*. Londres: Kegan paul, Tench, Trubner & Co. 441 p.
- Myrdal, Gunnar et Alva Myrdal. 1934. *Kris I befolkningsfrågan* [État critique du problème démographique]. Stockholm: Tiden.
- Myrdal, Gunnar. 1940. *Population: A problem for Democracy*. Cambridge: Harvard University Press, 240 p.
- . 1964. *An American dilemma* 2 t. New York: McGraw-Hill Book Comapny.
- . 1968. *Asian drama an inquiry into the poverty of nations*, 3 t. New York: Pantheon Books.
- . 1970. *The Challenge of World Poverty: A World Anti-Poverty Program in Outline*. New York: Pantheon Books, 525 p.
- . 1973. *Against the Stream*. New York: Pantheon Books, 336 p.
- . *Gunnar Myrdal on Population Policy in the Underdeveloped World*. *Population and Development Review*, vol. 13, no. 3, Septembre 1987, pp.531-540.
- . 1990. *The political element in the development of economic theory*. New Jersey: Transaction Books, 248 p.
- Niveau, Maurice. 1966. *Histoire des faits économiques contemporains*. 4^e éd. rev. et augm. Coll. «Thémis» ». Paris : Presses universitaires de France, 673 p.
- Nordqvist, Liv Wicksell. 1985. *Anna Bugge Wicksell: En Kvinna Fore Sin Tid* [Anna Bugge Wicksell: Une femme avant son temps], Malmö, 223 p.
- Organisation des Nations Unies. Fonds des Nations Unies pour la population. 1994. *Rapport de la Conférence internationale sur la population*. A/CONF.171/13/Rev.1. Le Caire, 194 p.
- . 2009. *État de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change : les femmes, la population et le climat*. New York : Fonds des Nations Unies pour la population, 96 p.
- Paillat, Paul et Alfred Sauvy. *La population de la Chine : Évolution et perspectives*. *Population*, Vol. 29, No. 3, Mai 1974, pp.535-552.

- Pasquier, Maurice. 1971. *Sir William Petty, ses idées économiques*. Coll. «Burt Franklin research & source works series». New York: B. Franklin, 278 p.
- Peterson, William. 1980. *Malthus: Le premier anti-malthusien*. Paris : Dunod, 269 p.
- Petty, William. 1963. *The economic writings of Sir William Petty: together with the Observations upon the bills of mortality more probably by Captain John Graunt*. Charles Henry Hull (dir. publ.). 2 t. Coll. «Reprints of economic classics». New York: Augustus M. Kelley.
- Polanyi, Karl. 1983. *La Grande Transformation: Aux Origines Politiques et Économiques de notre temps*. Coll. «Bibliothèques des sciences humaines». Paris : Gallimard, 419 p.
- Poursin, Jean-Marie et Gabriel Dupuy. 1972. *Malthus*. Coll. «Société». Paris: Éditions du Seuil, 143 p.
- Ray, Debraj. 1998. *Development economics*. Princeton: Princeton University Press, 848 p.
- Reungoat, Sabine. 2004. *William Petty : observateur des îles britanniques*. Paris: Institut national d'études démographiques, 332 p.
- Roncaglia, Alessandro. 1985. *Petty the origins of political economy*. New York: M. E. Sharpe, 188 p.
- Sachs, Jeffrey. *Tropical underdevelopment, NBER Working Paper*, no. 8119, Février 2001, 38 p.
- Sandelin, Bo. 1991. *The History of Swedish economic thought*. Coll. «Routledge history of economic thought». Londres: Routledge, 254 p.
- Sauvy, Alfred. *La population de la Chine. Nouvelles données et nouvelles politiques*. Population, No. 4, Octobre 1957, pp.695-706.
- Say, Jean-Baptiste. 1803. *Traité d'économie politique*. Coll. «Perspectives de l'économie - Les fondateurs». Paris : Calmann-Lévy, 1972, 572 p.
- Schumpeter, Joseph Alois. 1983. *Histoire de l'analyse économique*. Coll. «Tel». Paris : Gallimard, 530 p.
- Sen, Amartya. 1982. *Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation*. Oxford: Oxford University Press, 257 p.
- . 2001. *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press, 366 p.
- Senior, Nassau William. 1931. *Two lectures on population*. Londres : John Murray, 90 p.

- Serre, Jean-Louis. 1984. *De Malthus à Darwin : évolution ou révolution du concept de lutte pour la vie*. Paris : Institut National d'Études Démographiques, 254 p.
- Skidelsky, Robert. 1986. *John Maynard Keynes*. 3 t. New York: Viking.
- Smith, Adam. 1843. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. T.1. Trad. de l'anglais par Garnier, Germain. New York: Guillaumin, 714 p.
- Tort, Patrick. 2007. *Darwin et le darwinisme*. Coll. «Que sais-je?», Paris: Presses universitaires de France, 126 p.
- Townsend, Joseph. 1817. *A dissertation on the poor laws*. Londres: Printed for Ridgways, 108 p.
- Toye, John. 2000. *Keynes on population*. New York: Oxford university press, 687 p.
- Turner, Michael Edward. 1986. *Malthus and his time*. New York: St. Martin's Press, 244 p.
- Unicef. Inter-agency Group for Child Mortality. 2009. *Levels and trends in under-5 mortality, 1990-2008*. Publié en ligne. 4 p.
- Ussher, Richard. 2009. *Neo-Malthusianism*. Charleston: BiblioLife, 336 p.
- Webb, Beatrice Potter et Sidney Webb. 1963. *English poor law policy*. Londres: Frank Class, 379 p.
- Weeks, Jeffrey. 1989. *Sex, Politics and Society: the Regulation of Sexuality since 1800*. Coll. «Themes In British Social History». Londres: Longman, 326 p.
- Wicksell, Knut. [Recueil d'articles]. 1969. *Knut Wicksell: Selected papers on economic theory*. Préf. d'Érik Lindahl. Coll. «Reprints of economic classics», New York: Augustus M. Kelley, 300 p.
- . *Wicksell on population*. Trad. de l'allemand par Johannes Overbeek. *Economic development and cultural change*, Presses de l'Université de Chicago, vol. 21, no.2, janvier 1973, pp.205-211.
- . [Recueil d'articles]. 1997. *Knut Wicksell*. Bo Sandelin (dir. publ.). 2 t. Londres: Routledge.
- Winter, Jay. *Socialism, social democracy, and population questions in Western Europe: 1870-1950*. *Population and Development Review*, Vol. 14, *Supplement: Population and Resources in Western Intellectual Traditions*, pp.122-146.
- Wolff, Jacques. 1973. *Les grandes œuvres économiques*. 2 t. Paris : Éditions Cujas.

———. 1994. *Malthus et les Malthusiens*. Paris: Economica, 117 p.

Wood, John Cunningham. 1994. *Knut Wicksell: critical assessments*. 2 t. Londres: Routledge.

Young, Robert. 1985. *Darwin's metaphor: Nature's place in Victorian culture*. New York: Cambridge University Press, 361 p.